

صدى الآمال

DIPLOMATIE

La reprise de la C.S.C.E.

La « Pravda » accuse l'OTAN d'empêcher tout progrès sur les mesures militaires

Dans son numéro de mardi 21 janvier, la Pravda consacre un commentaire à la reprise des travaux de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe... La Pravda affirme qu'en prenant une position aussi « maximale » l'OTAN s'efforce d'obtenir un contrôle sur les forces armées du bloc socialiste.

M. ALLON ESTIME QUE LA REMISE EN CAUSE DE L'ACCORD SOVIÉTO-AMÉRICAIN N'IMPLIQUE PAS L'ARRÊT DE L'ÉMIGRATION.

Jérusalem (A.F.P.) - Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Ygal Allon, estime que « l'annulation ou l'invalidation de l'accord commercial américano-soviétique, par Moscou, ne doit pas constituer un prétexte pour arrêter la réduction sensible de l'émigration vers Israël des juifs d'origine soviétique ».

MOSCOU PROTESTE ÉNERGIQUEMENT AUPRÈS DES ÉTATS-UNIS CONTRE UN INCIDENT SURVENU À L'ONU

Moscou. - M. Walter Stoessel, ambassadeur des États-Unis en U.R.S.S., a été convoqué mardi 22 janvier en la salle de conférence au ministère des affaires étrangères. Il s'est vu présenter une note de protestation de la part du gouvernement soviétique... Le document rappelle que, la veille de l'incident, la Ligue pour la défense des juifs avait organisé, à proximité de ce bâtiment, une manifestation.

A Strasbourg LES PARLEMENTAIRES GRECS ONT REPRIS LEUR PLACE AU CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg. - La situation à Chypre et la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe sont les deux principaux thèmes des débats de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, dont la session s'est ouverte mardi matin 21 janvier par une réunion commune des membres du Parlement européen des Neuf et de ceux de l'Assemblée consultative.

M. BONNET EN LIBYE DU 7 AU 9 FÉVRIER

M. Christian Bonnet, ministre de l'éducation, se rendra en Libye du 7 au 9 février prochain. Au cours de son voyage officiel, qui a été retardé en raison de l'état de santé du ministre français et de son emploi du temps chargé, deux séries de problèmes seront évoquées : d'une part, l'assistance technique, c'est-à-dire la formation professionnelle de cadres libyens et l'envoi d'experts français ; d'autre part, la fourniture d'équipements, dès en main, notamment dans le secteur agro-alimentaire.

M. DE UPKOWSKI (U.D.R.) : une Europe sans les Anglais ?

M. Jean de Lipkowski, député national aux relations extérieures de l'U.D.R., a déclaré à la presse, mercredi 21 janvier : « La Grande-Bretagne est-elle en train de se replier sur elle-même ? On peut se poser la question après la décision de Londres d'arrêter la construction du tunnel sous la Manche... »

Bolivie La situation est très tendue dans les mines d'étain de Catavi et de Siglo-veinte

L'ancien président Hernan Siles Suazo, arrêté le 18 janvier pour avoir, selon le ministre de l'Intérieur, « fondé un comité de gauche contre le gouvernement », est toujours détenu, le mercredi 22 janvier, à La Paz, et avait annoncé que M. Siles Suazo, qui avait gouverné le pays de 1956 à 1960 - serait expulsé après avoir été présenté à la presse.

Rectificatif

Une erreur de ponctuation a rendu peu compréhensible un passage de l'article de notre correspondant à Rio, publié dans le Monde du 16 janvier et consacré au centenaire du journal O Estado de São Paulo. Il fallait lire, dans le premier paragraphe : « Par son indépendance, il a forcé le respect de ses adversaires, qui se situent surtout à gauche... »

Brésil Le général Geisel paraît décidé à poursuivre la libéralisation « à petits pas »

Brasília. - L'hypothèse selon laquelle une personnalité civile succèdera en 1975 au général Geisel à la tête du pouvoir, est ouvertement envisagée, désormais, dans les milieux gouvernementaux. Dès le 6-pas, elle a fait partie du projet politique de l'actuel président, lorsqu'il a assuré ses fonctions le 15 mars 1974. Quand, un peu plus tard, le général Sílvio Frota a été nommé ministre de l'Armée, dit-on de source militaire, il a reçu comme mission de « dépolitiser » les forces armées et de préparer leur retour aux casernes.

Sénégal M. Leopold Sedar Senghor, président de la République du Sénégal, est attendu lundi 27 janvier à Lisbonne en visite officielle.

Le retour à la liberté syndicale offre des difficultés manifestes. Mais c'est précisément à la liberté syndicale que le gouvernement entend revenir. Il souhaite susciter d'authentiques dirigeants syndicaux, et non, comme au temps de M. João Goulart, « des hommes manipulés par le pouvoir ou les politiciens ». Le désir est le même s'agissant de l'université, qui doit s'ouvrir au débat. Il ne s'agit pas de « faire entrer le politique » dans les milieux universitaires ou sociaux. Au contraire, il s'agit de former les élites soit ouvrières, soit intellectuelles, « où les partis politiques puissent leurs élémens ».

Formes des élites

Le retour à la liberté syndicale offre des difficultés manifestes. Mais c'est précisément à la liberté syndicale que le gouvernement entend revenir. Il souhaite susciter d'authentiques dirigeants syndicaux, et non, comme au temps de M. João Goulart, « des hommes manipulés par le pouvoir ou les politiciens ». Le désir est le même s'agissant de l'université, qui doit s'ouvrir au débat. Il ne s'agit pas de « faire entrer le politique » dans les milieux universitaires ou sociaux. Au contraire, il s'agit de former les élites soit ouvrières, soit intellectuelles, « où les partis politiques puissent leurs élémens ».

A travers le monde

Bangladesh

LE PARLEMENT du Bangladesh a voté, mardi 21 janvier, les pleins pouvoirs au premier ministre, M. Mujibur Rahman. Une nouvelle législation, qui instaure le régime présidentiel, sera soumise au Parlement dans les prochains jours.

Côte-d'Ivoire

M. RENE HARY, ministre de l'Éducation, a quitté Paris mercredi 22 janvier pour se rendre à Abidjan, où il est invité par son homologue, M. Paul Akoko Yao. M. Hary, qui regagnera Paris mardi 28 janvier, rencontrera lors de son séjour les ministres ivoiriens des affaires étrangères et de l'enseignement technique et de la recherche scientifique. Il visitera deux restaurants parisiens, le « L'Université », puis se rendra à San-Pedro et à Bouaké, où il visitera le complexe télévisuel.

États-Unis

LE PRÉSIDENT FORD a signé mercredi 22 janvier le protocole de Genève et la convention de l'Organisation des Nations Unies contre les armes chimiques, biologiques et toxiques. La convention de deux documents avaient été ratifiés par le Sénat le 15 décembre dernier. En apposant sa signature, au cours d'une cérémonie à la Maison Blanche, le président Ford a rappelé que les États-Unis avaient déjà renoncé à l'emploi de telles armes et qu'ils avaient pris la décision en 1971 de détruire leurs stocks d'armes chimiques et biologiques. La Convention de Genève remonte à 1925, mais le Sénat américain avait refusé de la ratifier en 1968 sous la pression du département de la défense.

Mali

UN ENFANT MALIEN a été tué devant un restaurant d'Ouzoungou le 16 janvier. Le journaliste de Radio-Mali dans un communiqué diffusé mercredi soir 22 janvier, qui ajoute que « le soir, le viol, les rumeurs, les tensions, conduisent à l'assassinat de citoyens maliens en Haute-Volta ».

République Sud-Africaine

LES ENTRETENUS ENTRE M. Y. WORSTER, premier ministre, et les représentants des

AMÉRIQUES

Brésil

Le général Geisel paraît décidé à poursuivre la libéralisation « à petits pas »

Brasília. - L'hypothèse selon laquelle une personnalité civile succèdera en 1975 au général Geisel à la tête du pouvoir, est ouvertement envisagée, désormais, dans les milieux gouvernementaux. Dès le 6-pas, elle a fait partie du projet politique de l'actuel président, lorsqu'il a assuré ses fonctions le 15 mars 1974. Quand, un peu plus tard, le général Sílvio Frota a été nommé ministre de l'Armée, dit-on de source militaire, il a reçu comme mission de « dépolitiser » les forces armées et de préparer leur retour aux casernes. Pendant plusieurs mois, le gouvernement a préféré garder une certaine réserve sur ses intentions véritables. Il préfère s'assurer d'abord du soutien que rencontrerait sa tactique de décompression progressive. En permettant à l'opposition de s'exprimer lors des élections du 15 novembre, et en restaurant la liberté de la presse, il a franchi deux étapes importantes dans la dépolitisation du pays et son lent retour vers un ordre constitutionnel.

Formes des élites

Le retour à la liberté syndicale offre des difficultés manifestes. Mais c'est précisément à la liberté syndicale que le gouvernement entend revenir. Il souhaite susciter d'authentiques dirigeants syndicaux, et non, comme au temps de M. João Goulart, « des hommes manipulés par le pouvoir ou les politiciens ». Le désir est le même s'agissant de l'université, qui doit s'ouvrir au débat. Il ne s'agit pas de « faire entrer le politique » dans les milieux universitaires ou sociaux. Au contraire, il s'agit de former les élites soit ouvrières, soit intellectuelles, « où les partis politiques puissent leurs élémens ».

ANDRÉ LAURENS en collaboration avec : Thomas Ferenczi, Thierry Pfister et Michel Schifres D'une France à l'autre des hypothèses explicatives qui obligent à se poser les vraies questions sur la France, ou nous vivons. Alain Peyrefitte - LE MONDE l'air du temps GALLIMARD

Vendredi, samedi et jours suivants

THE TUBE

Tailleur - Chemisier

tous invite à ses soldes annuels prêt-à-porter, chemiserie, pulls et accessoires de marques

93, boulevard Saint-Germain. — 75006 PARIS (métro Odéon)

Atlantica, la meilleure façon de placer votre argent au soleil...

Au sud de l'Espagne, à 80 kilomètres de SÉVILLE, ATLANTICA est une réalisation qui s'inscrit dans le cadre de l'aménagement du littoral touristique de la COSTA DE LA LUZ, sous l'égide du Gouvernement espagnol.

...et d'en tirer une rentabilité de 9% nets d'impôts.

En faisant l'acquisition d'un studio (aménagé et meublé pour 4 personnes) vous obtiendrez une rentabilité annuelle de 9% exonérés d'impôts et de charges. Cette rentabilité est garantie par une banque suisse.

Pour en savoir plus, téléphonez ou renvoyez ce bon à CORI, 254, bd Saint-Germain, 75007 Paris - tél. : 260.38.22



Je désire recevoir sans engagement de ma part, votre documentation ATLANTICA.

Nom _____

Adresse _____

Tel. _____

Placer son argent est un métier. Nous le pratiquons depuis 15 ans.

ASIE

Cambodge

LE BLOCUS DU MÉKONG PAR LES KHMERS ROUGES Deux bateaux chargés de munitions ont réussi à atteindre Phnom-Penh

Le convoi d'armes, de munitions et de vivres du Vietnam du Sud, qui tentait de remonter le Mékong, n'est parvenu qu'à très partiellement à franchir le blocus du fleuve par les Khmers rouges. Si deux barges chargées de munitions ont pu atteindre Phnom-Penh sans encombre, jeudi 23 janvier, en revanche, deux cargos de riz ont dû faire demi-tour devant l'intensité des tirs des forces révolutionnaires installées de part et d'autre du Mékong. Les autres éléments du convoi fluvial se sont réfugiés à Neak-Luoug, à 55 kilomètres de la capitale.

Ce convoi était le premier à tenter de remonter le Mékong depuis vingt-cinq jours. Sa progression était « convertie » par l'aviation. Selon l'A.F.P., l'arrivée de deux chaînes chargées de plus de 1 000 tonnes de munitions chacun ainsi que de deux remorqueurs rapides dans la capitale aura certes un effet psychologique positif sur ses habitants, mais il faut attendre pour voir si les bateaux de vivres et les pétroliers pourront également passer, et combien pourront le faire.

Pour le moment, Phnom-Penh continue d'être alimentée par un pont aérien américain mis en place à partir des bases installées en Thaïlande. Néanmoins, la compagnie sud-vietnamienne Air Vietnam a annoncé, jeudi, qu'elle suspendait ses vols à destination de Phnom-Penh en raison des tirs de roquette sur l'aéroport international. Celui-ci a été finalement fermé au trafic civil dans la journée.

Chine

M. Chou En-lai a reconnu qu'il souffrait de troubles cardiaques, selon le quotidien japonais Yomiuri. Il l'a dit à M. Hori, membre du parti japonais libéral-démocrate qu'il a reçu lundi 20 janvier dans un hôpital de Pékin. Le journal, citant l'entourage de M. Hori, ajoute que le premier ministre chinois a affirmé être presque remis de sa maladie. Il n'a montré aucun signe de fatigue durant les quatre-vingt minutes de son entretien avec M. Hori. — (A.F.P., U.P.J., A.P., Reuters.)

AFRIQUE

APRÈS LE VOYAGE DU MINISTRE DE LA COOPÉRATION

M. Giscard d'Estaing félicite M. Abelin pour le « dialogue qu'il a engagé » avec plusieurs pays

M. Pierre Abelin, ministre de la coopération, a rendu compte au conseil des ministres du 22 janvier de son voyage en Afrique, qui l'a conduit successivement au Zaïre, en Mauritanie et au Sénégal et lui a permis en outre de rencontrer les présidents Tombalbaye, Bongo, Houphouët-Boigny et Nguabi.

Au Zaïre, M. Abelin a été reçu par le général Mobutu, qui a manifesté sa satisfaction devant la volonté française d'une coopération très avancée. A ce propos, M. Rossi, porte-parole du gouvernement, a rappelé que l'E.D.F. était chargé d'études sur le barrage d'INGA 2, sur le fleuve Zaïre. Le général Mobutu a indiqué qu'il sera très heureux d'accueillir le président de la République française au mois d'août et qu'il envisage de venir lui-même à Paris au début du mois de mai. M. Giscard d'Estaing a déclaré qu'il était très heureux de recevoir un accueil chaleureux du président Mobutu Daddah. Celui-ci a approuvé tout particulièrement

la politique étrangère de la France et sa conception de la coopération. Le seul contentieux qui existe entre la France et la Mauritanie, a rappelé M. Abelin, porte par la nationalisation de la MINURMA pour laquelle le chef de l'Etat mauritanien a confirmé le principe d'une juste indemnisation.

Ses compagnies des présidents Senghor, du Sénégal et Nguabi de la République populaire du Congo, le ministre de la coopération a posé la première pierre de l'université de « Saint-Louis » qui portera le nom du philosophe français Gaston Berger, le « père de la prospective », mais pas à Saint-Louis. La France apporte sa contribution financière et sa collaboration technique à l'édification de l'université.

M. Valéry Giscard d'Estaing a félicité le ministre de la coopération pour « le dialogue qu'il a ainsi engagé avec ces pays ».

Tunisie

M. Aziz Dhouadji, ancien ministre, est décédé le mardi 21 janvier près de Tunis. Il était âgé de soixante-deux ans. Ministre d'Etat en août 1964, il avait pris part aux négociations avec la France, qui devaient conduire la Tunisie à l'autonomie interne le 3 juin 1955.

PROCHE-ORIENT

Selon un officier israélien

LE FÂTH AURAIT ABANDONNÉ SES BASTIONS DANS LE SUD-LIBAN

Un officier supérieur israélien a déclaré, mercredi 23 janvier, que les fedayin avaient dû abandonner dans le sud du Liban plusieurs de leurs bastions. Selon cet officier, plusieurs camps de fedayin auraient été abandonnés dans la région de Kfar-Chouba. L'officier a affirmé que les fedayin étaient accompagnés d'unités syriennes et libanaises, et qu'ils disposaient de blindés, de pièces d'artillerie et de mortiers. Selon lui, les Syriens ont probablement demandé aux fedayin de provoquer des incidents dans le secteur du Sud-Liban afin de justifier l'intervention de leurs troupes.

WASHINGTON SE FÉLICITE

QUE M. SADATE SOUHAITE POURSUIVRE LA DIPLOMATIE PAR ÉTAPES

Washington (A.F.P.). — Le département d'Etat s'est félicité, mercredi 23 janvier, du désir exprimé, dans son interview au Monde, par le président Sadate, de poursuivre la diplomatie « étape par étape » recommandée par M. Kissinger au Proche-Orient.

C'est le seul passage de l'interview du chef de l'Etat égyptien qu'il a accepté de commenter le porte-parole du département d'Etat. Il a notamment refusé de donner son impression sur les déclarations de M. Sadate concernant l'éventuelle reconnaissance de l'Organisation de libération de la Palestine par les Etats-Unis. D'autre part, le porte-parole, M. Robert Anderson, a assuré qu'aucune date n'avait encore été fixée pour le prochain voyage de M. Kissinger au Proche-Orient. Le secrétaire d'Etat, qui a déjà été invité officiellement par Israël, avait annoncé mardi qu'il se rendrait dans cette région au cours des prochains semaines.

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Ronald Nessen, a déclaré, mercredi, que le président Ford félicitait officiellement la demande d'assistance militaire du gouvernement israélien, d'un montant de 2 milliards de dollars. La décision de M. Ford sera connue lorsqu'il soumettra au Congrès, au début du mois de février, le budget de l'aide à l'étranger pour la prochaine année fiscale. Le porte-parole de la Maison Blanche a souligné que la décision de M. Ford ne serait pas liée aux progrès des négociations de paix au Proche-Orient.

Cette demande d'assistance militaire, la plus importante qu'Israël ait jamais faite, avait été présentée au gouvernement américain par le ministre israélien des affaires étrangères, M. Yezli Allon, lors de sa visite à Washington la semaine dernière.

OUTRE-MER

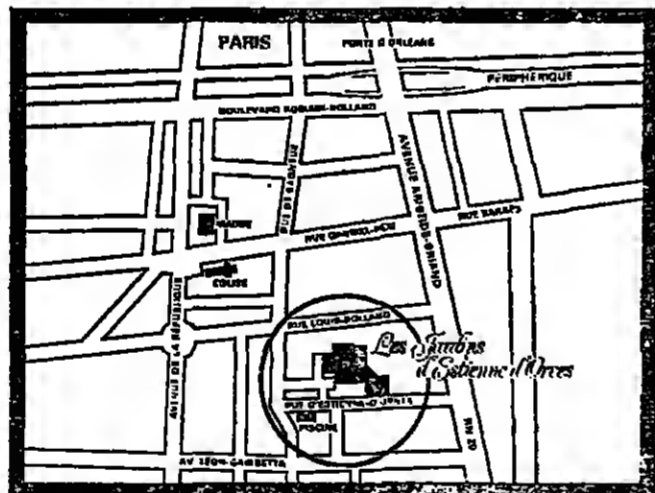
Tièdour gouvernementale et pressions étrangères

Un de nos lecteurs d'origine réunionnaise, résident à Strasbourg, M. J.-L. Grandin, nous écrit à propos des articles consacrés au Territoire français des Antilles et des Indes dans le Monde des 10 et 11 janvier :

Les populations d'outre-mer en ont assez, et surtout nous les jeunes des DOM-TOM : assez de la tièdour du gouvernement, assez des pressions étrangères. D'un côté, c'est l'abandon scandaleux de Mayotte « en dépit de l'opposition de la majorité des quatre mille Français de l'île » (Journal de l'île de la Réunion du 18 décembre 1974), de l'autre ce sont les pressions sans relâche du gouvernement de Mogadiscio pour s'emparer de l'E.T.O. et de son jeune électeur de la Réunion et, comme tous mes concitoyens d'outre-mer, je demande : jusqu'à quand va-t-on se moquer de nous ? Quand on ne parait pas d'ouverture du canal de Suez, quand on ne parait pas d'énergie géothermique, Mogadiscio se souvient fort peu de s'embarasser de l'Etat de l'île ?

Le politique du silence n'a que trop duré, et il ne suffit pas d'envoyer le Clemenceau dans l'Océan Indien et en mer Rouge pour nous redonner confiance. Qui nous défend ? Les réformateurs à l'Assemblée, les socialistes au Sénat ? Et le président de la République ? Quand va-t-il remercier l'ambassadeur de Rome pour les témoignages de sympathie de son pays à l'égard de notre territoire national ?

à 900 m de la Porte d'Orléans



Les Jardins d'Estienne d'Orves

26, rue d'Estienne d'Orves, 92 Montrouge

du Studio au 5 pièces
livrés prêts à habiter dès le printemps 75
de grands jardins et de vastes loggias, des peintures, moquettes et carrelages de qualité, des cuisines équipées, toutes les commodités de la vie et Paris à deux pas.

PRIX FERMES

Renseignements et vente :

sur place à l'appartement-modèle
lundi, jeudi, vendredi, samedi,
dimanche, de 10 à 13 h et de 14 à 19 h
655 63 69

SAF

42, AV. DE FRIEDLAND, PARIS 8^e
622 10 10

UNE REALISATION UH

“Le vin est la plus saine, et la plus hygiénique des boissons.”
Mais peut-être pas dans un emballage plastique.

Dans notre pays, le vin a toujours été considéré comme un des plaisirs de la table, mais depuis ces derniers mois de plus en plus d'autorités médicales, politiques et d'information se penchent sur le plastique pour savoir si au contact du vin il ne risque pas d'apporter des éléments cancérigènes. La revue « Cinquante millions de consommateurs » par exemple, vient de consacrer à ce sujet, dans son numéro de novembre, un article de quatre pages intitulé « Vin en bouteille plastique, attention s'abstenir ».

Le journal les « Echos », et d'autres grands journaux nationaux, parlent des décisions prises aux Etats-Unis, en Norvège, et des recherches engagées dans le monde entier par les organismes les plus qualifiés qui existent.

Tant que subsistera le moindre doute, chacun de nous devrait s'abstenir d'acheter du vin en emballage plastique.

Club pour la propagande des produits Noblesses et Richesses de France.

la diplomatie a

MAROC
LE COLONEL KADHAFI
A-T-IL RENCONTRE
LE ROI HASSAN II ?

TOURISME S.N.C.F.
SÉJOUR DES CINQ NATIONS
SÉJOUR FRANCE A TUNISIE

COMITOUR

صكنا من الاصل

La diplomatie américaine continue de subir des revers en Afrique orientale

La cinquième conférence afro-américaine se tient à Kinshasa depuis le mardi 21 janvier. Elle regroupe vingt-sept membres du Congrès américain, les représentants de quinze pays africains, et un délégué du

SWAPO (Organisation populaire du Sud-Ouest africain). Ses travaux seront consacrés à « La politique des Etats-Unis à l'égard de l'Afrique ». En ouvrant la conférence, le président

Mobutu a critiqué cette politique qui, a-t-il déclaré, est celle « du statu quo et du lail accompli ». Il a notamment rapproché aux Etats-Unis d'avoir été « les derniers à reconnaître l'indépendance de la Guinée-Bissau ».

De notre correspondant

Nairobi. — La diplomatie américaine continue de subir des revers en Afrique orientale et rien n'indique que cette tendance se renverse dans un proche avenir. Négligence ? Désintérêt ? Occurrence ? En tout cas, le peu d'empresse des Etats-Unis sur cette partie du continent apparaît en pleine lumière au moment où l'Océan indien devient un enjeu stratégique de première importance.

L'option du conseil militaire pro-voicite éthiopien en faveur du socialisme a remis en cause la coopération militaire étroite entre Addis-Abeba et Washington. Les Etats-Unis avaient équipé l'armée éthiopienne et accueilli dans leurs écoles, le plus souvent en stage, environ deux mille militaires éthiopiens. Ils paraissent balancer les bras devant les bouleversements actuels. L'annonce du général Aman Andou, dans la nuit du 23 au 24 novembre, ayant ouvert la voie aux chefs de l'armée les plus radicaux (l'ambassadeur américain à Addis-Abeba est absent de son poste depuis février 1974).

Les relations avec l'Ouganda sont gâchées depuis le rappel, en mars 1973, du dernier diplomate américain présent à Kampala (1). La veille, le général Idi Amin Dada avait expulsé les six « Marines » de l'ambassade des Etats-Unis. Peu après, un porte-parole ougandais avait accusé les Américains d'avoir, avec l'aide des Israéliens,

(1) Le dernier ambassadeur américain en Ouganda a quitté Kampala en mars 1973. Le général Amin, chef de l'Etat, avait peu de temps auparavant adressé un message à Washington concernant la guerre du Vietnam, qui fut jugé « totalement inacceptable ».

transformé l'Ouganda en « quartier général de la C.I.A. pour l'Afrique ». Le général Amin avait déjà manifesté sa volonté d'éloigner les Américains en dénonçant, pendant cinquante-cinq heures, cent douze membres du « Corps de la paix », en transit à l'aéroport d'Entebé. Depuis, l'Union soviétique a doté le petit Etat ougandais d'un matériel moderne. Pas moins de 50 tanks légers, 82 avions biplaces, 7 hélicoptères, 750 caisses d'armes légères et des munitions ont été débarquées, en novembre 1973, par un cargo soviétique à Mombassa (Kenya), avant d'être acheminés vers l'Ouganda. Le général Amin avait été le premier des chefs d'Etat africains à rompre avec Israël, en 1972, soit bien avant le dernier conflit armé du Proche-Orient.

Trois républiques aux orientations socialistes — la Somalie, la Tanzanie et Madagascar — ont rompu les relations diplomatiques avec Washington.

Au Kenya, les capitaux américains ont le bienvenu et, en dépit d'un incident l'été dernier, les relations entre les deux pays demeurent bonnes. Les efforts de diplomatie américaine en Afrique du Sud et non pour préserver la statu quo. M. Kissinger se serait inquiété de ce « interventionnisme », il aurait d'ailleurs promis, en 1973, à M. Hilgard Miller, ministre des affaires étrangères de M. Vorster, de « rétrograder le zèle » des diplomates américains versés dans les affaires de la République Sud-Africaine.

La diplomatie américaine en Afrique du Sud est également un certain nombre de faux pas révélateurs, ou de manifestations décevantes sur l'amendement Byrd (1971), qui permet aux Américains d'acheter du chrome à la Rhodésie. Tout en se prononçant en faveur du rejet de l'amendement, M. Kissinger n'aurait rien fait pour que les représentants s'alignent sur le Sénat, qui l'a rejeté.

Au même moment, on apprenait que M. Donald Easum, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, serait sans doute nommé ambassadeur au Nigeria. M. Easum s'était rendu en novembre dans dix pays d'Afrique et, lors de son passage à Dar-es-Salaam, avait notamment déclaré : « Nous usons de notre influence pour encourager des chan-

gements en Afrique du Sud et non pour préserver la statu quo. M. Kissinger se serait inquiété de ce « interventionnisme », il aurait d'ailleurs promis, en 1973, à M. Hilgard Miller, ministre des affaires étrangères de M. Vorster, de « rétrograder le zèle » des diplomates américains versés dans les affaires de la République Sud-Africaine.

La diplomatie américaine en Afrique du Sud est également un certain nombre de faux pas révélateurs, ou de manifestations décevantes sur l'amendement Byrd (1971), qui permet aux Américains d'acheter du chrome à la Rhodésie. Tout en se prononçant en faveur du rejet de l'amendement, M. Kissinger n'aurait rien fait pour que les représentants s'alignent sur le Sénat, qui l'a rejeté.

Au même moment, on apprenait que M. Donald Easum, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, serait sans doute nommé ambassadeur au Nigeria. M. Easum s'était rendu en novembre dans dix pays d'Afrique et, lors de son passage à Dar-es-Salaam, avait notamment déclaré : « Nous usons de notre influence pour encourager des chan-

gements en Afrique du Sud et non pour préserver la statu quo. M. Kissinger se serait inquiété de ce « interventionnisme », il aurait d'ailleurs promis, en 1973, à M. Hilgard Miller, ministre des affaires étrangères de M. Vorster, de « rétrograder le zèle » des diplomates américains versés dans les affaires de la République Sud-Africaine.

La diplomatie américaine en Afrique du Sud est également un certain nombre de faux pas révélateurs, ou de manifestations décevantes sur l'amendement Byrd (1971), qui permet aux Américains d'acheter du chrome à la Rhodésie. Tout en se prononçant en faveur du rejet de l'amendement, M. Kissinger n'aurait rien fait pour que les représentants s'alignent sur le Sénat, qui l'a rejeté.

Au même moment, on apprenait que M. Donald Easum, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, serait sans doute nommé ambassadeur au Nigeria. M. Easum s'était rendu en novembre dans dix pays d'Afrique et, lors de son passage à Dar-es-Salaam, avait notamment déclaré : « Nous usons de notre influence pour encourager des chan-

Ouganda

Le général Idi Amin Dada s'invite lui-même à Buckingham Palace...

De notre correspondant

Londres. — Le président ougandais Idi Amin Dada, dont les diplomates disent poliment que ses réactions sont « imprévisibles », vient d'avoir une nouvelle inspiration : il s'est invité lui-même à Buckingham Palace. Dans un message à la reine Elizabeth, qui n'a pas encore été reçu à Londres, mais qui a été diffusé par la radio ougandaise, il annonce à la souveraine qu'il fera une visite officielle en Grande-Bretagne à partir du 4 août. Selon le texte radiodiffusé, le président ougandais a cru bon de prévenir la reine Elizabeth à temps pour qu'elle lui organise un séjour confortable. Le chef de l'Etat ougandais précise qu'il espère pouvoir compter à Londres sur un accueil régulier et satisfaisant en « produits essentiels », bien que l'économie britannique soit « souffrante à bien des égards ».

Quant au but du voyage, il est double. Le président demande d'abord à la reine de lui organiser des visites en Ecosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord. En tant que « leader révolutionnaire », il compte s'entretenir, en effet, « avec les gens qui luttent pour se rendre indépendants du système politique et économique que nous avons hérité ». En second lieu, le président voudrait rencontrer « les citoyens asiatiques de nationalité britannique qu'il a mis à la porte en 1972 ». Il tient à leur faire savoir personnellement qu'ils ne sont pas regrettés le moins du monde. Le général Idi Amin Dada n'a pas manqué d'ajouter à sa

signature la liste des médailles britanniques qui lui ont été accordées dans le cours de sa carrière militaire, depuis le Victoria Cross jusqu'à la Military Cross, en passant par la Distinguished Service Order.

A Londres, le premier réaction de l'opinion est naturellement de traiter la démarche du président ougandais comme l'une des plus aimables plaisanteries de l'histoire des relations internationales. Les milieux officiels, que ce soit à Buckingham Palace ou au Foreign Office, sont un peu plus prudents (2). Au mois de novembre, le président Idi Amin Dada, lors d'un de ses accès de colère, avait expulsé seize diplomates britanniques. Ceux qui sont restés sur place ont un peu le sentiment d'être des otages dans un pays où même les membres du cabinet disparaissent sans laisser de traces... Leur seul réconfort, pour l'instant, est que le président ougandais a terminé sa lettre en souhaitant à la reine Elizabeth ainsi qu'au peuple britannique « une joyeuse nouvelle année, une longue vie et un avenir brillant ».

(1) Rappelons que le président Amin a annoncé, en décembre 1973, qu'il se rendrait en Grande-Bretagne en septembre 1974, à l'occasion de la constitution en Ouganda d'un gouvernement socialiste en exil (Le Monde du 1er janvier 1975).

Somalie

DIX PERSONNES ONT ÉTÉ EXÉCUTÉES PUBLIQUEMENT À MOGADISCIO

Mogadiscio (A.P.). — Dix hommes, condamnés à mort la semaine dernière pour s'être opposés à une décision du gouvernement somalien accordant l'égalité des droits aux femmes, ont été passés par les armes, en public, jeudi 23 janvier, à Mogadiscio. Les supplétifs avaient été déclarés coupables d'avoir exploité la religion pour porter atteinte à l'unité nationale et d'avoir pris la parole, dans des mosquées, contre le décret accordant l'égalité aux femmes. Vingt-cinq autres hommes ont comparu devant le même tribunal pour répondre des mêmes charges. Six ont été condamnés à trente ans de prison, dix-sept à vingt ans et deux ont été acquittés.

[Évoquant les condamnations, l'ambassadeur de la République de Somalie en France a publié un communiqué insistait sur le fait que celles-ci étaient motivées « par des raisons exclusivement politiques », en dehors de toute considération d'ordre religieux.]

Jocelyn PARIS soldé chaussures, sacs, bottes et boots hommes & femmes

Maroc LE COLONEL KADHAFI A-T-IL RENCONTRÉ LE ROI HASSAN II ?

Le colonel Kadhafi, chef de l'Etat libyen, s'est rendu le samedi dernier au Maroc et a-t-il rencontré le roi Hassan II ? Dans une dépêche de Rabat, en date du 21 janvier, l'agence France-Presso l'a affirmé, en faisant état de « sources sûres » interrogées jeudi matin, elle confirme cette information, précisant qu'elle n'a reçu aucun démenti, ni du ministre marocain des affaires étrangères ni du ministre de l'information. En revanche, les agences U.P.L. et Renter ont fait état mercredi de démentis émanant du ministre marocain de l'information. Selon notre correspondant à Rabat, le secrétaire d'Etat à l'information, interrogé à ce sujet, n'a pas confirmé la nouvelle, et a déclaré que les démentis étaient fondés. De divers autres côtés, proches des milieux officiels, il n'y a eu aucun plus de confirmation, ajoute-t-il. Rappelons que le Maroc et la Libye ont annoncé le 6 janvier leur décision d'échanger à nouveau des ambassadeurs, c'est-à-dire de normaliser leurs relations.

COMITOUR

TOURISME S.N.C.F. RUGBY, TOURNOI DES CINQ NATIONS ANGLETERRE-FRANCE à TWICKENHAM

BYBLOS

Horizon est heureux de vous informer qu'il est désormais concessionnaire des automobiles BMW.

asprofoc ASSOCIATION POUR LA PROMOTION PAR LA FORMATION CONTINUE

Thierry de Montbrial LE DÉSORDRE ECONOMIQUE MONDIAL

LES JARDINS DE CHEZY 2 petits immeubles en pierre de taille

POLITIQUE

LA CONTROVERSE AU SEIN DE LA GAUCHE

M. Gaston Defferre : ce n'est pas parce que les communistes ont choisi un thème que nous devons adopter le même

Interrogé par Europe 1 sur la controverse entre le P.C. et le F.S., M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a déclaré jeudi 23 janvier :

« Quand on a mauvaise conscience, on répond. Vous pouvez constater que les communistes s'efforcent un peu parce que nous ne répondons pas ; et quand nous répondons, quel que nous distons, certains des porte-parole du parti communiste s'emparent pour essayer de retourner contre nous ce que nous avons dit. Je pense donc que nous avons choisi la bonne attitude. »

En ce qui concerne Marseille, que M. Gaston Defferre dirige à la tête d'une liste socialo-centriste, le maire a précisé : « Je suis un socialiste discipliné, et j'appliquerai les décisions prises par mon parti pour les prochaines élections municipales, quelles qu'elles soient. »

M. Defferre a évoqué la déclaration de M. Georges Sarre, membre du secrétariat du P.S., selon laquelle le parti socialiste est susceptible de retomber dans les tentations centristes. Il a noté : « En ce qui concerne Georges Sarre, qui est un bon ami, il faut rappeler que nous sommes tout près d'un congrès, que le CERES a déposé une motion, qu'il a défendu et qu'il cherche par tous les moyens à gagner des voix. Alors, il ne faut pas attacher beaucoup d'importance à la déclaration de Georges Sarre, et à la question concernant la campagne contre les compagnies pétrolières engagée par le P.C.F. Il a indiqué :

« J'ai été le premier de tous — il y a de cela bien longtemps —

à déposer plainte, avec constitution de partie civile, contre les pétroliers qui avaient commis le délit de coalition. (...) Les communistes ont choisi ce cheval de bataille pour faire campagne dans le pays. Nous ne sommes pas tenus de nous mettre à la remorque du parti communiste. Ce n'est pas parce que celui-ci a choisi un thème que nous devons adopter le même thème. »

« Mais nous, nous ne nous contentons pas de parler, nous agissons. Et moi, j'ai déposé plainte. J'ai maintenant le dossier, qui est passionnant. Si bien que je crois avoir fait beaucoup plus pour lutter contre les pétroliers que les communistes avec tous leurs discours. J'ai fait ce qu'il fallait, en employant la méthode démocratique, la méthode légale, celle qui consiste à saisir la justice de mon pays. »

LE P.C.F. VOTE LE BUDGET DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA HAUTE-VIENNE

(De notre correspondant.)

Limoges. — Le conseil général de la Haute-Vienne a terminé, le 22 janvier, ses travaux en votant le budget primitif du département. Il s'élève à 230 817 320 francs, et il est en augmentation de 12,50 % sur celui de 1974. Contrairement à ce qu'il est fait dans d'autres départements, les élus communistes ont approuvé ce budget dont le vote a été acquis à l'unanimité. Le président du groupe communiste, M. Marcel Rigout, membre du comité central du parti communiste et député de la Haute-Vienne, a expliqué :

« Comme dans la France entière, les élus communistes du conseil général de la Haute-Vienne ont abordé l'élaboration et la discussion du budget primitif 1975 avec la volonté de combattre la crise et de travailler à l'orientation a été, pour l'essentiel, traduite dans les faits et acceptée par le conseil général. En effet : les transferts de charges de l'Etat ont été dénoncés ; les décisions prises ont été refusées ; 20 % a été refusé de nouveaux transferts qui étaient prévus ; la gestion fiscale sera inférieure à celle de l'an dernier ; elle a été maintenue à 12,5 % malgré l'inflation. »

« Dans ces conditions, le groupe communiste, associé à la direction de gauche du conseil général, a comme les années précédentes, voté le budget départemental avec le souci de poursuivre l'action pour faire connaître les responsabilités du pouvoir dans la crise et la validité des solutions du programme commun pour en sortir. »

[Le conseil général de la Haute-Vienne, présidé par M. René Regaudie (P.S.), compte 14 communistes, 16 socialistes, 3 modérés et 5 membres de la majorité.]

« M. André Vagneron, responsable de la section du P.C.F. de Besançon, a sévèrement critiqué, au cours d'une conférence de presse, mercredi 22 janvier, la gestion de la municipalité, qui comprend 18 socialistes, 8 radicaux de gauche, 3 centristes d'opposition sans étiquette, et dont le maire est M. Jean Minjoz (P.S.), ancien ministre. Les attaques du P.C.F. visent principalement le budget pour 1975 de la ville de Besançon, qui prévoit une augmentation de 19,4 % de la fiscalité locale et un accroissement du déficit de l'ordre de 11 millions de francs. »

M. Guéna : l'U.D.R. entend faire œuvre durable et novatrice

M. Yves Guéna, député de la Dordogne, secrétaire général adjoint de l'U.D.R., chargé des études, a constitué de nombreuses commissions chargées d'étudier les principaux problèmes d'actualité et de préparer des solutions qui pourraient être traduites en propositions de loi. Il a déclaré à ce sujet :

« Un mouvement politique sans philosophie ne serait bientôt plus d'action, mais de tactisme. L'U.D.R. ne veut pas devenir le parti radical de la III^e République. Si elle ambitionne de demeurer au pouvoir, c'est pour y faire œuvre durable et novatrice. Il lui est donc nécessaire de définir sa position originale en face des problèmes qui se posent à la communauté nationale. »

« Actuellement, l'opposition n'est pas à cet égard dans une situation très brillante. Le programme commun n'apportait de solution réelle ni au développement économique ni au progrès social lorsqu'il a été publié en 1972. Or il est aujourd'hui complètement dépassé par les conséquences de la crise, et communistes et socialistes ne peuvent pas l'aménager, car leurs

divergences, notamment doctrinales, s'accroissent au grand jour. »

« Nous aurons donc sur l'avantage d'une pensée mise à jour. »

« Certes, nous n'abandonnerons pas les grands principes du gaullisme, et tout spécialement la notion d'indépendance nationale. Mais il ne suffit pas de répéter ce qui est établi. Il nous faut plutôt éclairer ce qui se passe dans l'ombre. Ainsi de la "participation", que le général de Gaulle avait aperçue globalement, mais qu'il n'a pas eu le temps de développer. Ainsi de la situation nouvelle de la femme dans la société. »

M. Guéna a indiqué qu'il n'y aurait pas de groupe d'étude sur la loi électorale législative car il s'agit là d'un « point de doctrine transgénéral ». »

Les groupes constitués et leurs animateurs sont les suivants :

Réforme de l'enseignement : M. Jean Mouton ; répartition plus équitable des revenus : M. Guy Sébaste ; réforme du système éducatif : M. Jean-Louis ; réforme des collectivités locales : M. Pierre Verlatier ; réforme de la justice : M. Victor Rives ; réforme des M. Maurice Cornat ; redéploiement industriel : M. Michel Colinet ; recherche scientifique : M. Michel Mauries - Bokanowski ; problèmes fonciers : M. Jacques Bracconier ; protection de la nature : lutte contre le gaspillage : M. Marc Bozon ; fonction publique : M. Jean Tiberi ; jeunesse et sports : M. Robert Goussennec ; les femmes : Mme Hélène Miquelot ; le service militaire : M. Jacques Cressat ; les cadres de l'armée de métier dans la nation : Joli Le Theule.

M. FAJON : il n'y a pas de divergences entre les dirigeants communistes.

A l'occasion d'un déjeuner de presse organisé mercredi 22 janvier par le P.C.F., M. Etienne Fajon, membre du secrétariat, a déclaré que « les spéculations sur des divergences entre les dirigeants de notre parti, les uns « durs » et les autres « mous » selon la saison, sont parfaitement ridicules. »

De son côté, dans l'Humanité du 23 janvier, M. Roland Leroy écrit : « La vérité, c'est qu'il n'y a pas de divergences entre les dirigeants du parti. Quand notre comité central se réunit, c'est du sort du pays et du peuple de France qu'il discute. (...) S'il fallait dire d'un mot la signification essentielle des travaux du comité central, ce serait : l'appel à l'action, à la lutte, à la responsabilité des masses populaires. (...) De cet appel à l'action, tout le reste découle : le combat contre la démagogie et les fausses semblances du pouvoir, la critique des ambiguïtés et des positions préoccupantes du parti socialiste. »

« M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a quitté, mercredi 22 janvier, la salle des urgences pour une autre salle de l'hôpital Lariboisière, où il est soigné depuis le mardi 14 janvier. »

« Mme Arlette Laguiller, membre de la direction politique nationale du mouvement trotskyste Lutte ouvrière, a tenu, mercredi 22 janvier, à Pointe-à-Pître (Guadeloupe), un meeting qui a réuni plusieurs centaines de personnes. L'ancienne candidate à la présidence de la République a dénoncé « les forfaits du colonialisme » dans les DOM. M. François Mitterrand, « homme politique bourgeois qui ne mérite pas la confiance des travailleurs » et « l'assimilation qui n'est pas souhaitable pour les Antilles. »

LES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS ENVISAGENT DE CONFIER LEUR PRÉSIDENTIE À M. PONIATOWSKI ET LEUR SECRETARIAT GÉNÉRAL À M. DOMINATI.

Le bureau politique de la Fédération nationale des républicains indépendants, réuni mercredi 22 janvier, a décidé d'insérer à l'ordre du jour du congrès du mouvement, les 21 janvier, 1^{er} et 2^{es} jours, les travaux de trois commissions qui seront chargées d'étudier, l'une, la nouvelle organisation de la formation électorale, la seconde ses thèmes d'action et de réflexion, la troisième la préparation des élections nationales et municipales (en particulier le mode de scrutin et le découpage). L'objectif des dirigeants républicains indépendants est de faire de la F.N.R.I. non plus, selon un membre du bureau, un simple « centre de coordination », mais « un mouvement plus structuré ». »

La réorganisation de la direction a également fait l'objet de délibérations du bureau. Celui-ci a souligné que le secrétaire général du mouvement de soit pas un membre du gouvernement. Il a suggéré que M. Michel Poniatowski — qui ne participait pas à la réunion — prenne la présidence du mouvement, que M. Jacques Dominati, député de Paris, succède au secrétariat général à M. Roger Chénard, et que celui-ci devienne président du groupe parlementaire de l'Assemblée nationale. Aucune décision n'a cependant été prise.

GAP est heureux de vous informer qu'il est désormais concessionnaire des automobiles **BMW**

25, rue Cardinet
75017 PARIS
Tél. : 267.31.00

et organise les 29-30-31 Janvier un Contrôle Electronique Moteur **GRATUIT**

Sur rendez-vous

SOLDES MEN SPORT

Derniers jours de l'opération **SOLDISSIMO**

1000 ARTICLES SACRIFIÉS

MEN SPORT L'ÉTABLISSEMENT DE L'HOMME

16, rue de Sévres 75007 Paris

MIRABEAU est heureux de vous informer qu'il est désormais concessionnaire des automobiles **BMW**

71, Av. de Versailles
75016 PARIS
Tél. : 525.14.20

EMISSION SPECIALE

le président **SADATE** au micro d'Europe 1 à 19h.20 interview de J.P. Joulin

EUROPE 1

rayonnages métalliques

à usage industriel ou domestique

faciles à monter, robustes, réutilisables

6 étages : 159 F t.t.c. H.2m, L.0,90, P.0,30

envoi franco réglementaire

à la commande ou sur dit contre remboursement

SOGOLA
4, rue Beaurepaire
PANTIN - VIL 1518

LEROY VOUS OFFRE :

- Ses fameux verres Studio 78.
- Sa nouvelle collection 75 "ultra light".
- Sa gamme complète d'appareils acoustiques.
- Ses verres de contact avec "Essai tolérance chez vous".

LEROY
l'Opticien de Paris
104 Champs-Élysées

(4*) 11 bd du Palais (11*) 127 fg Saint-Antoine
(5*) 27 bd Saint-Michel (12*) 158 rue de Lyon
(6*) 18 bd Haussmann (13*) 5 place des Terres
(7*) 30 bd Berthol

"fête-fortune"

PRIX D'AMÉRIQUE

super gros lot **3 MILLIONS**

tirage samedi 25 janvier

loterie nationale

Le Centre de relancer le M

COMITOUR

pour ski pas comme les autres

OFFICE NATIONAL

سكس في الامم

الشرق الأوسط

POLITIQUE

ARMÉE

RIPOSTANT AUX INITIATIVES DE M. DURAFOUR

Le Centre démocrate propose de relancer le Mouvement réformateur

Les dirigeants du Centre démocrate ne pouvaient rester longtemps indifférents à la naissance d'une nouvelle tentative de regroupement centriste...

Celui-ci doit être dans le pays une grande force politique rassemblant, sans exclusivité, tous ceux qui constituent, sur la gauche de la majorité présidentielle...

Le Centre démocrate propose la réunion des forces politiques insérées à la poursuite de cet objectif. Il suggère l'organisation de journées nationales pour adapter le programme réformateur aux réalités nouvelles...

Du côté de MM. Durafour, Rossel et Staal sa troupe, selon M. Diligent, « dépassée » : la balla est renvoyée dans leur camp, puisqu'ils seront appelés à se prononcer sur la relance du Mouvement réformateur après avoir envisagé de le débiter.

ANDRÉ LAURENS.

LE COMMUNIQUÉ DU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 23 janvier au palais de l'Élysée sous la présidence de M. Giscard d'Estaing (le Monde du 23 janvier, dernière édition). À l'issue de la réunion...

Le secrétaire d'État aux transports a exposé les problèmes relatifs aux projets de construction du tunnel sous la Manche.

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères et du ministre de la coopération ont été adoptés les projets de lois autorisant l'approbation des différents accords de coopération et d'assistance technique avec le Cameroun.

Le ministre de l'Intérieur a fait le point des mesures prises pour faire respecter les limitations de vitesse des véhicules automobiles.

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte des travaux du conseil des communautés.

Le ministre de l'économie et des finances a informé le conseil du déroulement des entretiens ministériels.

Le ministre de la coopération a évoqué son récent déplacement en Afrique.

Le ministre de l'agriculture a fait le point des travaux du conseil des Communautés.

Le ministre de l'équipement et le secrétaire d'État experts du ministère de l'équipement ont fait une communication sur la politique de logement.

Le conseil municipal de Guede-Longré (Eure-et-Loire) a été dissous par le conseil des ministres.

(Lire page 25.)

LE CONGRÈS DU PARTI RADICAL

Les tentatives de regroupement centriste placent M. Servan-Schreiber dans une situation délicate

Le congrès que le parti radical réunit du 24 au 28 janvier au Novotel de Bagnolet était initialement convoqué les 15 et 16 novembre 1974. L'origine, ces assises devaient revêtir un caractère parifolien, eu raison du projet de création d'un parti radical socialiste et réformateur.

Ce projet, on s'en souvient, avait été rendu public le 30 septembre par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber. Il avait pris forme au cours de l'été, à l'occasion de rencontres entre plusieurs dirigeants centristes et socialistes.

Ce projet, à peine connu, devait peu à peu évoluer vers l'échec : ses principaux promoteurs ne se faisaient pas la même idée du contenu à donner au nouveau mouvement. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber voyait surtout une nouvelle tentative de réunification du parti radical, opération se réalisant sous sa présidence.

De leur côté, les dirigeants du Centre démocrate socialiste imaginaient plutôt une formation dont M. Servan-Schreiber aurait été le président, mais qui ne serait pas simplement une direction collégiale.

De toute façon, ce congrès ne constitue pas un terrain, et M. Servan-Schreiber n'est pas tenu de procéder à un renouvellement des instances dirigeantes du parti avant l'automne.

Se limiter à un Novotel de Bagnolet n'est pas une décision élevée, mais ne tenant pas compte du fait qu'il s'agit de la politique.

Ce mouvement, désormais étranger au député de Meurthe-et-Moselle, a déjà séduit quelques radicaux, puisque ceux de l'Alsace, de Paris (ils plus forte fédération), les Yvelines et du Var se sont lancés dans l'aventure de la « gauche réformatrice ».

Après tout, quel que puissent en dire les administrateurs du parti, il ne reste plus grand monde dans les rangs de la formation. Un président de fédération avance le chiffre de « trois ou quatre milliers » d'adhérents.

Quelle crédibilité ?

Pourquoi, en effet, ce congrès ? Pour fonder, malgré tout, le parti radical « et réformateur » ?

Après tout, ce n'est peut-être plus le moment d'ôter la référence au socialisme pour la remplacer par celle du réformisme, alors que tous les soucis que créent les dirigeants communistes en P.S. ne sont pas abandonnés.

De leur côté, les dirigeants du Centre démocrate socialiste imaginaient plutôt une formation dont M. Servan-Schreiber aurait été le président, mais qui ne serait pas simplement une direction collégiale.

De toute façon, ce congrès ne constitue pas un terrain, et M. Servan-Schreiber n'est pas tenu de procéder à un renouvellement des instances dirigeantes du parti avant l'automne.

Se limiter à un Novotel de Bagnolet n'est pas une décision élevée, mais ne tenant pas compte du fait qu'il s'agit de la politique.

Ce mouvement, désormais étranger au député de Meurthe-et-Moselle, a déjà séduit quelques radicaux, puisque ceux de l'Alsace, de Paris (ils plus forte fédération), les Yvelines et du Var se sont lancés dans l'aventure de la « gauche réformatrice ».

Après tout, quel que puissent en dire les administrateurs du parti, il ne reste plus grand monde dans les rangs de la formation. Un président de fédération avance le chiffre de « trois ou quatre milliers » d'adhérents.

Après tout, quel que puissent en dire les administrateurs du parti, il ne reste plus grand monde dans les rangs de la formation.

Un président de fédération avance le chiffre de « trois ou quatre milliers » d'adhérents, et sourit à l'avance des effectifs que revendiqueront certains membres de la direction à l'ouverture des assises.

La magie qu'exerçait M. Servan-Schreiber est évidente, de même que le sont l'arrivée massive de militants provoquée par la venue du directeur de l'Express à la tête de la formation en 1969.

D'ailleurs, le président lui-même s'interroge sur le nécessité et l'opportunité de transformer le titre de la formation.

Ces assises seront-elles alors, grâces à un tour de passe-passe, le prétexte à l'opération pour M. J.-J. Servan-Schreiber de se donner les moyens de diriger sa formation au-delà de la limite de l'automne 1975 ?

De leur côté, les dirigeants du Centre démocrate socialiste imaginaient plutôt une formation dont M. Servan-Schreiber aurait été le président, mais qui ne serait pas simplement une direction collégiale.

De toute façon, ce congrès ne constitue pas un terrain, et M. Servan-Schreiber n'est pas tenu de procéder à un renouvellement des instances dirigeantes du parti avant l'automne.

Se limiter à un Novotel de Bagnolet n'est pas une décision élevée, mais ne tenant pas compte du fait qu'il s'agit de la politique.

Ce mouvement, désormais étranger au député de Meurthe-et-Moselle, a déjà séduit quelques radicaux, puisque ceux de l'Alsace, de Paris (ils plus forte fédération), les Yvelines et du Var se sont lancés dans l'aventure de la « gauche réformatrice ».

LE GÉNÉRAL BIGEARD : ce sont essentiellement les enfants de la bourgeoisie qui font profession d'antimilitarisme.

Le général Bigeard : ce sont essentiellement les enfants de la bourgeoisie qui font profession d'antimilitarisme.

On parle beaucoup de l'armée, et on en parle trop, notamment déclaré le général de corps d'armée Marcel Bigeard, commandant la 17^e région militaire (Bordeaux), qui s'adressait mercredi 22 janvier, à Tulle, à la fois aux élèves, futurs sous-officiers et au personnel d'encadrement de l'école d'enseignement technique de l'armée de terre.

« L'armée française, a ajouté le général Bigeard, reste en définitive un corps très sain et disponible dans la nation. Des réformes, tout le monde en parle. Si elles sont les pures du monde qui ont renoncé à une armée puissante ? »

LES DROITS DU SOLDAT

Une brochure du Mouvement d'action judiciaire

La « Petite collection » Maspero publie une brochure (n° 128) intitulée Les Droits du soldat, rédigée par trois avocats du Mouvement d'action judiciaire, M^{rs} Georges Braun, Antoine Comte et William Durieux.

Dans ce livre d'une centaine de pages, les auteurs se défendent d'avoir voulu faire « un guide du militant à l'armée ».

« La défense nationale et l'armement nucléaire » est le titre d'un numéro spécial des Cahiers d'éducation critique publié par l'Union féminine civique et sociale (6, rue Béranger, 75003-Paris) ; 50 pages ; 10 francs.

« L'armée et la nation », c'est ainsi que s'intitule la mini-cassette de la société Unitekdis et où figure l'enregistrement d'un débat organisé, le 28 juin à Paris, par la Convention des cadres de réserve sur l'armée nouvelle (C.C.R.A.N.), avec, notamment, MM. Charles Hernu, Jean-Pierre Chevènement et le général (cadre de réserve) Jean Becan, 7, rue Viollet-le-Duc, 75009 Paris ; prix : 30 francs.

« La défense nationale et l'armement nucléaire » est le titre d'un numéro spécial des Cahiers d'éducation critique publié par l'Union féminine civique et sociale (6, rue Béranger, 75003-Paris) ; 50 pages ; 10 francs.

Advertisement for Lecourbe 15 apartment building. Features: 15 stories, 12 floors habitable, 5,000 F/m², garden, delivered in July 1975. Contact: Office National du Tourisme de Finlande, 13 rue Auber 75009 Paris.

Advertisements on the left margin including Leroy, Ete-fortune, and other promotional text.

Advertisement for COMITOUR, a travel agency, with text: 'un ski pas comme les autres', 'découvrez le ski finlandais'.

L'ATTENTAT D'ORLY

La police éprouve des difficultés croissantes à contrôler les groupuscules dissidents de l'O. L. P.

Un attentat tel que celui qui vient d'être commis à Orly par un commando palestinien peut se reproduire prochainement en France ou ailleurs en Europe. Il sera toujours difficile d'en prévenir et même d'en réduire les risques malgré l'important

renforcement de diverses mesures de protection et de surveillance. C'est du moins l'opinion aujourd'hui acquise dans certains services de police parmi ceux qui, dimanche 19 janvier, assistaient le ministre de l'Intérieur lors de la

prise d'otages. par la police. Auparavant, les services français et d'autres pays européens ont sans doute pu prévenir et empêcher certains attentats en contrôlant des réseaux ou des groupes susceptibles d'appartenir leur aide aux terroristes. Ce fut le cas, par exemple, après l'arrestation à la frontière italienne, au mois de mars 1974, de deux Palestiniens qui transportaient dans leur voiture des explosifs destinés à une action contre une ambassade arabe. Ces hommes possédaient toute une liste de « contacts » en France, et cette découverte devait entraîner l'expulsion de plusieurs personnes (le Monde du 13 juillet 1974). Des semblables interventions de la police parmi des « sympathisants » ont eu lieu également en novembre 1974, après l'assassinat d'un agent israélien à Paris, et en décembre 1974, après la découverte d'un réseau turc pro-palestinien dans une villa de Villiers-sur-Marne.

En raison de ces constatations, on affirme enfin à la D.S.T. qu'il est « absurde » d'imaginer, comme le bruit en a couru, que les services de police aient eu la possibilité de connaître à l'avance le moment et l'endroit de l'attentat. Par ailleurs, la police a tenté, depuis trois jours, d'identifier les auteurs d'Orly après recoupement de quelques indications dont elle pouvait disposer. Un nom a été avancé, celui de Abou Rifaat, qui serait membre du F.P.L.P. (Front populaire pour la libération de la Palestine) et proche de l'un de ses membres les plus extrémistes, celui de Abou Rifaat. On déclare cependant, au ministère de l'Intérieur, que pour l'instant cette hypothèse reste peu vraisemblable.

Des opérations-éclaircies sans soutien logistique

Désormais, de pareils indices ne pourraient peut-être plus être décelés. En effet, la police craint de voir agir des commandos pratiquement dépourvus de toutes « relations » en France. Il est d'ailleurs probable que les auteurs de l'attentat d'Orly aient été dans cette situation. Certains au ministère de l'Intérieur émettent des hypothèses. « Il ne peut s'agir de commandos armés sur le territoire tout juste quelques jours à l'avance et menant une opération-éclaircie sans soutien logistique », dit-on. Dans ce cas, les terroristes sont obligés de se contenter d'une préparation hâtive, ce qui rend l'action d'autant plus dangereuse.

A ce propos, l'affaire d'Orly paraissait improvisée et, selon la

FAITS DIVERS

A Créteil
UNE ENQUÊTE EST OUVERTE APRÈS L'INTOXICATION ALIMENTAIRE DE TROIS CENTS ÉCOLIERS
Une enquête vient d'être ouverte à Créteil (Val-de-Marne) après l'intoxication alimentaire, jeudi 16 janvier, de trois cents enfants appartenant à cinq groupes scolaires situés dans le quartier de la cité du Mont-Mesly.
Des trois écoliers qui ont dû être placés sous surveillance médicale à la suite de troubles digestifs, l'un est encore soigné à l'hôpital Trousseau, de Paris. Immédiatement informés des faits, le conseil municipal de Créteil, présidé par M. Pierre Billotte, député U.D.R., recherche, quant à lui, les causes de cette mystérieuse intoxication. « Nous avons aussitôt envoyé à un laboratoire d'analyse des échantillons des aliments absorbés par les enfants, et ces analyses ont été négatives », déclare M. Jean-Pierre Martinez, secrétaire général de la mairie. D'autres analyses ont été demandées au laboratoire d'hygiène du département.
Une hypothèse quant à cette intoxication formulée à la mairie de Créteil : les troubles gastriques des enfants sont peut-être imputables à l'eau de la ville qui a pu être poluée pendant quelques heures dans la journée de jeudi dernier.

MÉDECINE

A Lyon
RÉUNION DE SOUTIEN A DEUX MÉDECINS OPPOSÉS À L'ORDRE
(De notre correspondant régional.)
Lyon. — Sept cents personnes environ ont participé à Lyon le 22 janvier à la première réunion organisée par le mouvement Choisir-M.L.A.C. et l'Association du planning familial pour soutenir la position des docteurs Michel Debout et Daniel Bayvet qui ont refusé de cotiser au conseil de l'ordre départemental du Rhône, et qui de ce fait font l'objet d'une plainte devant le conseil régional de la Méd. du 10 janvier 1975).
Ils ont appelé à participer à laquelle avaient appelé à participer notamment les fédérations du parti socialiste et du P.S.U., ainsi que l'Union d'opinion médicale C.F.P.M. Les deux médecins ont rappelé les raisons de leur attitude : « Nous refusons que nos cotisations soient mises au service d'une conception de la médecine opposée à la nôtre » et confirmé qu'ils n'avaient pas répondu à la demande d'explications qui leur avait été signifiée par le président du conseil régional de l'ordre. Le délai qu'ils avaient pour le faire expirait précisément le 22 janvier. Il a été aussi indiqué que la pétition lancée en leur faveur pour s'opposer « à toute forme de sanction qui les empêcherait d'exercer librement leur métier » avait été signée par plus de deux cents médecins non professeurs de médecine de Lyon et de la région Rhône-Alpes.
J.-M. Th.

RELIGION

L'Académie française rap-
portera les prix Cognac-Jay
seront portés, en décembre 1975,
à 1 800 F pour la première Fondation
(familles de neuf enfants) et à
700 F pour la deuxième Fondation
(familles de cinq enfants).
Pour tous renseignements et
dépôts de candidature, s'adresser
au secrétariat de l'Académie
française, Fondations Cognac-Jay,
23, quai Conti, 75006 Paris.)

PRESSE

Le Comité intersyndical du
Herc parisien demande, dans une
résolution, à la direction du
groupe F.R.P., éditeur de France-
Soir, le Journal du dimanche,
de « stopper les incursions des
contre-propagandistes formulés par
les deux comités d'entreprise ».
Selon le Comité, des délégations
de personnel doivent faire part
de ces contre-propagandes à l'In-
dustriel et au directeur départe-
mental du travail, ainsi qu'au mi-
nistère du travail. Une nouvelle
réunion du comité d'entreprise
doit avoir lieu le vendredi 24 jan-
vier. (Le Monde du 22 janvier.)

COMITOUR
votre fournisseur conseil
11 R. DE SAINT-HONORÉ
PARIS 1^{er} TEL 260 38 53

Les élections à l'université de Toulouse-Le Mirail

LE SGEN-C.F.D.T. DEMANDE AU CONSEIL D'ÉTAT D'ANNULER LA DÉCISION DE M. SOISSON

Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN - C. F. D. T.) a décidé d'introduire un recours devant le Conseil d'Etat, pour écarter de pouvoir, contre la décision de M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités, concernant les modalités des élections du conseil de l'université de Toulouse-Le Mirail (le Monde du 21 janvier). Le SGEN appelle d'ailleurs part « toutes les sections et l'ensemble des personnels et étudiants des autres universités à soutenir avec vigueur l'action engagée à Toulouse pour empêcher la généralisation à tout l'enseignement supérieur de ces pratiques autoritaires et antidémocratiques ».

A L'UNIVERSITÉ DE NANCY II

Les élections universitaires sont annulées dans six collèges étudiants

Les élections dans six collèges étudiants de quatre unités d'enseignement et de recherche de lettres et sciences humaines de l'université de Nancy II ont été annulées, après le recours introduit localement par l'Union nationale Interuniversitaire (UNI), d'office après de la commission de contrôle des opérations électtorales, présidée par un conseiller du tribunal administratif de Nancy (1). L'UNI avait invoqué l'article 49 du code électoral qui interdit « de distribuer des circulaires, des bulletins-circulaires et autres documents » le jour du scrutin, reprochant à l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) ex-Renouveau d'avoir mené une telle propagande au moment des élections les 11 et 12 décembre 1974.

Malgré les mesures annoncées par M. Soisson

Les assistants en droit et sciences économiques maintiennent leur ordre de grève

Malgré l'annonce par M. Soisson d'un projet de décret concernant le statut des assistants de droit et sciences économiques, l'Association nationale des assistants en droit et sciences économiques (ANASEJEP), a décidé de maintenir le mot d'ordre de grève des travaux pratiques de droit et sciences économiques, jusqu'à ce que soient prises des dispositions concernant la durée des fonctions des assistants et leurs obligations de service.

UN PROJET DU SECRETARIAT D'ÉTAT AUX UNIVERSITÉS

Les sept grandes régions universitaires

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités, a confirmé, mardi 21 janvier, au cours de sa conférence de presse (le Monde du 22 janvier), qu'il projetait d'établir une « carte universitaire » comprenant sept grandes régions, dont la région parisienne. Chacune d'elles serait dotée d'une « conférence régionale universitaire », présidée par le secrétaire d'Etat et chargée de la coordination entre les établissements d'enseignement supérieur de la région et de la programmation des équipements. Cette carte a été dressée avec l'accord de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) et de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.). Elle sera : unifiée pour les organismes consultatifs, avant d'être adoptée par le gouvernement et présentée au Parlement.

Le projet du secrétariat d'Etat prévoit en effet que les assistants recrutés pour cinq ans, après une « année probatoire », et ne pourront ensuite être maintenus en fonctions que s'ils sont inscrits sur la liste d'attente aux fonctions de maître-assistant ou s'ils ont été admissibles à l'agrégation, ce qui ne toucherait qu'un petit nombre d'entre eux. Le projet aboutirait, selon l'association, à l'exclusion de tous les assistants qui auraient plus de six années d'exercice en septembre 1975. Or plus de la moitié des assistants seraient dans ce cas. D'autre part, le projet prévoit la possibilité, en cas de besoin, d'imposer aux assistants l'équivalent de cinq heures supplémentaires en fonctions dirigées par semaine — ce qui équivaut à doubler leurs obligations de service. Selon l'ANASEJEP, ces dispositions, qui « représentent un projet de syndicat autonome et préjugent du résultat des futures négociations sur le statut général des enseignants du supérieur, ne peuvent qu'infliger les assistants à poursuivre leur mouvement ».



Le « ghetto expérimental » de Vincennes

Un film, pour quoi faire ?

Le centre universitaire de Vincennes a tenté depuis sa création. En faire le sujet d'un film était tentant. Personne cependant ne s'y était risqué jusqu'à présent. Jean-Michel Carré et Adam Schmedes se sont joints à l'essai. Ils ont ébauché Le Ghetto expérimental ou l'université pour quoi faire ? à l'origine un film de cinq heures réalisé pour l'université de Copenhague. Les réalisateurs l'ont réduit à une heure trente-cinq pour le présenter dans le circuit commercial. Une des intentions de J.-M. Carré et de A. Schmedes était de voir à Vincennes — « ghetto gauchiste » — pouvait être un endroit de théorisation politique. Là encore, pas d'analyse, pas de réponse. Plutôt que de prendre part, ils ont préféré prêter leur caméra aux différentes organisations. Le résultat est chaotique. On apprend que les anarchistes s'entraînent dans les cocktails Molotov et des barres de fer, que les « maos » interviennent dans les débats techniques. Faut-il aller à Vincennes pour cela ? CHRISTIANE CHOMBEAU. * Cinéma Le Marais, 28, rue du Temple.

(Publicité)

Stage
AUDIO-VISUEL AU SERVICE
DE LA FORMATION
du 27 au 31 janvier au Centre
d'Éducation Permanente de
l'UNIVERSITÉ DE PARIS-1
3, rue du Départ, 75014 Paris-
Montparnasse, Tél. 326-27-68.

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

Région parisienne

Le ministère de l'intérieur précise ses intentions sur les institutions

Triple actualité au cours des prochaines semaines dans la région parisienne : la préparation de la réforme du statut de la capitale et des institutions régionales, du VII^e Plan, de la consultation sur les plans d'occupation des sols (POS).

● **LE STATUT DE PARIS : UN PROJET DE LOI EN MARS.** Les sénateurs U.D.R. conduits par M. Pierre Caron, sénateur du Nord, président du groupe, ont inauguré, le 22 janvier, la série de consultations que M. Michel Pontalowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, souhaite avoir avec les différents groupes parlementaires avant de présenter, en mars prochain, le projet de loi concernant le nouveau statut de Paris.

A cette occasion, le ministère de l'intérieur diffuse un document de réflexion rédigé au conditionnel et qui rassemble, sous quatre grands chapitres, l'ensemble des informations officielles dont on a pu avoir connaissance jusqu'à ce jour.

● **LE VII^e PLAN : DES CONSULTATIONS.** La préparation du VII^e Plan débute dans la région parisienne. Le préfet, M. Maurice Doublet, a indiqué à ce propos qu'il avait reçu mission de saisir les assemblées régionales de questionnaires auxquels ces assemblées devront donner réponse avant le fin février.

● **ENVIRONNEMENT**
L'affaire du Larzac
LE CONSEIL RÉGIONAL MIDI-PYRÉNÉES SOUTIEN LES CULTIVATEURS

Le conseil de quatre ou six adjoints auxquels s'ajouteraient les adjoints délégués dans chaque arrondissement parisien. Précision importante : c'est le conseil qui élabore les projets.

Le document prévoit aussi la création d'une « commission permanente » présidée par le maire ou président-maire, et dont le rôle serait « nettement plus important que celui des commissions départementales de droit commun ».

Quant à la durée du mandat du maire, elle pourrait être soit de trois, soit de six ans, avec une préférence, dans le texte, pour un mandat de trois ans.

Les deux séries de réflexions ont porté sur la structure de chaque arrondissement parisien, pour lequel il pourrait être créé un organisme aux pouvoirs limités à la gestion de certains crédits attribués par le conseil et à un certain nombre de propositions.

● **LE VII^e PLAN : DES CONSULTATIONS.** La préparation du VII^e Plan débute dans la région parisienne. Le préfet, M. Maurice Doublet, a indiqué à ce propos qu'il avait reçu mission de saisir les assemblées régionales de questionnaires auxquels ces assemblées devront donner réponse avant le fin février.

LES POS : LES ASSOCIATIONS VONT FAIRE CAMPAgne

La plate-forme des comités parisiens de participation à l'urbanisme et à la vie de la cité a, le 22 janvier, sa campagne « La parole aux Parisiens », portant principalement sur les plans d'occupation des sols dans la capitale qui vont être mis à l'enquête d'utilité publique.

Pour chaque arrondissement représenté à la plate-forme (tous les arrondissements parisiens, à l'exception des neuvième, dixième, onzième, quatorzième et dix-huitième), les responsables des comités ont expliqué quelle influence le POS pourrait avoir dans leur secteur et par quels moyens — en général à l'aide d'expositions — ils expliqueraient cette réglementation aux habitants. Des réunions d'information auront lieu où la population pourra donner son avis et les réactions seront transmises aux élus locaux.

A ras de terre...

« **TRAVAUX** »
Sur l'autoroute du Sud, au nord d'Arvieux, un sursaut de l'opération. Un panneau « Travaux », un autre « Vitesse limitée à 100 kilomètres à l'heure » : l'autoroute va être réhabilitée. Il reste sur une dizaine de kilomètres. Pas de chantier, pas de panneau de fin de limitation de vitesse.

● **FAITS ET PROJETS**
La Seine et en mer. Leur rapport devra être établi pour le 15 mars. — (Corresp.)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DEUX SOUS-PRÉFETS A DRAGUIGNAN

(De notre correspondant.)
Toulon. — Il y a, depuis quelques jours, deux sous-préfets à Draguignan. M. Bernard Génat va organiser l'aménagement de Draguignan proprement dit. Il collaborera avec M. Gérard Lambotte, sous-préfet de Brignolles, qui devra attendre la remise à jour de sa sous-préfecture supprimée voici plus de cinquante ans. A ce propos, M. Gérard Lambotte, sénateur socialiste et maire de Brignolles, a fait remarquer que puisque le gouvernement a trouvé cette solution d'attente pour Brignolles il aurait pu aussi bien laisser l'assemblée départementale dans ses locaux d'origine, mais au lieu de la faire s'installer à Toulon dans des conditions déplaisantes.

Les assemblées régionales

EN AUVERGNE : priorité au désenclavement.

(De notre correspondant.)
Clermont-Ferrand. — De l'ordre de 10 millions de francs, entraînant une pression fiscale de 7,50 F par habitant, le budget 1974 de la région Auvergne avait été un budget de démarrage prudent. Dans la perspective d'un important développement des actions de l'établissement public régional, le projet de budget pour 1975, qui vient d'être soumis au comité économique et social, s'élevait à plus de 45 millions, ce qui ferait passer la charge fiscale à 19 F. Le comité économique et social a été d'avis d'aller au-delà et s'est prononcé pour un budget qui peut être qualifié d'ambitieux. Son montant s'établirait à 48,6 millions de francs, soit 21,95 F par habitant. La volonté de donner à l'établissement public les moyens d'une politique d'intérêts sociaux exigeant des engagements importants et pluri-annuels a manifestement animé le comité qui a tenu, par ailleurs, à privilégier les actions de désenclavement de l'Auvergne dont il a été réaffirmé qu'il constituait la « priorité des priorités ».

M. VENTÉJOL : des engagements pluriannuels pour les équipements.

(Publié.)
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITÉ D'ORAN
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture à l'Université d'Oran pour l'année 1975 DE MATÉRIELS SCIENTIFIQUES DESTINÉS À ÉQUIPER DES LABORATOIRES D'ÉLECTRICITÉ
LOT N° 1 : Équipement du laboratoire électrologique ;
LOT N° 2 : Équipement du laboratoire haute tension ;
LOT N° 3 : Équipement de laboratoire machines ;
LOT N° 4 : Équipement du laboratoire de mesure électrotechnique ;
LOT N° 5 : Équipement du laboratoire automatique et asservissements ;
LOT N° 6 : Équipement en composants électroniques ;
LOT N° 7 : Acquisition d'un microscope électronique à balayage
Les fournisseurs intéressés pourront retirer le cahier des charges à partir du 10 janvier 1975 au Service de l'Équipement de l'Université d'Oran, B.P. 16, Oran-Saint-Charles.
Les offres seront soumises sous pli cacheté et adressées au recteur à Monsieur le Recteur de l'Université d'Oran avant le 25 février 1975, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

A PROPOS DE... L'ABANDON DU TUNNEL

Les chemins de fer restent sur la Manche

Le conseil des ministres a unanimement regretté, le mercredi 22 janvier 1975, la décision unilatérale de Londres d'interrrompre la construction du tunnel sous la Manche. La question du remboursement des dépenses engagées n'a pas été évoquée mais fera certainement l'objet dans les prochains jours de négociations serrées entre Paris, Londres et les deux sociétés financières privées.

Un nouveau « rapprochement » des relations entre le gouvernement de M. Jacques Chirac et Harold Wilson est donc à prévoir, après cette malheureuse affaire qui plonge une bonne partie des milieux du Nord-Pas-de-Calais dans une amère déception et qui illustre l'incapacité de l'Europe des Neuf à aller de l'avant. M. Jean de Lipkowsky, délégué national aux relations extérieures de l'U.D.R., résume bien ce climat moussade lorsqu'il s'interroge : « La Grande-Bretagne n'est-elle entrée dans l'Europe qu'à l'affecteur ?... Si en était ainsi, l'événement justifierait les craintes exprimées naguère par le général de Gaulle, qui voyait dans l'entrée de l'Angleterre un risque pour la cohésion du Marché commun. »

Mais l'abandon du tunnel éveille dans certains secteurs des espoirs nouveaux. Ainsi, la compagnie aérienne British Airways envisage de mettre à l'étude une ligne régulière entre Londres et Paris — la ligne la plus fréquentée d'Europe — un système de navettes qui existe déjà entre les grandes villes américaines et qu'elle veut elle-même essayer entre Londres et Glasgow. Les réservations seront supprimées et les avions décolleront à des heures fixes ou bien des qu'ils seront remplis.

A Douvres, le directeur général du port a déclaré que les installations existantes, ou en

Région parisienne

● **CONTESTATION A VERRIÈRES-LE-BUISSON.** L'Association de défense de l'environnement Vie et Avenir de Versailles a été demandée au tribunal administratif de Versailles d'annuler un permis de construire portant sur mille trois cent cinquante mètres à Verrières-Buisson (Essonne). Le projet, qui prévoit l'urbanisation des 90 hectares de la zone d'aménagement des Godels, est, selon l'association, en contradiction avec les règlements et les servitudes d'urbanisme et avec les dispositions du plan d'aménagement et d'orientation générale de la région parisienne.

Transports

● **ACCORD A ROUEN.** — Un accord a été conclu à Rouen entre les dockers, les entreprises de manutention et les autorités portuaires permettant d'allonger les horaires d'ouverture du port. Ça y travaillera désormais quatre heures de lundi au vendredi (contre huit heures auparavant) et onze heures le samedi. On espère ainsi résoudre les problèmes liés à l'embouteillage des navires aux quais.

● **L'INFORMATIQUE DANS LES PORTS.** — Ici trois ans, une communication informatique devra, pour la première fois dans le monde, faciliter la circulation des marchandises dans les ports du Havre et de Marseille. Un système de traitement des informations maritimes a été étudié sous l'égide de promoteurs du Centre commercial international du Havre et du Centre méditerranéen de commerce international de Marseille.

● **ALLO S.N.C.F.** — Le numéro d'appel du centre de renseignements téléphoniques de la S.N.C.F. deviendra, à partir du samedi 1^{er} février, le 201-50-50. Ce centre donnera les renseignements (tarifs et horaires), aussi bien pour le transport des voyageurs que pour celui des marchandises. Pour Paris et la proche banlieue, l'embarquement des bagages à domicile peut être demandé à ce même numéro.

● **TRANSPORTS EXPO EN AVRIL, AU BOURGET.** — La seule manifestation au monde consacrée uniquement aux moyens modernes de transports se tiendra au parc des expositions de l'aéroport du Bourget, du 15 au 20 avril prochain.

Bas
Parfumerie
Gants

LAQUE 18 oz 95°
6^F
SAVONS "Suc de laitue" 6 x 135 g
10^F
SAVONS "Cologne Revale" 6 x 170 g
18^F
EAU DE COLOGNE 70° le litre : **10,60^F**
EAU DE COLOGNE 90° le litre : **13,50^F**
EAU DE VERVEINE 80° le litre : **32^F**
BAS micromesh les 2 : **2,50^F**
COLLANT mousse 20 d. les 2 : **3,50^F**

EPONGE bicolora **2,50^F**
GANT massage **5^F**
SACHET 200 boules coton à démaquiller **3^F**
TROUSSE toilette tissu imprimé **18^F**
TROUSSE maquillage assortie **8^F**
TROUSSE toilette matière plastique imprimée **10^F**
TROUSSE maquillage assortie **4^F**
CHARLOTTE douche matière plastique imprimée **5^F**
CAPE coiffure assortie **10^F**

AUX TROIS QUARTIERS

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITÉ D'ORAN
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture à l'Université d'Oran pour l'année 1975 DE MATÉRIELS SCIENTIFIQUES DESTINÉS À ÉQUIPER DES LABORATOIRES D'ÉLECTRICITÉ

L'anglais en Angleterre
Anglo-Continental Educational Group vous propose 10 écoles de langue de première qualité — se distinguant par la forme et la durée des cours et par le prix — à Londres et dans la région de Bouremouh.
Documentation sans engagement par Anglo-Continental Educational Group, 23 Wimborne Road, Bouremouh BHC 6HA/Angleterre, Téléphone 09 21 28, Telex 41 438

en location
BUREAUX HEUREUX!
CHANTE-COQ : UN IMMEUBLE POUR 1000 PERSONNES
appellez **260.67.53**

Carrelage Esprit
CONTACT : ALPES ENQUÊTES EN VENTE !
AR ADJUDICATION
ARCELLE TERRAIN 40 a 50 BAGNEUX '92 MISE A PRIX 8.500.000

CRITIQUE

Les nouvelles de...

VIENT DE PARAITRE

LETTRES AMÉRICAINES

Mais qu'est-ce qui fait courir Joyce Carol Oates?

LE PAYS DES MERVEILLES, traduit de l'anglais par Martine Wisnitzer. Stock, 474 pages, 33 F.

livres en dix ans. Dont une trilogie aux deux tiers traduite ici, et qui l'a révélée.

seconde, enfants en bas âge et femme (encelinte) comprise. Seul lui a échappé Jesse, quatorze ans.



La œuvre qui suit à travers le masque, l'altération imperceptible d'une atmosphère, les ties obscures des grandes personnes ou la secrète désolation d'un décor.

Jack le vagabond

(Suite de la page 13.) LA où l'intelligence toute new-yorkaise de la belle, de la vive Ann Cherters trébuche un peu.

mis à la célébrité : Williams Burroughs et Allen Ginsberg. Il a subi de vives et fréquentes Colombie puis

mêlée de la drogue, de l'alcool, de la vitesse, des mots, ne parvient à couvrir les voix de la perdition, de l'échec, du paradis perdu.

La prose spontanée

Neal Cassady? Mais, voyons, vous connaissez! C'est le « Dean Moriarty » de On the Road (Sur la route).

Même qui reçoit Ann Cherters en tablier, tartine des sandwichs, montre le crucifix cloué au-dessus du lit de Jack.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Peter Handke

À la suite de l'article de Jean-Louis de Rambures intitulé « L'implosion autrichienne », qui a paru dans notre supplément du 16 janvier, sur les « écrits récents de l'Allemand de l'Ouest » nous avons reçu de Peter Handke, l'un des écrivains présents, les remarques suivantes :

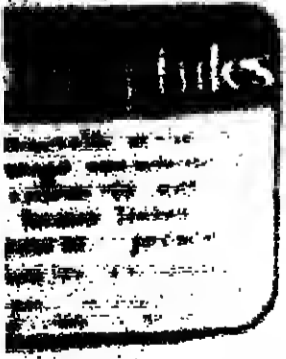
La tristesse celtique

Mais il faut être clair. Kerouac n'est pas le pape beatnik. Solitaire, à part, avec Tristesse, Dharma Gums, Désolation Angèle, Lonesome Traveller, Vision of Cody, bien qu'égarant la saga de la Beat generation



Extrait de La Charte du Compagnon du Livre... «Le Compagnon du Livre» entend s'affirmer comme un être cultivé, capable de discernement et plus soucieux d'être que de paraître...

BON à retourner à la Compagnie du Livre français, 40, rue du Four, 75006 PARIS. Choisissez dans le bon ci-contre l'un des 8 premiers volumes parus.



celui de...

PRIX INTERALLIÉ



René Mauriès

Le cap de la gitane roman

fayard

ROGER GAILLOIS

de l'Académie française

Obliques

Approches de l'Imaginaire 3

COLLECTION "LE MONDE OUVERT"

STOCK

Où va le service militaire? Daniel Mitrani

Mythologies militaristes et antimilitaristes.

Un point sans hargne ni complaisance sur les réalités d'aujourd'hui.

Propositions pour demain.

4, rue de la Michodière, 75002 Paris - Tema action 22 F

PAYOT JANVIER 1975

Jean-Marie Le Goff, Histoire de l'Afrique

Dr René Held, Problèmes de la cure psychanalytique aujourd'hui

Jean-Pierre Bayard, La symbolique de la rose-croix

Petite Bibliothèque Payot

Michèle Lociot, La libération sexuelle

Sarah Hojman, L'enfance de l'art

Collectif, Sociopsychanalyse 5

La sociopsychanalyse institutionnelle : pour qui? pour quoi?

Le cas Althusser

par Roger-Pol Droit

LOUIS ALTHUSSER, ce fut d'abord une surprise. Dans la grisaille dogmatique des premières années 60, un philosophe marxiste...

La machine conceptuelle semble tourner à vide, ou ne plus tourner du tout. La surprise s'est figée. Le maître, qui ne cesse de rectifier ses thèses...



(Dessin de JULIEN)

Le projet avait de la tenue et de la rigueur. Il donnait, enfin, à penser. Les normaliens qui entouraient le philosophe...

Le vent tourne. Un petit vent parisien, ou bien, comme on dit, le « vent de l'histoire » ? Il faut, même à grands traits, rappeler les éléments du débat...

Plus de dix ans ont passé. Sur un mur de Nanterre, une inscription donne le ton : « althusserien ». Ses actuels disciples deviennent des mandarins nouveau style.

(1) Collectif : Contre Althusser, U.G.E. 10-18, coll. « Rouge », 320 pages, 12 F.

De l'affirmation à l'autocritique

PHILOSOPHIE ET PHILOSOPHIE SPONTANÉE DES SAVANTS, de Louis Althusser, Maspéro, coll. « Théorie », 166 pages, 17 F.

Pourtant, ils ont appris aussi à se méfier, si l'on peut dire, de ces convictions. Le matérialisme et certaines philosophies de la science les ont convaincus que leur pratique n'est qu'une pure activité idéelle...

un calme repentir, le philosophe s'accuse d'avoir péché par « théorisme ».

sons précédent », sa cause se situe « ailleurs » que dans le seul domaine de la théorie. Mais où ?

OCTOBRE 1967. Dans la salle Oussane de l'École normale commence une série de conférences intitulées « Cours de philosophie pour scientifiques »...

Le philosophe matérialiste peut donc s'aider à se débarrasser de l'idéalisme qui les domine et qui a toujours voulu exploiter les sciences à son profit...

Est-ce à dire qu'il renie ses travaux antérieurs ? Pas du tout. Il entend maintenir, et fermement, leurs principaux acquis.

La deuxième précision apportée par cette autocritique embarrassée concerne les causes de la « déviation » d'Althusser. Si l'on était théoricien, dit-il en substance, c'est que l'on interprète la « coupure » apparue chez Marx comme l'opposition de la science à l'idéologie...

La vérité et l'erreur

De ces analyses, note à présent Althusser dans « Éléments d'autocritique », « la lutte des classes était pratiquement absente ».

Cela, Althusser l'a toujours dit. L'« Autocritique » précise aujourd'hui que Marx, comme toute, n'a pas opéré cette « coupure » tout seul.

Contesté par son disciple

LA LEÇON D'ALTHUSSER, de Jacques Rancière, Gallimard, collection « Idées », 238 pages, 7,40 F.

Aucun cynisme dans cette attitude. Le système althusserien était tel que les intellectuels, en « produisant du concept », participaient à la transformation du monde.

Les savants et la philosophie

S'il a son mot à dire, c'est que les savants « font » de la philosophie sans même s'en rendre compte. Si ancienne en temps ordinaire, leur « philosophie spontanée » est mise en lumière — ou en déroute — par les crises du développement scientifique...

« LA question essentielle est celle de la philosophie marxiste. Je le pense toujours », dit Althusser. Jacques Rancière, lui, ne le pense plus.

Un double jeu

Ainsi l'Université n'a-t-elle pas tardé à ouvrir les bras. N'accordait-ils pas à la philosophie la rôle primordial dans le concert théorique ? Et le parti communiste n'a pas tardé à comprendre leur utilité...

UNE POSTÉRITÉ USURPÉE ?

MARX, CRITIQUE DU MARXISME, de Maximilien Rubel, Fayot, coll. « Critique de la politique », 436 pages, 77,63 F.

TOUT ce que je sais, c'est que moi je ne suis pas marxiste : cette phrase de Marx, peu de temps avant sa mort, a longtemps passé pour une boutade sans importance.

socialiste. Théorie de l'anachronisme, du dépeuplement de l'Etat, elle ne cessera à présent de cautionner son pouvoir.

La cause d'un tel « renversement » ? Maximilien Rubel la voit dans le « mythe d'Octobre », la révolution russe n'ayant finalement abouti qu'au développement d'un système capitaliste étatique.

Le « marxisme » est à ses yeux un « scandale universel », le plus tragique malentendu de ce siècle. Mis en forme et codifié par Engels, qui porte la responsabilité des premières déformations, il n'est qu'une caricature figée de la pensée de Marx.

Si cette gigantesque entreprise de « déconstruction » de Marx, l'érudit passionné démonte lentement les rouages. Il connaît les moindres détails des manuscrits, de leur histoire, des interventions politiques de Marx.

Théorie de l'émancipation sociale, porteur d'une nouvelle éthique, elle serait devenue instrument d'asservissement politique, justification de toutes les soumissions aux impératifs de l'économie

Est-ce pour autant, une et indivisible, « la » vérité qui nous serait livrée ? Libre à chacun de prendre son parti. Singulier dans sa précision comme dans ses outrances, le travail de Maximilien Rubel a au moins le grand mérite de pointer des dogmes et de provoquer au doute.

La fin des « héros de la théorie »

Ce que dénonce Rancière, ce n'est pas seulement ce tour de passe-passe qui met des débats d'idées à la place des révoltes concrètes, c'est le rôle assigné aux intellectuels, « héros solitaires de la théorie », par la démarche d'Althusser : détenteurs de la vérité, ils auraient pour mission d'éclairer les « masses » sur leur destinée.

Le croire, c'est demeurer sourd à la leçon de Mao Tse-tung : les opprimés n'ont pas besoin de la science des philosophes pour dissiper leurs illusions.

La boucle est bouclée : Althusser aurait voulu mettre entre parenthèses sa position d'universitaire et de membre du parti pour tenir un discours universel, il serait réduit à présent à annoncer des thèses « subversives » qui ne provoquent aucun désordre.

Jacques Rancière, on le voit, n'y va pas de main morte. Certes, il schématise souvent. Certes, il polemique, et parfois à l'exces. Mais il touche juste. Cette fois, les bonnes questions sont posées.

سازمان چاپ و نشر

Le Proche-Orient à travers les livres

Un réquisitoire contre le régime iranien

« Pétrole et Violence »

* Editions Anthropos, 69 F.

L'ouvrage collectif publié sous la direction du sociologue Paul Vieille et de l'économiste Abol-Fassan Banisadr est souvent d'une lecture difficile, mais il apporte sur le régime du chah d'Iran des accusations violentes.

Le thème central du livre est résumé dans son titre : *Pétrole et Violence*. Non seulement, selon les auteurs, le pétrole n'est pas synonyme de libération pour les Iraniens et de développement pour le pays mais, au contraire, il fait naître de nouvelles formes de dépendance et de violence, mais qu'il signale ce droit et son principe de l'appropriation économique de leur devenir ? S'ils sont soumis à de nouvelles structures de dépendance ? Ils sont désormais dominés par consommation... Les gains en termes économiques qui avaient pu être acquis grâce à la réforme agraire sont défilés par les charges de crédit et les profits commerciaux. La paysannerie

n'a pas davantage aujourd'hui qu'avant la réforme agraire la possibilité de s'organiser, de développer ses institutions propres.

L'industrialisation ? A en croire M. Paul Vieille, elle ne concerne que certaines parties du processus de production, essentiellement les opérations de montage et de finition, excluant la fabrication des éléments montés, des biens de production, des produits semi-finis et les services techniques qui, tous, doivent être importés. Ainsi se trouve éliminée toute une série d'emplois pour la main-d'œuvre locale, et le pays est condamné à exporter de plus en plus pour payer des importations de plus en plus considérables.

Le pétrole lui-même « pré-détermine » l'avenir en limitant de plus en plus l'iran au capitalisme étranger. Pour M. Banisadr, les revenus du pétrole sont distribués largement sous forme de revenus individuels, et non investis utilement. C'est ce qu'il appelle la « préconsommation de l'avenir ». Le pétrole suscite, d'autre part, un besoin toujours plus grand de crédits étrangers. Le développement de l'industrie pétrolière et gazière aboutit à la surexploitation des ressources du pays qui seront peut-être épuisées dans vingt ou trente ans, mais sans garantir un niveau d'emploi suffisant pour les millions de jeunes Iraniens qui arrivent tous les ans sur le marché du travail.

Le chômage a donc plutôt tendance à s'aggraver, ainsi que les conditions de travail, surtout dans les villes, où l'excédent de la population rurale. Les rares grèves sont sévèrement réprimées, et les forces de police et de gendarmerie, sans parler des forces armées, sont en accroissement constant. L'ouvrage de Paul Vieille et Abol-Fassan Banisadr apporte sur ces points des éléments très des statistiques officielles, notamment pour le chômage. Quant à l'échelle des salaires elle va de 100 rials par jour (6,70 F) à 900 000 rials (60 000 F).

Un des documents annexes particulièrement frappants concerne les goulots de Téhéran, et notamment la vie des milliers d'habitants des « fosses », c'est-à-dire des anciennes carrières d'argile.

Encore plus violent contre le régime est le chapitre intitulé « Institutions et pratiques de la répression », rédigé par Sadegh Ghothasdel. L'auteur évoque la « monstruosité bureaucratique » de la Savak, la police politique, omnipotente et omnisciente. La torture est couramment utilisée. Aux exécutions secrètes, aux procès à huis clos, s'ajoute la liquidation physique des personnes suspectées d'appartenir à l'opposition, liquidation souvent camouflée en suicide.

Dans le dernier chapitre, Claude Bourdet s'applique à analyser les raisons pour lesquelles la presse occidentale parle peu de ce qui se passe en Iran. Il mentionne le black-out des informations organisés par la Savak, et les fonds distribués à bon escient par le gouvernement iranien.

ROLAND DELCOUR.

LE DOSSIER DU CONFLIT ISRAËLO-ARABE

* LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE, d'Irène Errera - Hoechstetter. PUF, 136 pages, 17 F.

C'EST un bon, un utile, un très sérieux travail qui vient de faire Irène Errera-Hoechstetter en regroupant et présentant les pièces essentielles du dossier israélo-arabe. En peu de pages, chacun trouvera là ce qu'il est impossible d'ignorer d'un débat qui nous concerne tous.

On y découvre une vue inédite, au sens strict, de l'histoire politique écrite en 1945 par Hannah Arendt sur le sionisme dans le *Monatlich Journal* avant qu'il ne soit bien peu de spécialistes. Et plusieurs textes de Gromyko, de Cecil Hurani, de Nahum Goldmann, de William Rogers ou de Gunnar Jarring seront désormais accessibles à ce petit, plus accessibles.

Il faut admirer aussi bien l'art de la mise en perspective de l'auteur que son sens de l'équité, qui font de cette plaquette un instrument désormais indispensable du débat permanent qui se déroule sur ce terrain miné et pourtant très fréquenté. Grâce à Irène Errera-Hoechstetter, on aura un peu moins de centres-virés à propos de la Palestine et de la double occupation passionnée dans cette terre en l'objet. — J. L.

Comprendre Nasser

* NASSER, de Jacques Coubard. Livre Club Diffusion, 35 F.

« **COMPRENDRE NASSER** ! » Ces deux premiers mots qui ouvrent la brève introduction du livre de Jacques Coubard, spécialiste des questions du Proche-Orient à l'Humanité, donnent le ton du livre. Une approche bienveillante, une grande volonté de comprendre, telles sont les caractéristiques fondamentales d'un ouvrage qui, l'auteur, dans sa modestie, affirme être seulement une esquisse.

Tout au long d'une biographie qui fait revenir le lecteur sur un quart de siècle d'histoire de l'Égypte et du Proche-Orient, particulièrement tourmenté, la sympathie du portraitiste pour son personnage éclate. Elle permet à Jacques Coubard de faire vivre son modèle, de le faire agir dans toutes les situations avec ses états d'âme, ses espoirs, ses déceptions, ses enthousiasmes, ses moments géniaux mais aussi puérils. Sous nos yeux, Nasser rit, pleure, grince des dents, s'écume. La série de photographies qui illustrent ce livre n'ajoute guère aux descriptions de l'auteur.

« **La nouvelle classe** »

Cette sympathie n'empêche pas Jacques Coubard de relever les erreurs et les échecs de Nasser à côté de ses victoires. Il analyse même ses défaites avec une grande minutie. En bon marxiste, il en voit les causes dans la tendance de Nasser à s'appuyer sur l'armée plutôt que sur une classe ouvrière, d'ailleurs encore embryonnaire, et dans la prise de conscience politique est encore incomplète. C'est surtout vrai après la guerre de 1967, lorsque Nasser revient au pouvoir poussé par une des plus authentiques manifestations de la volonté populaire que l'Égypte ait connues.

Certes, Nasser donne alors tort à Zakhariah Mohieddine, l'un de ses compagnons de la première heure, partisan de s'appuyer sur les États-Unis, et bâtit « l'axe du redressement égyptien sur l'axe soviétique ». Mais fidèle à sa conception, il ménage cependant, note Jacques Coubard, ce qu'il nomme la « nouvelle classe » (les gestionnaires qui ont accédé aux leviers de commande depuis 1952), le tiers d'appai-

ser les capitalistes nationaux, les paysans aisés, les gros commerçants, les intellectuels, qui rêvent de pouvoir investir plus librement, qui rêvent de spéculer en Bourse. La nouvelle classe dont le héros, selon Jacques Coubard, est M. Hassanin Heykal, l'ex-directeur d'Al-Ahram, destitué par le président Sadate en 1973, a pour philosophie la « troisième voie », c'est-à-dire une doctrine politique et sociale fondée sur l'islam, ce qui la rend proche des thèses du colonel Kadafi. Peut-être faudrait-il établir la des distinctions que l'interprétation marxiste de la politique de Nasser par Jacques Coubard ne lui permet pas de faire. Cette démarche fondamentale de Nasser, explique et prépare, selon l'auteur, le régime actuel du président Sadate.

« **Je n'agis pas, je réagis** »

Jacques Coubard analyse, aussi, avec beaucoup de finesse les raisons de l'échec de la réorganisation du parti unique, l'Union socialiste arabe, à partir du programme du 30 mars 1968. Il enregistre le dégoût de la « USA devenue une sorte de « groupe de pression » clandestin, selon les termes qui seront employés plus tard par le président Sadate lorsqu'il l'éliminera à l'occasion du coup de force de mai 1971. Elle était devenue, c'est un fait, un pouvoir parallèle, dont les têtes de file étaient MM. Ali Sabri et Charaoui Gomaa. Aïcha Nasser n'a jamais pu, jusqu'à sa mort, organiser autour de lui un grand parti populaire.

Jacques Coubard approfondit les leçons de cet échec fondamental de Nasser. Le chef de la révolution égyptienne aura eu, écrit-il, « le mérite d'avoir l'Égypte aux expériences des autres peuples. Mais il restait quelque chose en lui du chef de la conspiration de 1952 : un manque de confiance dans le potentiel dynamique de son propre peuple. Il s'était répété : « Je n'agis pas, je réagis... » Il se voulait l'homme d'une troisième voie, conclut l'auteur, que l'expérience a condamné. »

En dépit de ce jugement sévère, Jacques Coubard est resté fidèle à son dessein : comprendre jusqu'au bout son personnage. Ouvrage attachant et finalement juste, ce *Nasser* prendra place à côté des meilleurs livres consacrés à la révolution égyptienne.

R. D.

DANINOS

LES TOURISTOCRATES

90 000 exemplaires

« C'est du bon Daninos. »
R. Escarpit - LE MONDE

« Dix chapitres succulents. »
M. Chapelan - LE FIGARO

« L'humour de Daninos n'a rien perdu de sa drôlerie. »
G. Ganne - L'AURORE

« Lisez Daninos. Son livre survivra à ce monde. »
C. Arnothy - LE PARISIEN

brochée : 28 F / reliée : 35 F

denoël

Voici pour la première fois en France réunis dans une éblouissante collection

Les Grands Prix du Disque

primés par les jurys du monde entier.

Deutsche Grammophon

— Une initiation grandiose à l'univers fabuleux de la GRANDE MUSIQUE.

Certains d'entre eux ne peuvent jamais vivre sans la Grande Musique. Parce que leur sensibilité, leur exigence artistique, leur goût personnel, ne peuvent se satisfaire que de la perfection.

Vous êtes certainement de ceux-ci, puisque nous vous offrons en France à un prix unique !

Pour rendre hommage à votre goût... Aujourd'hui, pour la première fois, nous avons réuni dans une collection qui fera date les plus grandes interprétations des chefs-d'œuvre immortels de la Grande Musique. Les interprètes sont ceux qui ont donné aux plus hautes dignités de la part des jurys internationaux.

Des interprètes qui ont enthousiasmé les mélomanes du monde entier. Celles que vous connaissez et que vous aimez.

Ce trésor musical, nous vous le réservons à des conditions exceptionnelles... simplement pour rendre hommage à votre goût. C'est nous qui offrons les trois premiers volumes de cette collection pour le prix d'un seul !

Trois grands disques 25 tours 30 cm en stereo, dans leur superbe album illustré... pour le prix d'un seul !

— Une offre exceptionnelle d'audition gratuite. Méfiez-vous : avant de prendre votre décision, nous vous invitons à écouter ces 3 albums exceptionnellement chez nous, pendant 10 jours, GRATUITEMENT. Et ceci sans la moindre obligation d'achat.

— Une offre exceptionnelle d'audition gratuite. Méfiez-vous : avant de prendre votre décision, nous vous invitons à écouter ces 3 albums exceptionnellement chez nous, pendant 10 jours, GRATUITEMENT. Et ceci sans la moindre obligation d'achat.

Si vous n'êtes pas aussi enthousiasmé que les jurys et les mélomanes du monde entier, il vous suffira de nous le faire savoir. Et nous vous enverrons un autre album de la collection pour le prix d'un seul et sans aucune obligation d'achat.

— Une offre exceptionnelle d'audition gratuite. Méfiez-vous : avant de prendre votre décision, nous vous invitons à écouter ces 3 albums exceptionnellement chez nous, pendant 10 jours, GRATUITEMENT. Et ceci sans la moindre obligation d'achat.

Si vous n'êtes pas aussi enthousiasmé que les jurys et les mélomanes du monde entier, il vous suffira de nous le faire savoir. Et nous vous enverrons un autre album de la collection pour le prix d'un seul et sans aucune obligation d'achat.

Si vous n'êtes pas aussi enthousiasmé que les jurys et les mélomanes du monde entier, il vous suffira de nous le faire savoir. Et nous vous enverrons un autre album de la collection pour le prix d'un seul et sans aucune obligation d'achat.

Après "Les Derniers des Géants",

L'ERE DE LA MEDIOCRITE

C.L. SULZBERGER

« Un prince du journalisme. Une mine inépuisable de renseignements pour qui veut connaître le monde — et en particulier la France — d'aujourd'hui. » Maurice DELARUE / LE MONDE

« Le livre est passionnant et d'une inépuisable richesse, un matériau extraordinaire pour les historiens. » Jean GUEHENNO de l'Académie Française / LE FIGARO

ALBIN MICHEL

acceptez pendant 10 jours GRATUITEMENT les 3 plus belles SYMPHONIES de BEETHOVEN

Symphonie n° 3 "Héroïque"
Symphonie n° 5 "Le Destin"
Symphonie n° 6 "Pastorale"

interprétées par HERBERT VON KARAJAN et la Philharmonique de Berlin.

... et gardez ces 3 DISQUES 33 x 30 cm STEREO POUR LE PRIX D'UN SEUL !

BON D'EXAMEN GRATUIT

à retourner à la Collection des Grands Prix du Disque DIAL - Avenue François-Arago - 92160 ANTONY.

Je vous envoie les 3 disques 25 cm stéréophoniques (soit 3 Grands Prix) des 3 plus belles Symphonies de Beethoven par Herbert von Karajan.

Après 10 jours d'audition, je pourrai vous les retourner sans aucune obligation d'achat.

Si je ne suis pas satisfait, je pourrai les retourner sans aucune obligation d'achat.

Après l'achat de 3 disques au prix normal je pourrai annuler mon abonnement par simple lettre. Je pourrai également, sur demande, adhérer à la Collection des Grands Prix du Disque sans bénéficier ni du cadeau ni de la réduction de 50% sur les disques suivants.

Si j'ai une obligation d'achat, je pourrai annuler mon abonnement par simple lettre.

Après l'achat de 3 disques au prix normal je pourrai annuler mon abonnement par simple lettre. Je pourrai également, sur demande, adhérer à la Collection des Grands Prix du Disque sans bénéficier ni du cadeau ni de la réduction de 50% sur les disques suivants.

Si j'ai une obligation d'achat, je pourrai annuler mon abonnement par simple lettre.

NOM, PRENOM (en capitales) _____

VILLE _____

038-504.038.1

Signature (ou celle des parents pour les mineurs)

L'ART DE COMMUNIQUER S'ENSEIGNE-T-IL ?

Vous le savez en lisant la brochure n° 712. Le plaisir d'écrire s'envoie gratis par l'É.F.R.

Établissement privé soumis au contrôle pédagogique de l'État, 10, rue de la Villière, 75001 PARIS.

ÉDITEUR Spécialiste POÉSIE propose nouvelle formule publication.

Ex. « Le Monde » Publ., n° 10.111.



Une nouvelle d'Alberte Revel

ALBERTE REVEL est un écrivain rare, discret. Son grand-père était le poète symboliste Charles Morice. Elle s'est placée sous le signe du voyage. Son horizon familier englobe l'Indochine (comme l'on disait hier), le Tchad du Nord, la Haute-Volta, le Cameroun. Son premier roman « La Ballade du vautour » (Le Seuil) était d'une remarquable âpreté. Nous fûmes quelques-uns à saluer en ce livre une œuvre forte.

Le second roman d'Alberte Revel : « le Voleur de vagues » (Stock), sorti cet automne, est d'une économie plus resserrée encore que le premier. On y voit un homme se perdre et s'égarer dans la volupté de se dépendre de soi. Une écriture rigoureuse, mais

pendant d'une souffrance, d'une saveur envoûtante, fait paraître des personnages singuliers : le héros qui s'enfonce dans les sables mouvants de son rêve; Bruno qui sacage les images et abolit le songe; l'énigmatique Mara, dolente, cruelle, inconnaisable. A quoi il faut ajouter une plage, des arbres, un enfant, un cheval et une barque.

Alberte Revel est de ces écrivains pour lesquels le réel existe avec son poids, ses contraintes et ses incertitudes. Aucune silhouette qui ne soit accompagnée d'un décor vital. Il y a chez elle un empressement certain : elle vise à l'essentiel qui est l'épreuve des passions et leur exacerbation.

Le conte que l'on va lire « La Fourmi » illustre bien le projet romanesque d'Alberte Revel : la nervosité du style ne contraste nullement la présence des choses, la pesanteur des faits. Le démonstratif surgit brutalement mais au moment même où il nous bouleverse, nous comprenons qu'il était inscrit par avance dans le propos. Soudainement la violence est là, donnée, implacable. Il ne s'agit ni d'un exorcisme, ni d'une conjuration, mais bien d'un éclair figé. « La Ballade du vautour » et « le Voleur de vagues » sont à cette image.

HUBERT JUIN.

« LA FOURMI »

JETANT un bref hurlement, le chien fit un écart. Le coup de pied ne l'avait pourtant pas atteint. Le soir tombait, la moiteur devenait plus épaisse. Le chien se mit au galop, tirant son ombre jusqu'à un fossé où il disparut.

Bernier, du bout d'une brindille, empêchait une fourmi de se diriger là où elle avait l'air de vouloir aller. Le soldat était allongé sur le côté, appuyé sur un coude et, pour une fois, avait l'air vraiment détendu et de bonne humeur.

— Je ne sais pas, dit-il à son compagnon assis près de lui, j'ai l'impression d'être rentré chez moi.

Darras le regarda, surpris : Bernier ne commençait jamais à parler le premier, et lorsqu'il répondait, c'était à petites phrases courtes et hargneuses.

— Revenu chez moi, répéta-t-il tout heureux. Il saisit la fourmi contrariée entre le pouce et l'index, la fit rouler doucement entre ses doigts qu'il porta à ses narines.

— Pourquoi fais-tu cela ? demanda Darras qui se frottait bien de savoir si Bernier était heureux d'être là où il était.

— J'aime l'odeur des fourmis écrasées. C'est comme du citron vivant.

— Tu veux que je te montre une fourmi ? Une belle grosse fourmi ?

Darras se sentait idiot, mais il regrettait la mort de cette fourmi. Elle avait pris tout à coup une personnalité, se différenciant des autres pour être venue mourir entre les doigts de ce type.

— Oh, ça va ! Ce n'est qu'une fourmi, non ? Te suis bien content, dit-il en s'allongeant à nouveau.

— Tu es reniflé une fourmi, tu es content, et alors ?

Darras s'en voulait de son impatience. Une ou deux fois il avait essayé de parler à ce grand type solitaire et laid. Au camp, en brousse, on le voyait toujours isolé, le front têtu ; et si on s'approchait de lui ses yeux méchants et petits découvrèrent. Il vous regardait avec une grimace hostile et s'éloignait sans avoir ouvert la bouche.

— Tu crois qu'elle a eu mal, cette fourmi ? demanda Bernier en regardant le ciel.

— Tu te sens bien ?

Darras regardait le profil lourd, l'œil du nez ponctué de points noirs, la mâchoire dure, le cou musculéux qui s'enfonçait dans la chemise douteuse.

— Tu peux me répondre. Ça n'est pas une question indiscrète.

— Evidemment qu'elle a eu mal. Qu'est-ce que tu crois ? C'est un être vivant comme toi et moi.

— Comme toi et moi ? Non, je ne pense pas, dit Bernier avec beaucoup de sérieux. Elle aurait crié.

— Elle aurait... Darras se força à la patience : Tu n'aurais pas un coup de palu ? Et crié quoi ? Au secours ? Ça t'amuse de te payer ma tête ?

— Les êtres vivants crient quand on leur fait mal.

Bernier était toujours intensément sérieux, ses petits yeux toujours maintenant fixés sur son compagnon. Ils crient ! Deux comme ils crient !

— Qu'en sais-tu ? Depuis le début de cette fichue guerre, nous n'avons jamais vu un Viet d'assez près pour l'entendre mourir.

— Je n'en sais rien, je ne sais rien du tout !

— Mais tu disais...

— J'imagine, c'est tout. On ne peut sûrement pas souffrir, souffrir vraiment sans gueuler un grand coup, c'est sûr. Ça doit soulager. Je n'ai pas vu de sang, ajouta-t-il en regardant ses doigts, juste cette humidité qui sent le citron. Pourquoi pas de sang ?

— Peut-être que c'était une fourmi propre qui ne voulait pas te salir. Il y a des bêtes comme ça qui meurent sans se faire remarquer. Ou alors elles font comme ta fourmi : elles gueulent en silence.

— Comme les loups, dit Bernier, qui prit un ton pontifical et sinistre.

— Les loups hurlant, répondit Darras, qui commençait à en avoir assez et ne voulait pas trop le montrer : cette laideur, cette masse inquiette et méchante lui faisait un peu pitié. N'était-ce pas la première fois que ce type adressait plus de trois mots de suite à un homme de la section ?

— Pas les solitaires : ils regardent le couteau, se couchent et meurent. Mais tu sais, ajouta-t-il comme s'il livrait un secret, ils vous regardent.

— Tu disais à l'instant que tout le monde criait en mourant, même ta bon Dieu de fourmi.

— Les fourmis vivent en groupe.

Il parlait comme s'il avait été en train d'annoncer un livre de sciences naturelles.

— Je ne viens de penser aux fourmis qu'à l'instant. Le mien devait en être un.

— Le tien ?

— Le mien. Un solitaire. Ce type que j'ai

attrapé au bord de la grande rizière quand nous avons décroché, il y a trois jours.

— Ce type ? Ce vieux type à qui tu as donné une cigarette ? Oui, il était seul, et alors ?

— Alors ? Il n'a rien dit du tout.

— Pourquoi aurait-il dit quelque chose ? Nous ne parlons pas la même langue, qu'est-ce que vous auriez pu vous dire ?

— Il n'a pas crié non plus, et ça, il pouvait le faire.

— Crié ?

— En voyant mon couteau. Ce couteau.

Bernier sortit de sa gaine son poignard et le regarda comme s'il y éberchoit une marque.

— Tu ne vas pas me dire que tu as tué ce type ? Bernier ? Tu ne l'as pas tué !

— Pourquoi l'aurais-je tué ? demanda-t-il en souriant tranquillement. Et ce sourire était chaleureux et paisible. Il ne m'avait rien fait. J'ai juste cueilli une chose.

Il avait maintenant un air de jeunesse, comme si son adolescence venait d'affleurer sous la peau granuleuse et épaisse.

— Vous avez cueilli une chose ? Vous avez trouvé des marguerites et vous les avez coupées ensemble ? Je deviens idiot ou quoi ?

— Je vais te montrer, mais tu n'en parleras à personne, hein ? Je t'aime bien. Je t'aime bien, dit l'adolescent caché dans la carcasse dure. Juste après. Tu ne diras rien ? Juste après, il s'est couché sans rien dire. Il s'est couché les mains sur la figure. Il me regardait entre ses doigts. Il n'avait rien dit du tout. C'était sûrement un solitaire.

Bernier fouilla précieusement dans sa poche de poltrons et en sortit un mouchoir sale, si sale, si maculé de sombre qu'on ne savait si c'était une feuille morte ou un morceau de tissu. Il posa le mouchoir sur les genoux de Darras, qui pli à pli défit la chose, très gêné parce que ce petit tas immonde lui était offert comme un cadeau.

C'était une oreille d'homme.

— Toi, tu es gentil. Si tu veux, elle est à toi, dit Bernier souriant, tout heureux.

« L'épopée des Cristeros »

(Suite de la page 13.)

Pour eux, le Christ-Roi n'est pas un étranger, c'est un homme à leur image, et la Vierge de la Guadalupe est une femme comme celles qui partagent leur combat. « Un homme sur un cheval blanc et une femme vêtue de café sont sortis de l'Eglise pour se joindre aux Cristeros. »

L'épopée naît de cette beauté, de cette assurance. Elle vient du fond de la vie, du fond des âges, et réunit les généreux, les vivants combattants avec les morts. Cette voix ardue, labieuse, se retrouve avec innocence les paroles de la Bible, les messages messianiques. Cette lutte inégale ne peut pas nous laisser indifférents, quels que soient nos idéaux et nos convictions, car c'est une lutte pour la vérité. Des hommes, des paysans, entraînés à ce sol, nourris par cette

terre, combattent pour que survive son soufflé. L'ennemi, l'étranger, ce ne sont pas seulement les impies, les soldats de la technocratie moderne, la brutalité et la trahison des dirigeants ; c'est aussi l'univers de l'argent, la cupidité et l'égoïsme des riches.

« Pour le riche, Dieu, le prochain et tous ses désirs sont l'or. Or est la catholicité, riche ingrat ? Vous, riches, poussez-vous, vous engraissez les mauvais afin qu'ils vous arment... » dit Rudolphe Franco.

Quelle voix aurait pu s'opposer à la beauté des paroles des paysans cristeros ? Les victoires de l'armée de libération sont tellement amplifiées par les corales de leurs poètes et de leurs chefs que l'histoire seule ne pouvait en rendre compte. Et quand viendra le moment de la défaite, l'ultime trahison, le haut clergé se détournant des humbles et les abandonnant à la vengeance

des soldats, les Cristeros ne comprendront pas, ils seront éperdus, meurtris une dernière fois dans leur orgueil d'hommes libres.

« Notre situation est lamentable et triste et cette histoire se résume entre nos mains ; nous ne pouvons plus porter la Croix. Dieu seul soit par quelles orgoluses nous sommes passés. Qu'il ait pitié de nous. » (Federico Vasquez.)

C'est cette épopée, est humaine. Sous la gloire, la peur, la souffrance, l'humiliation, le silence, le mort, Aujourd'hui, après tant d'années de mutisme, grâce à l'émotion d'un homme qui n'est pas seulement un historien, mais aussi un compagnon, nous pouvons écouter les voix des Cristeros et reconnaître l'une des plus belles aventures de la révolte de l'homme contre l'inhumain.

J.-M. G. LE CLEZIO.

WH SMITH

Les 24 et 25 Janvier

20%

de remise

Livres, Cadeaux, Jouets, Cartes, Spécialités Anglaises

English Bookshop

248, rue de Rivoli, 75001 PARIS - Tél. : 260-37-97

SILON

SILON DE P. BETA
LE MONDE
LE 24 JANVIER 1975
N° 10000

ENNEIGEMENT

Station	Hauteur	Température	Neige
Paris	100	5	0
Strasbourg	150	0	5
Nice	200	10	0
Montpellier	100	8	0
Toulouse	100	7	0
Bordeaux	100	6	0
Lyon	100	4	0
Marseille	100	9	0
Nantes	100	6	0
Brest	100	5	0
Reims	100	3	0
Amiens	100	2	0
Orléans	100	4	0
Angers	100	5	0
Caen	100	6	0
Limoges	100	4	0
Bordeaux-Mérignac	100	7	0
Montpellier-Méditerranée	100	8	0
Nice-Nice	100	10	0
Strasbourg-Neuf-Brisach	150	1	5
Paris-Montsouris	100	5	0
Paris-Charles-de-Gaulle	100	6	0
Paris-Orly	100	7	0
Paris-Maillot	100	8	0
Paris-Le Bourget	100	9	0
Paris-Val de la Marne	100	10	0
Paris-Clayton	100	11	0
Paris-Orly	100	12	0
Paris-Charles-de-Gaulle	100	13	0
Paris-Montsouris	100	14	0
Paris-Charles-de-Gaulle	100	15	0
Paris-Montsouris	100	16	0
Paris-Charles-de-Gaulle	100	17	0
Paris-Montsouris	100	18	0
Paris-Charles-de-Gaulle	100	19	0
Paris-Montsouris	100	20	0
Paris-Charles-de-Gaulle	100	21	0
Paris-Montsouris	100	22	0
Paris-Charles-de-Gaulle	100	23	0
Paris-Montsouris	100	24	0
Paris-Charles-de-Gaulle	100	25	0
Paris-Montsouris	100	26	0
Paris-Charles-de-Gaulle	100	27	0
Paris-Montsouris	100	28	0
Paris-Charles-de-Gaulle	100	29	0
Paris-Montsouris	100	30	0

PUBLIÉTÉS RÉUNIES

سكنا من الاصل

AUJOURD'HUI

SILON, YAQUA et PITUCÉ

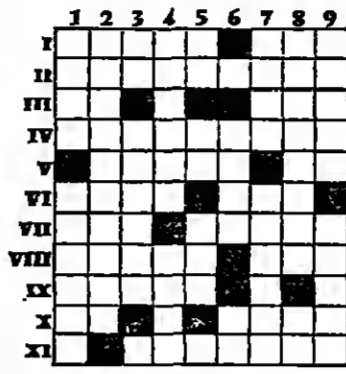
DE GUY BÉART
DESSINS DE KONK



CETTE BANDE DESSINÉE PARAITRA TROIS FOIS PAR SEMAINE A PARTIR DU 27 JANVIER : LES LUNDI, MARDI ET VENDREDI.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1058



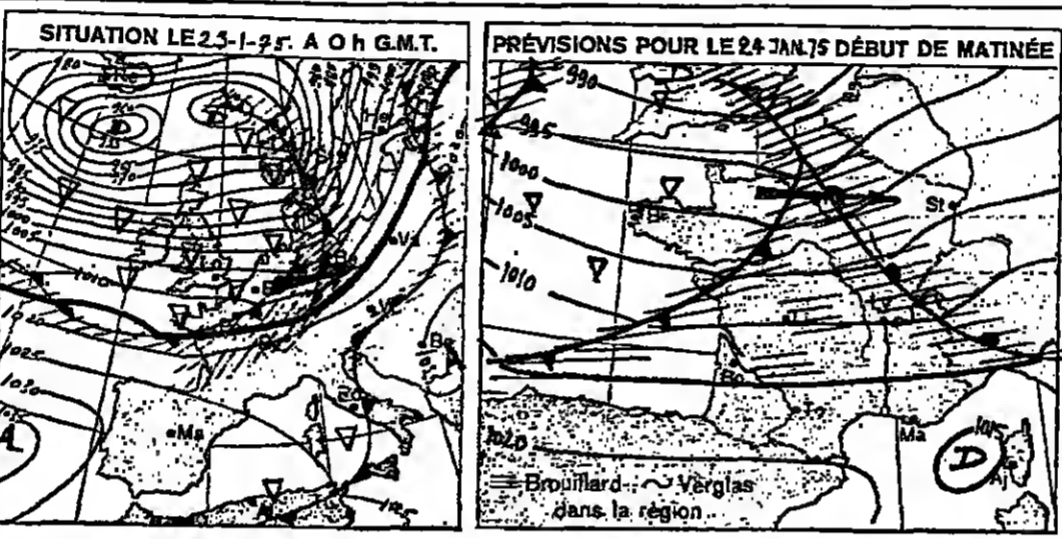
HORIZONTALEMENT
I. Langue de chat ; Alière plus d'un tissu...
VERTICALEMENT
I. Rires... II. Orangeux...

frases: Peu accessible... VII. A jadis permis de frapper plus d'un écu...
Solution du problème n° 1057
Horizontalement
I. Rires... II. Orangeux...
Verticalement
1. Rouleau; Pas... 2. Ir; Ecu...

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Renseignements communiqués par le comité des stations françaises de sports d'hiver.
Le premier chiffre indique l'épaisseur de la neige au bas des pistes ouvertes...

MÉTÉOROLOGIE



Journal officiel
Sont publiés au Journal officiel du 23 janvier 1975:
DES ARRÊTES
Fixant le montant de la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes des établissements d'enseignement privés placés sous contrat...

loterie nationale Liste officielle des sommes à payer, tous lots compris, aux billets entiers.

Table with columns for 'Sommes à payer' and 'Sommes à gagner' for various series (A, B) and groups. Includes a box for 'Tranche jumelée de janvier' with 'tirée le 22 janvier 1975'.

Documentations

Nouvelle édition des « Données sociales »
UNE MINE DE RENSEIGNEMENTS SUR LES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL
L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) vient de publier la deuxième édition de Données sociales...

Stages

CENT VINGT NOUVEAUX ASSISTANTS TECHNIQUES DU COMMERCE (A.T.C.) ont reçu leur diplôme le 21 janvier au cours d'une cérémonie présidée par M. Vincent Ansquer, ministre du commerce et de l'artisanat.

Université

Les étudiants de l'École supérieure de commerce de Dijon, membres de l'A.E.S.E.C. internationale, après une mission au Brésil, publient une plaquette sur les investissements dans ce pays.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Filles du Calvaire - PARIS - CEDEX 03
C.C.P. 4391 - 53
ABONNEMENTS
3 mois 5 francs 9 numéros 12 francs

opre des Cristerns

Amplaise

el. : 260 370

ARTS ET SPECTACLES

Musées

UNE SALLE PERMANENTE POUR LA DONATION DUNOYER DE SEGONZAC

Dans une question écrite au Sénat (publiée dans le *Journal officiel* le 23 janvier), M. Edouard Bonnefous, sénateur des Yvelines, a demandé à M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la Culture, les raisons qui ont conduit le Musée national d'art moderne à supporter la salle où était exposée la donation Dunoyer de Segonzac, salle qui n'est rétablie seulement après la mort de l'artiste par un hommage à André Dunoyer de Segonzac.

Dans sa réponse, le secrétaire d'Etat à la Culture a précisé :

« Il ne saurait y avoir le moindre doute sur la place, évidemment de premier plan, qui doit être faite à Dunoyer de Segonzac parmi les grands artistes de notre temps. Les transformations matérielles, en cours dans ce musée, ont, depuis plusieurs mois, rendu plus difficile l'accès de cette salle. Il s'agit là d'une solution provisoire, et il reste évidemment entendu que, soit dans les nouvelles salles du centre Beaubourg, soit dans l'actuel bâtiment de l'avenue Wilson, la collection Dunoyer de Segonzac sera présentée dans son intégralité et de la manière la plus appropriée. »

En attendant cette réouverture complète et permanente de la salle, une exposition consacrée à l'œuvre du maître, dont le projet avait été arrêté en plein accord avec lui, permettra au public de lui rendre, en 1976, dans l'Orangerie des Tuileries, l'hommage qui lui est dû. »

Culture

Des responsables de conservatoires et d'écoles de musique protestent contre la création d'un service regroupant les enseignements artistiques

L'Association nationale des directeurs de conservatoires et d'écoles de musique de France et le Syndicat autonome des directeurs de conservatoires et d'écoles de musique font part dans un communiqué de « leur vive émotion à la lecture du communiqué du secrétaire d'Etat à la Culture en date du 18 janvier concernant la création d'un service des enseignements au sein de cette administration, auquel serait rattaché l'enseignement musical. Il semble dangereux à ceux qui ont la responsabilité de cet enseignement et souvent aussi celle de la diffusion, de dissocier ces deux activités, d'une part, et de la direction de la musique, d'autre part. »

Le changement, à l'ordre du jour en politique, rend parfois les choses de la culture « rétro ». Ainsi de la création, par le secrétaire d'Etat à la Culture, d'un service des enseignements artistiques. Cette innovation a pour effet de remettre la situation qui existait avant 1966, notamment la création de ce service, puis de la direction de la musique, et qui était loin de donner satisfaction. Les raisons invoquées sont étranges : il s'agit de donner un interlocuteur unique au ministère de l'Education ; mais cet « interlocuteur unique » aura, lui, une pluralité d'interlocuteurs, puisqu'il devra s'adresser à trois ministères ou secrétariats d'Etat. Il paraît, d'autre part, dangereux de réunir en un seul service des enseignements artistiques dont les problèmes spécifiques sont très différents ; quels rapports y a-t-il entre l'IDEEC et les conservatoires, par exemple ? Comment s'agit-il de réunir en un seul service des pouvoirs de décision, et d'effectuer une politique de « vases communicants » entre les crédits dont le Fonds de mobilité et l'Opéra-Studio ont donné quelques exemples de sens opposé dans le budget 1975 ? Quant à la musique, on voit ce qu'elle peut y perdre, mais pas du tout ce qu'elle peut y gagner. — J. L.

Musique

UN BUDGET PROVISOIRE POUR L'OPERA-STUDIO

Le conseil d'administration de la Réunion des théâtres lyriques nationaux, qui n'avait pu se tenir en novembre, s'est réuni mercredi sous la présidence de M. Jean Salama, qui inaugurerait ses fonctions. Un budget provisoire a été voté pour permettre aux deux établissements (Opéra et Opéra-Studio) d'effectuer les opérations à court terme. En effet, si le budget de l'Opéra est définitivement arrêté à la somme de 96 444 800 F (dont 72 094 500 F de subventions), celui de l'Opéra-Studio est toujours en discussion ; il s'élève provisoirement à 4 millions de francs, montant de la subvention d'Etat, toute recette de spectacle étant actuellement exclue par le secrétariat d'Etat à la Culture. Il n'a pas été question du transfert de l'Opéra-Studio à Lyon.

Le Syndicat national des employés techniques et administratifs du spectacle (C. G. T.) appelle ses adhérents à un grand meeting prenant la forme d'un refus d'effectuer des heures supplémentaires ou de retarder aux leçons ou récitals, pour protester contre la dégradation des conditions de travail de la culture vécant les salaires.

Kogan, Temirkanov et la « X^e Symphonie » de Chostakovitch

Beethoven, Chostakovitch, un programme fait de deux masses symphoniques : l'Opéra de Paris passe sur l'Orchestre de Paris grâce à deux grands artistes soviétiques. Leonid Kogan est la grande vedette ; ni le compositeur ni l'étalage de brio : il joue le Concerto pour violon de Beethoven au plus près du texte, sans expressivité superflue, déploie une sérénité vision de l'allegro, plane sur les hauteurs du Largo et, dans le finale, allie délicatesse, fermeté plénitude sonore. Le chef-d'œuvre ainsi décapé retrouve son relief, une force un peu distante que souligne la direction non moins exigeante et fondamentale de Yuri Temirkanov.

Ce chef de trente-sept ans possède l'autorité sans réplique des maîtres soviétiques : un contrôle absolu des plus sonores, de la couleur orchestrale, l'éclaircir, réalisable des puissants battements sont inscrits dans cette direction qui empêche et impose la musique dans sa totalité. La Dixième Symphonie en mi mineur (1953) de Chostakovitch semble faite à sa mesure, tant cette œuvre lyrique et très dramatique est un corps d'orchestre d'une continuité indéchirable malgré des épisodes violemment contrastés. Elle prend sa source dans une méditation sur le chant du fond sinon de l'obituaire du motif de la tristesse, avec par bouffées des visions obsédantes comme ces images de guerre dont on ne peut se défendre et que viennent adoucir ces danses lentes, ces filées consolatrices. Dans le troisième mouvement, des images de paix, tout un feu immobile d'appels, d'échos, de réveries, de résonances mystérieuses, traversées par une fête soudaine et déchaînée, préludent le finale où le printemps explose en une course folle, encore traversée de relents tragiques, mais qui cède à l'exultation, à la joie peut-être, dans un tourbillon d'une extrême précision. L'Orchestre de Paris s'égale aux meilleurs sous la direction d'un chef de cette envergure.

JACQUES LONCHAMPT.
* Ce programme sera donné pour la dernière fois le samedi matin 25 janvier au Théâtre des Champs-Élysées (10 heures).

SPORTS

RUGBY

L'équipe de France fait peau neuve

Réuni le 22 janvier à Toulouse, le comité de sélection de l'équipe de France de rugby a décidé de remplacer ses joueurs parmi les quinze qui rencontreront l'Angleterre à Twickenham, le 1^{er} février. Azarbé, Séral, Saisset, Boyfeil, Domeu et Luz sont éliminés. L'équipe de France aura la composition suivante :

Arrière : M. Taffury (Racing).
Trois-quarts : J.-P. Gourdon (Racing), J.-M. Etchenique (Blairritz), G. Dourthe (Dax), R. Bertranne (Bègles).

Quatrième ligne : L. Paris (Narbonne), Méhès (F. Fouroux (La Vouille), cap.
Troisième ligne : J.-P. Rives (Stade Toulousain), J.-P. Bastiat (Dax), J.-Cl. Skrela (Stade Toulousain).
Deuxième ligne : A. Estève (Béziers), A. Guilbert (Toulon).
Première ligne : A. Vaquerin (Béziers), A. Faco (Béziers), G. Cholley (Castres).
Remplaçants : J.-L. Ugarteandia (Saint-Jean-de-Luz), R. Papanicolas (Pau), Y. Borrelli (Aurillac), G. Martinez (Stade Toulousain), J.-L. Averous (La Vouille), J.-M. Aguirre (Bègles).

SAVOIR PRENDRE DES RISQUES

Critiqué, malmené, brocardé après le mauvais match du 18 janvier, le comité de sélection de l'équipe de France de rugby avait paru vouloir s'enfermer dans sa tour d'ivoire. Le bruit courait qu'il approuverait aucune modification notable au quinze et que le Pays de Galles remait de battre. Or, pour rencontrer l'Angleterre le 1^{er} février à Twickenham, il a procédé à six changements en faisant appel, même, à trois joueurs qui n'ont jamais porté le maillot de l'équipe de France (Jean-Pierre Rives, Alain Guilbert et Gérard Cholley).

Ces bouleversements sont peut-être dus à la présence du président de la fédération, M. Albert Ferrasse, dans un

connaît l'aptitude à rebouter sur ses positions, qui a exceptionnellement présidé la dernière réunion du comité de sélection. Mais il faut reconnaître que l'ensemble du comité s'est montré... bon joueur. Dès lors, il importe peu de se disputer pour savoir si Azarbé ferait mieux que Paris ou si Claude Spanghero n'aurait pas rendu plus de services de Guilbert.

On avait sommé les sélectionneurs de prendre assez de risques pour remonte à cette équipe France la jeunesse et l'enthousiasme qui font le panache dans la victoire comme dans l'adversité. Ils s'y sont résolu. Tout le reste relève de la glorieuse incertitude du sport. — F. S.

LE « PROJET MAZEAUD »

Le SGEN : des choix exclusivement en faveur de l'élite

Le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) a fait savoir dans un communiqué qu'il désapprouvait le « Recueil de dispositions tendant à la promotion du sport » établi par M. Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Qualité de la vie, chargé de la jeunesse et des sports.

Le S.G.E.N. déclare que les mesures annoncées sont contraires à ses options constantes. Le syndicat rappelle qu'il s'oppose à une spécialisation précoce, et souhaite au contraire voir les activités physiques à l'école ouvrir sur la liberté et l'innovation pédagogiques. Il se prononce contre la privatisation du service public. Le S.G.E.N. considère que le projet vise essentiellement au développement de l'élite au haut niveau. « A l'inverse, dit-il, les conditions de la pratique pour tous ne font l'objet d'aucune disposition concrète. »

Le Syndicat général de l'éducation nationale réaffirme sa détermination de promouvoir un enseignement équilibré et épanouissant dans la vie quotidienne et un enseignement qui se trouve épanouissement qui se trouve épanouissement dans les conditions de travail, de transports et d'habitat. »

La FEN : un désengagement
De son côté, la Fédération de l'éducation nationale (FEN) a

publié un communiqué dans lequel elle déclare que « sa commission administrative fédérale rejette des dispositions qui, si elles devenaient législatives, consacreraient le désengagement de l'Etat en matière d'éducation de la jeunesse et des sports pour tous, et la privatisation d'un secteur important de l'éducation nationale. »

La concertation avec le C.N.O.S.F.

Le directeur du cabinet du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports a examiné le « recueil » avec le bureau du Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.). Les deux parties se sont mises d'accord sur un certain nombre de modifications. Toutefois, le bureau du C.N.O.S.F. doit rendre compte des résultats de ses travaux à l'assemblée générale des fédérations sportives convoquée pour le 20 janvier. De son côté, le secrétaire d'Etat rappelle que, nonobstant ses discussions avec le C.N.O.S.F., il avait à tenir compte du résultat des autres consultations en cours, notamment avec les syndicats, les universités, les parents d'élèves, etc.

ELYSEES POINT SHOW - SAINT-SEVERIN - PANTHEON - 14 JUILLET

LE PREMIER BUSTER KEATON ET LE MEILLEUR KEATON

LES LOIS DE L'HOSPITALITE



5900 F

CANAPÉ + 2 FAUTEUILS EN CUIR

DIRECT DU BRÉSIL



EN DIRECT DU BRÉSIL
A partir de 4 950 F le salon de 5 places. 21 modèles en cuir luxueux (peaux naturelles et peaux retournées) en 12 merveilleux coloris, et bois précieux du Brésil. Tous les modèles en stock livrables dans la semaine.

A LA BOUTIQUE DU BRÉSIL :
Bibliothèques en Palissandre de Rio, tapis, couvre-lits, objets exotiques et cadeaux raffinés : pierres et minéraux, fossiles, bijoux fantaisie, art naïf, folklore, artisanat et disques du Brésil.

La Boutique du Brésil
43 avenue de Friedland - Paris 8^e
359.22.10.

Ouverture du lundi au samedi de 10 h à 19 h 30. Nocturnes les vendredis jusqu'à 22 h.



ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« LA TARTE VOLANTE »

Après avoir survolé Rome et provoqué la panique, une soucoupe volante en forme de gâteau se pose sur une colline, dans le faubourg de Trullo. Des gemins, venus rôder là en curieux, découvrent que le soucoupe est bien un gigantesque gâteau qui a lâché tomber, à leur intention, un rocher en chocolat. Parents, professeurs, policiers, militaires et agents de la télévision refusent cette simple vérité rapportée par une petite fille qui est considérée comme une espionne des Martiens, et punie. Car la vérité de l'enfance est subversive autant que son imagination. Et c'est la lutte ouverte, puis armée contre tous les enfants qui ne plient ni au pouvoir ni au savoir des grandes personnes.

Ce film italien de Lino del Fra (auteur du scénario de *Vittigottara*, de Marco Leto) est tiré d'un conte de Gianni Rodari. Il se présente comme une fable politique où les adultes seraient vus à travers le regard critique de l'enfance opprimée par eux. C'est sans nuances dans le caricature, comme si le ré-

lateur réglait lui-même de vieux comptes avec la société. Ces adultes sont laids, difformes, grotesques, tous fascistes finalement, et le « méchant » est représenté par une patronne de l'industrie du chocolat qui fait cause commune avec les militaires pour sauvegarder ses intérêts. Un robot et un adolescent (le conducteur du fameux gâteau) sont les seuls amis des enfants qui résistent au radar et aux canons et font sombrer leurs oppresseurs dans une débâcle de tartes à la crème digne de Laurel et Hardy.

Ce guignol politique se joue dans une petite salle du quartier Latin où les rares spectateurs se demandent comment ils doivent le prendre. On aimerait le voir au milieu d'un public enfantin qui saurait sûrement réagir et participer à cette énorme contestation balayant les sucreries habituelles de l'usine Disney. Beaux joueurs, les parents devraient y envoyer leurs enfants le mercredi, au lieu de les laisser devant la télévision.

JACQUES SICLIER.
* Saint-André-des-Arts (V.O.).

Théâtre

« Le Triomphe de l'amour » à l'École normale supérieure

L'École normale supérieure est une maison vivante. On y aime le théâtre. On y fait du théâtre. Une compagnie « do it yourself », le Campagnol, et présente au moment le *Triomphe de l'amour*, de Marivaux.

C'est une pièce merveilleuse. Vous y voyez un philosophe qui s'est retiré à la campagne avec sa sœur. Lui est très métaphysique, et elle a perdu les élan vifs de la jeunesse.

Dans le calme et l'étude, ils vivent un jeune homme, Agis, qui a été écarté de la succession au trône (nous sommes en Grèce, mais la géographie de Marivaux est baladante; il mélange Naples, Athènes, Vaugirard, Barcelone, sans trop culpabiliser). Ce gredin de sexe est absent du château. Le philosophe et sa sœur sont d'une chasteté orgueilleuse. L'air est pur, le domaine est encadré par la forêt, Marivaux a toujours aimé se perdre presque dans les forêts. Ces petites frayeurs lui donnaient des idées.

La sœur, plus très jeune, Léontine, se heurte un matin, sous un frêne à un bien joli garçon. Il s'appelle Phocion. La domestique nonchalante et le jardinier alcoolique n'ont pas su l'empêcher de franchir le mur du parc. Par le verbe et par les mains, super-brûlées, Phocion assaille Léontine, qui découvre que jusqu'ici d'agréables émois lui manquaient.

Elle va se cacher un peu dans sa chambre. Phocion pénètre dans une autre aile, y rencontre Agis, le jeune élève du philosophe. Il l'assaille aussi, et Agis trouve que l'air est entre garçons, quand elle brûle à fort, à des charmes.

Averti par son jardinier qu'il se passe dehors trop de nouveautés, le philosophe survient. Phocion lui ôte ses lunettes et caracole son front si lourd. Nouvelle idylle, à laquelle le philosophe se laisse d'autant plus vite aller qu'il a tout de suite reconnu en Phocion une femme qu'il a vue se promener quelques jours plus tôt dans la forêt.

Il ne sait pas que c'est la reine, qui est venue ici pour remettre Agis sur le trône, et dans son lit. La pièce s'achève dans la violence. L'armée occupe la forêt, les jardins. Le philosophe et la sœur, tous deux amoureux fous de cet homme qui n'en est pas un, se retrouvent seuls, sans espoir. Ils entreprendront peut-être de guérir le jardinier.

Dans une cave de l'École normale, les philosophes du Campagnol ont placé un beau décor: une forêt de vrais sapins avec un schéma de route en bois sur lequel il faut bien courir, faire l'amour à la belle étoile, s'occuper. Cinq musiciens jouent une grave musique hétéroclite, mais sensuelle. Les costumes de Jean-Claude Eschère sont très élégamment ligués.

Marie-Françoise Audouin est une Léontine terrifiante et attachante. Marc Bergman, un philosophe bizarre, est très amusant. Malinard donne à Phocion une interprétation trop hyperthyroïdienne.

Le spectacle souffre de ce que la conception d'ensemble n'est pas à la hauteur des intentions du décor, de la musique, des costumes. Il faut toujours prendre bien garde, avec Marivaux, de ne pas se laisser reconstruire par les artifices apparents de l'écriture. C'est vrai, tout court très vite, tout est entraîné et divin. Mais un univers de positions profondes est là, juste sous l'épiderme, qui, juste dessous, c'est là qu'il faut se tenir pour que cette poésie fantastique respire, se déploie. Si l'on est vain par les apparences, on ne présente au public que du Marivaux scolaire, mécanique. C'est ce qui arrive ici, après un départ qui prometait mieux.

MICHEL COURNOT.
* École normale supérieure, 40, rue d'Ulm, 21 h.

La Bruyère
DANIEL GÉLIN
d'Hero
d'ISRAEL HOROVITZ

TH. de la NOUVELLE COMÉDIE
7, rue Louis-le-Grand - Tél. 073.54.74
le Prince travesti
MARIVAUX
JUSQU'AU 15 FÉVRIER SEULEMENT

THÉÂTRE DE LA VILLE
directeur-adjoint JEAN MERCURE
20 h 30 13 F - 22 F
dernières
de la première comédie
d'Arthur Miller
la création du monde
et autres bisness
mise en scène Jean Mercure
avec Claude Dauphin (Dinu), José-Marie Flotats (Lucifer), Les Mercures (Eve), Francis Perrin (Adam).
location: 2, place du Châtelet
par téléphone: 887.35.39

THÉÂTRE MODERNE
15, rue Blanche - 874-94-28
Le Théâtre des Quartiers d'Ivry et le Théâtre de Poésie de Bruxelles présentent
LE PIQUE-NIQUE DE CLARETTA
de René KALISKY
Mise en scène A. VITEZ
PRIX UNIQUE 20 F
Tous les soirs 21 h, sauf dim. et lundi. Matin, dim. à 15 h.

THÉÂTRE de GYMNASSE MARIE BELL
PAUL MEURISSE
NICOLE COURCEL
CHER MENTEUR
Comédie de JÉRÔME KILTY
Version française de JEAN COCTEAU
Mise en scène de Jérôme KILTY - Décor de Charles SEVIGNY
LOCATION 770-16-15 et AGENCES

25 JANV. CHAMPIGNY CENTRE
FERRARI JEAN VILAR-21 H
Allé, ici la terre!
(Play - Light and Time - Show)
SCENARIO L. FERRARI PHOTOS
Ensemble 2e2m J.-S. BRETON

CONNAISSANCE DU MONDE
PLEYEL - Dernière séance dimanche 26 janvier à 14 h. 30
ALASKA SPLENDEUR SAUVAGE
Récit et film de JEAN-CLAUDE BERRIER
Une fascinante aventure dans le Grand Nord Américain - La vie des Esquimaux chasseurs de baleines, des Trappeurs, des Indiens - Le paradis des bêtes phoques, morse, bœufs musqués, castors, etc.
PLEYEL, Mardi 26 janv., 18 h. 30 et 21 h. Dim. 2 févr., 14 h. 30. Nouv. séances
CRÉATURES ÉTRANGES
DU FOND DES MERS
Récit et film de JACQUES STEVENS Oscar de la Mer 1970
« La vie secrète de la partie la plus mystérieuse de notre planète »

Il était une fois un merle chanteur
Vif, spirituel, sans cesse ponctué d'un point d'ironie, voici l'un des meilleurs films soviétiques de ces dernières années. Une jolie réussite.
(G.J. L'EXPRESS).

Le secrétaire d'État à la culture s'est prononcé pour une politique « globale, économique et culturelle »

Dans une salle blanc et or du ministère de la rue de Valenciennes (salle somptueuse, mais à l'acoustique déplorable), M. Michel Guy, secrétaire d'État à la culture, a réuni le 22 janvier, pour lui communiquer les grandes lignes de sa politique cinématographique. L'essentiel de cet exposé a été publié, dans nos colonnes, le jour même (« Le Monde des arts et des spectacles » du 23 janvier).

Vingt-cinq mesures ont été annoncées. Certaines sont originales, d'autres étalent depuis longtemps attendues. De cet ensemble complexe et très diversifié d'intentions et de décisions, on peut dégager quelques idées générales qui semblent devoir caractériser l'action du secrétaire d'État.

Ce qui frappe d'abord est le volontarisme de M. Michel Guy et de ses collaborateurs de sa montrer réaliste. Aucune déclaration de principe. Il s'agit de gérer non pas l'imprévisible, mais une situation donnée, de porter remède à un certain nombre de faits existants. Une liste de problèmes a été établie. Face à chaque problème une solution est proposée. La tactique adoptée est celle du coup par coup. Pragmatisme et souplesse sont les mots d'ordre de ce train de réformes.

La révision de l'actuelle politique du crédit (politique aberrante, puisqu'il arrive fréquemment que le quart du budget d'un film soit écarté par le coût des agios), l'amélioration des conditions de remontée des recettes, l'aménagement de la fiscalité par allègement « modéré » de la T.V.A. (modulation qui devrait rendre plus aisées les discussions avec le ministère des finances) sont de bons exemples de ce réalisme.

En second lieu, M. Michel Guy fait preuve d'un optimisme modéré. « Le temps est peut-être revenu, dit-il, d'une certaine expansion du cinéma français. Des études ont prouvé qu'il existait actuellement en France un public potentiel de 40 à 50 millions de spectateurs susceptibles de s'ajouter aux 175 millions existants. En présentant la libéralisation du prix des places — libéralisation qui devrait permettre aux exploitants de rendre, dans certaines circonstances, leurs prix plus attractifs — ; en mettant en place un schéma directeur de l'exploitation cinématographique, M. Michel Guy parle sur l'avenir et compte récupérer une partie des 50 millions de spectateurs disponibles.

Troisième constatation: la volonté affirmée par le secrétaire d'État de voir le cinéma devenir un agent privilégié de la vie culturelle. « Le cinéma est un art et pour moi, c'est l'essentiel. La création en est la méditation par et nécessaire de ce fait une attention particulière. » Ce sont là des paroles souvent entendues, mais que confirme la décision d'instituer un « office de la création cinématographique » (organisme aux attributions multiples et, à dire vrai, un peu floues) et plus encore l'annonce d'une augmentation substantielle de l'avance sur recettes. C'est sur ce dernier point que l'exposé de M. Michel Guy a paru le plus convaincant. Depuis la création de l'avance sur recettes, les crédits alloués à la commission n'avaient pas varié. Les volla doublés, en même temps qu'est réformée (nomination d'un second collègue) la procédure d'attribution. Une aide à la diffusion et une révision du statut des salles d'art et d'essai apparaissent également comme deux éléments favorables à une politique culturelle du cinéma français.

On ne manquera pas de relever des lacunes dans l'exposé du secrétaire d'État. Notamment en ce qui concerne les rapports difficiles qui existent actuellement entre le cinéma et la télévision... Mais, dans l'ensemble, ce qui nous a été proposé est positif et séduisant. Reste à mettre la machine en marche. L'expérience nous a malheureusement appris que de l'intention à la pratique, la distance était souvent longue. De commissions en « tables rondes », d'amendements en mises au point, combien de beaux projets ont été vidés de leur contenu. La profession cinématographique est une profession désemparée. Ce qui convient à l'un ne fait pas toujours l'affaire de l'autre. Les choix, les arbitrages, sont délicats. Nous souhaitons que le réalisme, l'optimisme et la haute idée qu'il se fait du cinéma aident M. Michel Guy à surmonter les obstacles. — J. B.

VERSION ORIGINALE
PUBLICIS MATHIGNON
ARLEQUIN - BOUL'MICH
PLAZA
PARAMOUNT-MAILLOT

FÉVRIER
théâtre stage
AVEC
EMILIO GALLI
INSCRIPTION
4, rue de l'Orléans
PARIS 10^e
17h 19h

STUDIO GIT LE CŒUR
12, rue Git le cœur (6^e)
(PAR. 80.25)
LES MONGOLS
le GODARD iranien
(H. Chapier)

"HARRY & TONTO"
"FORMIDABLEMENT TONIQUE - NE MANQUEZ CE FILM A AUCUN PRIX" - R.T.L.
"PAUL MAZURSKY A BEAUCOUP DE TALENT" - FRANCE SOIR
"HARRY EST PLEIN DE VIE, DE GAÏÉTÉ, D'OPTIMISME" - LE CANARD ENCHAÎNÉ
"TRÈS BEAU FILM, EN VÉRITÉ" - EUROPE 1
"CETTE ÉPOPEE DOUCE-AMÈRE AU STYLE PLEIN D'HUMOUR" - L'EXPRESS

Commencez la nouvelle année dans la bonne humeur!

le retour du grand blond
LE PARIS / BERLITZ / CLUNY PALACE / GAUMONT SUD
WEPLER PATHE / MONTPARNASSE PATHE
Périphérie: CYRANO VERSAILLES / BELLE ÉPINE THAIS / VELIZY / CLUB MAISONS-ALFORT
GAMMA ARGENTUIL / ARIEL RUEIL / ARTEL ROSNY / LES FLANADES SARCELLES

Vincent, François, Paul et les autres...
MARGHANA II / ST-LAZARE PASQUIER / MONTPARNASSE PATHE
ATHENA / ROYAL PASSY / MONTREAL / PALAIS AVRON
LES FRANCHES

PRIX LOUIS DELLUC
la gifle
CONCORDE PATHE / FRANCE ELYSEES / MAXEVILLE / GAUMONT SUD
MONTPARNASSE PATHE / ST-LAZARE PASQUIER / LE DIDROT / HAUTEFILLE
Périphérie: PARLY 2 / MÉLIES MONTREUIL / ÉTOILE

صكنا من الاصل

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Mignon. Comédie-Française, 20 h. 30 : La Cécilia.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : La Tuba. Athénée, 21 h. : La Folie de Chaillet.

Vendredi 24 janvier

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34. De 11 heures à 21 heures, seul les dimanches et jours fériés.

Les cafés-théâtres

Au Bec Fin, 18 h. 30 : Chair pour Narcissus.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : De toute façon, il nous reste le cheval.

Les comédies musicales

Châtelet, 20 h. 30 : Vases de Vienne.

Les concerts

Théâtre de la Ville, 16 h. 30 : Victoria de Los Angeles.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans.

Les exclusivités

ANNA ET LES LOUPS (Esp. v.o.) (1974-75) : Gaumont.

EMMANUELLE (Fr.) (1974-75) : Triomphe. LE PETIT SOLDAT (Fr.) (1974-75) : Triomphe.

LES FILMS NOUVEAUX

SCÈNES DE LA VIE CONTINGENTE. Un soldat et son chien.

Les festivals

M. BOGART - V.O. Action Le Mans (1974-75) : Le Faucon maillé.

Les séances spéciales

LANCLOUT DU LAC (Fr.) : Le Scène. (1974-75) : Le Scène.

CRIME ET CHÂTIMENT

Mise en scène de ROBERT HOSSEIN

Le public qui a fait à Béthune le succès de « Crime et Châtiment » ne se trompait pas : c'est plus et mieux qu'une illustration...

Les compliments que j'avais faits hier à Robert HOSSEIN, le peux les refaire aujourd'hui. Le prédateur du travail, se figurent, son efficacité sont exaspérées.

La meilleure mise en scène de Robert HOSSEIN. Un beau travail de théâtre, probe, sans faiblesse.

THÉÂTRE DE PARIS 15, rue Blanche. Tél. 874-20-44. LOCATION OUVERTE

LE MARAIS

20, rue du Temple (4^e) Tél: 272.47.86 Métro: Hotel de Ville

LE GHETTO EXPERIMENTAL

OU L'UNIVERSITE POUR QUOI FAIRE ? Un film de Jean Michel CARRE et Adam SCHMEDES

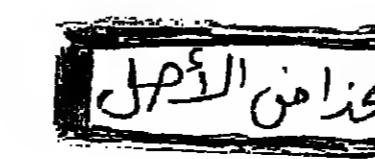
Salle II • à 15 h 30, 17 h, 18 h 50, 20 h 40 LA CITÉ DU SOLEIL, de Gianni AMELIO.

Comédie Française la Célestine

Version scénique Pierre LAVILLE d'après ROSTAND mise en scène Marcel MARECHAL

VOTRE TABLE AUJOURD'HUI

CLUB DES FORTES 231-30-03 • On n'y mange pas plus mal qu'ailleurs. On n'y boit pas d'importants qu'on.




DEMANDES D'EMPLOI	La ligne 6,00	La ligne T.E. 6,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne 12,00	La ligne T.E. 13,00
Achat - Vente - Location	24,00	28,00
AUTOS - BATEAUX	22,00	25,00
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00 - 70,00	
OCCASIONS	22,00 - 25,00	

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi



roussel-uclaf
recherche pour sa
DIVISION PHARMACEUTIQUE INTERNATIONALE
UN ADJOINT
au **DIRECTEUR RÉGIONAL**

POUR LE PROCHE ET LE MOYEN-ORIENT
(résidence BEYROUTE)

De formation supérieure, le titulaire aura pour mission, sous la responsabilité du Directeur Régional, de promouvoir, sur le secteur considéré, les spécialités du Groupe.

Une expérience de quelques années dans le domaine de la promotion pharmaceutique est requise.

UN ASSISTANT
pour l'exportation directe (PARIS)

Rattaché au Directeur de l'Exportation directe et en liaison avec les directions régionales (Proche et Moyen-Orient et Sud-Est asiatique essentiellement), il sera plus particulièrement chargé de réaliser le suivi des questions administratives et de promotion des secteurs concernés. Quelques déplacements de courte durée à l'étranger sont à prévoir.

Cette offre s'adresse à un **JEUNE DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES COMMERCIALES** ou à un candidat possédant une expérience suffisante de la branche et des marchés considérés.

ANGLAIS INDISPENSABLE
POUR LES DEUX POSTES PROPOSÉS

Adr. lettre men. avec C.V., photo et prétentions à n° 5320 - EUPAC, 34, rue Balard, 75015 PARIS, qui transmettra.

CSI
COMPUTER SCIENCES INTERNATIONAL FRANCE S.A.

Filiale du premier groupe mondial de services informatiques
RECHERCHE

UN COMMERCIAL DE HAUTE VOLEE

Dont l'objectif sera dans un premier temps d'assister sa direction commerciale dans la recherche et la négociation de contrats à haut niveau dans des secteurs économiques de pointe.

Profil souhaité : Formation supérieure, grande habitude des contacts à haut niveau, solide expérience commerciale en informatique d'un minimum de trois années.

Envoyer curriculum vitae à CSIF, 15, rue de la Baume - 75008 PARIS

directeur régional
PARIS et REGION PARISIENNE

L'Entreprise :
Un important Laboratoire Pharmaceutique dont le siège est en province, filiale d'un Groupe Français Industriel recherche son Directeur Régional PARIS et REGION PARISIENNE.

L'Homme :
Ce poste de réelle et importante responsabilité s'adresse à un homme âgé d'au moins 32 ans ayant une bonne formation scientifique (diplôme cardio-vasculaire de préférence).

Il doit dominer parfaitement les problèmes de formation (méthodes audio-visuelles souhaitées), d'animation et de relations médicales sur Paris et la Région Parisienne. Il devra pouvoir prouver son efficacité et sa réussite.

La poste :
Nous sommes prêts à lui confier la Direction de notre équipe de 17 Visiteurs Médicaux et nos bureaux parisiens (5 personnes). Il sera le véritable patron de sa région (75 - 77 - 78 - 91 - 92 - 93 - 94 - 95 - 96).

Nous recherchons un véritable Professionnel qui soit un "Leader" capable de payer de sa personne, ayant autorité, efficacité, psychologie et sens de l'humour.

Salaire mensuel de départ 6000 F + primes + participation + frais importants.

Envoyez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente sous référence 2887A.

selor
72, rue Anatole-France
92500 Levallois-Perret

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE BANLIEUE OUEST

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

recherche

POSITION 3 ANS EXP. ENST POUR DIRIGER GROUPE ÉTUDES SYSTÈME HARDWARE

Salaire annuel 100.000 F

Adressez C.V. détaillé, C.G.P., 25, rue Cavendish, 75019 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ D'ENGINEERING CHIMIQUE ET PETROCHIMIQUE

recherche

DIRECTEUR DE CHANTIER

TRES EXPERIMENTE

Pour conduite d'un très important chantier en extrême orient. Connaissance anglais indispensable

Adres. C.V. dét. et présent. à n°2091 SPERAR 12, rue J.Jaurès 92807 PUTEAUX qui transm.

Région Parisienne
Importante Société française
de vente directe, recherche

ASSISTANT DU DIRECTEUR
d'un département en expansion
H.E.C. - E.S.C. ou équivalent

NOUS RECHERCHONS :
- des personnes de la conduite des hommes.

NOUS DEMANDONS :
- 10 ans de pratique dans les domaines :
• Administration des ventes,
• Organisation,
• Contrôle de gestion.

NOUS SOUHAITONS :
- des connaissances d'informatique.

REMUNERATION ÉLEVÉE

Adressez C.V. avec photo sous n° 88.446, CONTEXE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er} q. 1^{er}

emplois régionaux

GROUPE R.E.T.I.
(Recherche Expansion Thérapeutique Internationale)

recherche

pour faire face à son développement national et international

GROUPE R.E.T.I.
(Recherche Expansion Thérapeutique Internationale)

recherche

chargé de produits senior

chef des ventes

pour lui confier la responsabilité du management d'un de ses réseaux de visite médicale (10 responsables régionaux, 70 délégués médicaux).

NOUS DEMANDONS :
- des qualités de meneurs d'hommes,
- une formation supérieure,
- une expérience de 8 à 10 années dans l'industrie pharmaceutique.

Le lieu d'activité se situe à RIOM (63).

Adr. C.V. manuscrit, photo et prétentions à : GROUPE R.E.T.I., Direction des Relations Humaines 19, route de Marsat - 63201 RIOM

(DOCTEUR EN MÉDECINE)

NOUS PROPOSONS :
La responsabilité, sous l'autorité du Directeur du Marketing Médical, du développement clinique et promotionnel de plusieurs produits du Groupe et de l'information des réseaux de Visite Médicale.

NOUS DEMANDONS :
- une expérience de 3 à 5 années dans l'industrie pharmaceutique,
- une bonne connaissance de la langue anglaise.

Le lieu d'activité se situe à RIOM (63). Prévoir déplacements fréquents en France et missions ponctuelles à l'étranger.

Adr. C.V. manuscrit, photo et prétentions à : GROUPE R.E.T.I., Direction des Relations Humaines 19, route de Marsat - 63201 RIOM

BANQUE PRIVÉE SUD-EST

recherche

CADRE

de formation supérieure ayant expérience bancaire et administrative confirmée pour poste adjoint Directeur agence principale.

Ecr. HAVAS GRENOBLE N° 43373

CHEF DE LABORATOIRE

BSN Gervais-Danone recherche pour son Département Gervais-Danone France un responsable de Laboratoire Recherches.

Il aura pour mission de porter assistance aux ingénieurs produits pour la résolution de problèmes d'ordre scientifique liés à la mise au point et au développement de produits nouveaux. Il devra ainsi pouvoir rendre disponibles les moyens d'information scientifiques, d'instrumentation et de compétences humaines nécessaires à la résolution des problèmes de recherche du Département.

Ce poste est à pourvoir au Plessis-Robinson (92).

Il intéresse un ingénieur de formation Agro, ENSIAA, ou un universitaire, ayant impérativement, de solides connaissances en biochimie alimentaire et une expérience d'au moins 3 ans dans le Centre de Recherche d'un organisme public ou d'une société privée.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sous la référence Z01 à Elienne Huchet BSN Gervais-Danone 126/130 rue Jules Guesde 92302 Levallois-Perret.

bsn.gervais.danone

DIRECTEUR RÉGIONAL
pour LYON

Une des premières sociétés de travail temporaire de Paris et de la Région Parisienne recherche, dans le cadre de son expansion sur le plan national,

UN DIRECTEUR D'AGENCE
pour Lyon et sa région

Sous l'autorité du Directeur Commercial, il sera responsable de la pénétration et de la vente de services de personnel administratif et industriel sur son secteur. Il dirigera et animera une équipe de responsables d'exploitation chargés du recrutement du personnel, de son affectation, et de la gestion des contrats. Sa mission essentielle consistera à développer et à gérer le portefeuille clients pour l'ensemble des produits.

Le candidat recherché, de formation supérieure, technique de préférence, aura une expérience industrielle, le goût de la pratique de la vente et de la gestion commerciale, un tempérament affirmé de « gagnant ». Originale de Lyon, il devra être introduit dans le milieu dirigeant des Sociétés Industrielles RIONE-ALPES.

Les conditions de rémunération comportent un fixe et un intéressement calculés en fonction des résultats.

Adr. candidatures manuscrites avec C.V. et photo à PUBLI-DIRECT, 41, bd de Strasbourg, 75010 PARIS, sous référence n° 2007, qui transmettra.

VENDEURS TRES BON NIVEAU pour secteurs 1) EST-NORD 2) BRETAGNE-AQUITAINE

BRUNZEEL poursuit son expansion recherche

2 VENDEURS DE TRES BON NIVEAU pour son département ETAGERES et MOBILIER BOIS BLANC

connaissance de préférence réseau de distribution meubles et grandes surfaces.

De préférence résidant dans les régions concernées.

Téléph. à M. Gilbert COHEN, 949-83-00 - 85-00 - 87-00.

Moyenne entreprise recherche

COLLABORATEUR

pour secondier son Président et assurer la responsabilité des fonctions comptables, administratives et financières. Ce poste convient à une de 20 ans min. Ecole sup. de commerce option comptabilité, nat. Informelles utiles.

Rémunération de l'ordre de 50.000 F/an.

Le poste est à tenir dans une agréable ville du Midi.

Réponse à toute candidature. Adr. C.V. manuscrit et photo à n° 7.810, « Le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75007 Paris-7^e.

DIRECTEUR RÉGIONAL
pour LYON et sa région

Sous l'autorité du Directeur Commercial, il sera responsable de la pénétration et de la vente de services de personnel administratif et industriel sur son secteur. Il dirigera et animera une équipe de responsables d'exploitation chargés du recrutement du personnel, de son affectation, et de la gestion des contrats. Sa mission essentielle consistera à développer et à gérer le portefeuille clients pour l'ensemble des produits.

Le candidat recherché, de formation supérieure, technique de préférence, aura une expérience industrielle, le goût de la pratique de la vente et de la gestion commerciale, un tempérament affirmé de « gagnant ». Originale de Lyon, il devra être introduit dans le milieu dirigeant des Sociétés Industrielles RIONE-ALPES.

Les conditions de rémunération comportent un fixe et un intéressement calculés en fonction des résultats.

Adr. candidatures manuscrites avec C.V. et photo à PUBLI-DIRECT, 41, bd de Strasbourg, 75010 PARIS, sous référence n° 2007, qui transmettra.

emploi féminin

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
confirmée

pour établissement hospitalier

Possibilité logement collibataire. Avantages sociaux, restaurant.

Adressez C.V. photo et prétentions à : M. CREVENKA - LA MUSE, 2023 EVREUX CEDEX.

GROUPE BANCAIRE

recherche pour les Agences de son réseau commercial en région PARISIENNE

JEUNES DIPLOMÉS

* formation supérieure : HEC-ESSEC E.S.C. PARIS

- destinés à assumer des responsabilités de direction décentralisée.

Ecrire avec C.V. et photo à **crédit universel** Direction des Agences de PARIS 31, bd des Dames - 13242 Cédex 1

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS

recherche

TRADUCTEUR (RICE) TECHNIQUE

LANGUES :
• Anglais et Espagnol,
• ou Anglais et Portugais.

Expérience indispensable dans la traduction technique pour les matériaux de l'industrie chimique ou papetière.

Adressez C.V. et prétentions sous n° 12.331, 12, quai Henri-IV, 75004 PARIS.

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ T.P. IMPLANTÉE EN AFRIQUE CENTRALE

françophone

recherche

ADJOINT DE DIRECTION

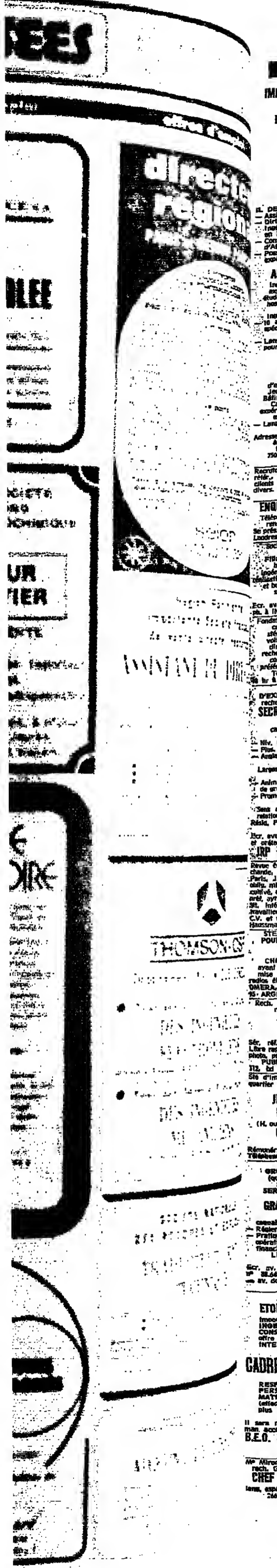
- Formation niveau expertise comptable ;
- Expérience T.P. et bâtiment obligatoire ;
- Très forte personnalité ayant habitude commandement.

Ecrire avec C.V. et photo à F.F.A. 63, rue de la Victoire, 75005 PARIS.

offres d'emp
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
ETUDES
REALISATIONS
INGÉNIEURS
IRAN
AFRIQUE
OCCIDENTALE
RECHERCHE
GENERAL
RESPI
DE
DE
EXPLOITATION

كندا في الامم

مساعدة للجنوب



offre d'emploi
IMPORTANT SOCIÉTÉ
D'ÉTUDES ET REALISATIONS

offre d'emploi
ENQUÊTES (TRACES)
Téléphon. expérience espèce

offre d'emploi
INGÉNIEUR
D'ENTRETIEN

offre d'emploi
LIBRAIRIE LYON
REPRESENTATION VENTES

offre d'emploi
ÉTUILE
Importation Cabinet
INGÉNIEURS-CONSILS

offre d'emploi
RESPONSABLE
PERSONNEL ET
MATERIEL

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

IMPORTANT CONSTRUCTEUR
d'ORDINATEURS
organise un STAGE destiné à former des
ingénieurs technico-commerciaux
Ce stage rémunéré s'adresse à des
INGÉNIEURS INFORMATIENS
débutants
(Grandes Ecoles, Université...)

Directeur de travaux
Le poste concerne l'organisation, la programmation et le contrôle de plusieurs chantiers importants.

SOCIÉTÉ MARITIME
QUARTIER SAINT-LAZAIRE OPERA
COMPTABLE H. 2° ÉCHELON

CONSTRUCTEUR D'APPAREILS
DE LEVAGE
Province région NORD-OUEST, recherche pour ses Services Etudes et Projets

A.G.D.E.
(Assistance à la Gestion et à la Direction des Entreprises)
INGÉNIEURS DE PRODUCTION
(MÉCANIQUE PRÉFÉRÉNTIELLE)

Ne pas prêter les lecteurs répondant aux
ANNONCES DOMICILIAIRES de vos
bons indicateurs immédiatement sur l'enveloppe le
numéro de l'annonce les intéressées et de
vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de
"Le Monde" ou d'une agence.

O.M.E.S.A.
recherche
INGÉNIEUR
Avis une très bonne expérience des méthodes PERT, pour suivi d'un projet important de constructions d'installations

LE BON MARCHÉ
recherche
PERSONNEL AUXILIAIRE
pour les lundi et samedi

EMPLOI FÉMININ
SUR PARC MONCEAU
Pour responsabilité direction française pour occuper d'un poste de chef de service

SECRETARE
BILINGUE ANGLAIS
Sino 2 langues
Connaiss. espagnol appréciées

représentation offres
SOCIÉTÉ SUISSE
laborant des machines
POUR LE MARCHÉ
DU VERRE PLAT

représent
demande
J.H. 34 a. b. présent, possédant ch. de l'économie de la sect. commerciale. Libre le 20/21/75.

occasions
TIMBRE-POSTE ACHETE
collection et vente de timbres.
Écriture sur papier 26/73

JEUNES REPRESENTANTS
EXCLUSIFS
pour secteurs :
1) Nord et Est
2) Ouest et Sud-Ouest
3) Centre et Sud-Est

demandes d'emploi
CADRE QUARANTAINE
Références multiples
GRANDE EXPERIENCE JURIDIQUE NOTARIALE
Zonnière, Cellulaire, Post & Voyageur,
cherche
RESPONSABILITÉS FRANCE OU ÉTRANGER.

JEUNE FEMME, 25 ans, recherche poste
INFIRMIÈRE
Dans service social ENTREPRISE
Diplômée d'É.T.A.T., 5 ans expérience.
Sourcées références (hôpital + clinique).
Libre dans un mois.

Jeune Ingénieur Commercial
Libéré O.M. - Français, allemand et anglais
ayant 12.000 francs de capital affecté au
service MARKETING de Société cherchant à créer
ou développer activité en ALSACE.

Analyse Programmeur
3 ans exp. Bac maths Mém.
COBOL - ANS, NOTIONS GAMP-2
avant travaillé sur
C.H. MONEYWELL 18M.

MARKETING
à votre disposition
Études de marché.
Recherche administrative.
Ecr. N° 2207 « Le Monde » Pub.,
5, rue des Italiens, 75227 Paris-8°.

CONCEPTEUR MARQUETTE
PUBLICITE
25 ans. Exp. 4 a. étud. et ad.
bon sens pragmatisme et créativité
packing... Recherche emploi
immédiatement. Très bonne
situation. Tél. : 274-27-29.

ECOLOGISTE
J.H. 25 a., coll. doc. D.M. doct.
7 a. ch. env. res. Ind. ECR.
ROBIN VEUVES, 1150 OZAIN.

DIRECTEUR FINANCIER
ET ADMINISTRATIF
(CONTROLLER)
diplômé en Finances et Gestion Administrative
(Business Administration)
Idéaliste pour carrières connexes
Quadrilingue : français, anglais, arabe et persan.

VOUS
qui cherchez à vous implanter
ou à prendre de l'expansion
EN AFRIQUE
JEUNE HOMME 35 ANS
Bénévoles à l'étranger
ambitieux, dynamique, possédant la volonté de
réussir.
Sem. : de la responsabilité et de l'organisation.
Ayant : contact humain facile, connaissance des
MAGASINS.
Notions : économiques et psychologie humaine,
longue expérience commerciale.
Ecrire pour éventuel contact à Mlle GODET,
187, rue du Temple, 75004, PARIS, qui transmet.

سدا في الراج

Matériel sur l'axe
E DE L'E.D.F.

LA VIE ÉCONOMIQUE

de la politique énergétique

La fixation des tarifs sera-t-elle moins incohérente ?

(Suite de la première page.)

On aurait abouti à des hausses différenciées, variables selon les tarifs.

Le tarif haute tension, qui était au départ de 6 centimes, aurait été majoré de 3,35 centimes, soit une augmentation de plus de 50 % ; la moyenne tension (10 centimes avant la crise) aurait été augmentée de 33 % ; et la basse tension (21 centimes avant la crise) de 15 % environ. Or, non seulement la hausse moyenne des tarifs n'a pas compensé l'augmentation des prix du fuel, mais encore la modulation choisie a consisté à augmenter à peu près d'un même pourcentage tous les tarifs.

L'erreur a été commise le 2 mars 1974, lorsqu'une hausse de 14,5 % a été appliquée uniformément aux tarifs haute et moyenne tension et à quelques nuances près, aux tarifs basse tension. Il en est résulté des hausses en « cadeaux aux trusts ». Elle est d'autant plus troublante que les mesures autoritaires de contingentement pour le fuel ont, jusqu'à maintenant, touché les particuliers et non les industriels.

Quand le problème est posé aux responsables gouvernementaux, ils répondent à peu près en ces termes : « Comment voulez-vous que nous obtenions des industriels qu'ils respectent leurs engagements en matière de prix si d'un seul coup nous augmentons de 50 % les tarifs qu'ils paient pour l'électricité ? »

Ce qui revient à dire que la seule justification de l'action gouvernementale dans ce domaine est que l'Etat « doit donner l'exemple » dans la lutte contre l'inflation. Sans doute ne perd-il pas de vue l'objectif de la cohérence tarifaire, mais il prétend y parvenir par « petits paquets », le choc d'un réajustement global et instantané étant jugé par avance insupportable.

Les choix individuels et collectifs en fonction de l'intérêt général. Sans doute les incidences sociales éventuelles devraient-elles alors être compensées par une authentique politique des revenus. Mais après tant d'erreurs commises au nom de l'équité, il devrait être admis qu'on ne fait pas de bonne politique sociale avec de faux prix et de fausses factures.

3) Les politiques des « petits paquets » présente, en outre, l'inconvénient de laisser entendre aux industriels comme aux particuliers que la hausse qui vient d'être décidée n'est pas la dernière ; autrement dit on inonde les uns et les autres à l'anticipation de nouvelles hausses. Or, ce genre d'anticipation joue un rôle important dans le processus inflationniste.

4) Les réajustements pris dans les hausses tarifaires — avec les autres pilotes qu'ils entraînent, du fait de la mauvaise allocation des ressources — ne sont jamais satisfaisants. Plus ils s'accroissent, plus il est difficile de rétablir la vérité des prix.

On admet depuis au moins cinq ans que le gaz est sous-payé en France. Les réajustements récents ont tout juste permis de ne pas aggraver les distorsions. D'un côté, le gaz est sous-payé, d'autre côté, l'insuffisance de l'offre, ajoutée que dans un échantillon inflationniste la détérioration des relations entre tarifs publics et prix privés est évidemment encore plus rapide.

Le choc d'un réajustement en une seule fois serait-il insupportable ? Les hausses rapides de produits pétroliers n'ont pas, semble-t-il, bouleversé l'économie.

Un réajustement brutal des tarifs aurait au demeurant l'avantage de mettre en question les structures économiques de la France et la répartition des pouvoirs qu'elles organisent. Imaginons qu'un tel réajustement soit opéré. De deux choses l'une : ou bien pour conserver leurs marges de profit constantes (le raisonnement est valable que ces marges soient positives, négatives ou nulles), les industriels augmentent ou au contraire, on incline les uns et les autres à accepter de réduire leurs marges, pour conserver leurs marges consécutives ; ou bien il ne le peuvent pas.

Dans le premier cas, c'est le consommateur final qui supporte toute la majoration des coûts de l'énergie ; mais à tous les stades de la production et de la consommation, les « décideurs » disposant pour leurs choix d'investissement et de consommation d'un paramètre exact pour évaluer l'énergie : peu à peu, l'usage que l'on fait de l'énergie se modifie, le reste des structures restant inchangé.

Dans le deuxième cas, les industriels qui ne peuvent relever leurs prix pour maintenir leurs marges de détériorer à des degrés divers (les gros « mangeurs » d'énergie étant évidemment les plus touchés). La contrepartie de cette détérioration se traduit par l'existence d'un surplus quelconque part dans les circuits économi-

Le pétrole représente les deux tiers de la consommation énergétique française

	1973		OBJECTIF 1983	
	Millions de tep (1)	%	Millions de tep	%
Charbon	30,6	17,4	23,3	9,8
Pétrole	117	66,5	98	41,3
Gas	15,4	8,8	36,8	15,5
Électricité	12,8	7,3	79,3	33,4
TOTAL	175,8	100	237,2	100

(Origine : D.O.E., juin 1974.) (1) Tonne équivalent pétrole.

N.B. — La déperdition générale à l'échelle est en train de scier les chiffres pour 1974 : les incidences sont les suivantes : augmentation de l'électricité, diminution du pé-

trole, constance du charbon (grâce aux importations) et du gaz. Le total aurait diminué de 2,5 % par rapport à 1973.

Ces arguments appellent plusieurs réponses :

1) Une politique de « petits paquets » n'exécute pas les différenciations par produits qui sont intervenues. Les pétroliers, qui sont à la frontière du public et du privé d'un côté, les groupes d'Etat, de l'autre les filiales des très puissantes sociétés internationales, ont obtenu plus facilement satisfaction que l'E.G.P. ou les Charbonnages de France, par le biais des tarifs de ces deux entreprises publiques, un transfert de ressources a été opéré au profit de l'industrie privée. Selon la formule consacrée, on « socialise » les pertes pour « privatiser » les profits.

2) La politique des « petits paquets » est peut-être plus inflationniste que celle qui consisterait à réajuster d'un seul coup tous les prix. Une hausse du tarif conforme à la vérité des prix n'est pas en soi inflationniste. On peut au contraire soutenir qu'un tarif juste tenant compte des tarifs relatifs des différents produits est la meilleure façon d'orienter

leur valeur absolue très différentes selon les tarifs : 0,3 centime pour la haute tension, 1,4 centime pour la moyenne tension, 3 centimes environ pour la basse tension.

En agissant ainsi, les autorités raisonnent implicitement comme si tous les coûts d'E.D.F. avaient augmenté. Par la suite, on a essayé de corriger cette erreur, mais on est encore, aujourd'hui, loin de l'avoir annulée. Comme la haute et la moyenne tension sont surtout utilisées par les entreprises, un cadeau de 400 à 500 millions de francs a été fait, par ce biais, aux industriels en 1974. Il s'ajoute à la « subvention de droit commun » provenant de la sous-évaluation générale des tarifs d'électricité. Ce cadeau a été payé en quelque sorte par les utilisateurs de basse tension (en gros les particuliers), puisque celle-ci a été reléguée plus augmentée qu'elle n'aurait dû l'être.

Dans l'incohérence générale, on observe donc une certaine cohérence, celle qui propose une simplificatrice appelée les

« petits paquets ». Elle est d'autant plus troublante que les mesures autoritaires de contingentement pour le fuel ont, jusqu'à maintenant, touché les particuliers et non les industriels.

Quand le problème est posé aux responsables gouvernementaux, ils répondent à peu près en ces termes : « Comment voulez-vous que nous obtenions des industriels qu'ils respectent leurs engagements en matière de prix si d'un seul coup nous augmentons de 50 % les tarifs qu'ils paient pour l'électricité ? »

Ce qui revient à dire que la seule justification de l'action gouvernementale dans ce domaine est que l'Etat « doit donner l'exemple » dans la lutte contre l'inflation. Sans doute ne perd-il pas de vue l'objectif de la cohérence tarifaire, mais il prétend y parvenir par « petits paquets », le choc d'un réajustement global et instantané étant jugé par avance insupportable.

Les choix individuels et collectifs en fonction de l'intérêt général. Sans doute les incidences sociales éventuelles devraient-elles alors être compensées par une authentique politique des revenus. Mais après tant d'erreurs commises au nom de l'équité, il devrait être admis qu'on ne fait pas de bonne politique sociale avec de faux prix et de fausses factures.

3) Les politiques des « petits paquets » présente, en outre, l'inconvénient de laisser entendre aux industriels comme aux particuliers que la hausse qui vient d'être décidée n'est pas la dernière ; autrement dit on inonde les uns et les autres à l'anticipation de nouvelles hausses. Or, ce genre d'anticipation joue un rôle important dans le processus inflationniste.

4) Les réajustements pris dans les hausses tarifaires — avec les autres pilotes qu'ils entraînent, du fait de la mauvaise allocation des ressources — ne sont jamais satisfaisants. Plus ils s'accroissent, plus il est difficile de rétablir la vérité des prix.

On admet depuis au moins cinq ans que le gaz est sous-payé en France. Les réajustements récents ont tout juste permis de ne pas aggraver les distorsions. D'un côté, le gaz est sous-payé, d'autre côté, l'insuffisance de l'offre, ajoutée que dans un échantillon inflationniste la détérioration des relations entre tarifs publics et prix privés est évidemment encore plus rapide.

Le choc d'un réajustement en une seule fois serait-il insupportable ? Les hausses rapides de produits pétroliers n'ont pas, semble-t-il, bouleversé l'économie.

Un réajustement brutal des tarifs aurait au demeurant l'avantage de mettre en question les structures économiques de la France et la répartition des pouvoirs qu'elles organisent. Imaginons qu'un tel réajustement soit opéré. De deux choses l'une : ou bien pour conserver leurs marges de profit constantes (le raisonnement est valable que ces marges soient positives, négatives ou nulles), les industriels augmentent ou au contraire, on incline les uns et les autres à accepter de réduire leurs marges, pour conserver leurs marges consécutives ; ou bien il ne le peuvent pas.

Dans le premier cas, c'est le consommateur final qui supporte toute la majoration des coûts de l'énergie ; mais à tous les stades de la production et de la consommation, les « décideurs » disposant pour leurs choix d'investissement et de consommation d'un paramètre exact pour évaluer l'énergie : peu à peu, l'usage que l'on fait de l'énergie se modifie, le reste des structures restant inchangé.

Dans le deuxième cas, les industriels qui ne peuvent relever leurs prix pour maintenir leurs marges de détériorer à des degrés divers (les gros « mangeurs » d'énergie étant évidemment les plus touchés). La contrepartie de cette détérioration se traduit par l'existence d'un surplus quelconque part dans les circuits économi-

(AVIS FINANCIER)

AUX ACTIONNAIRES

D'UNION CORPORATION LIMITED

(Union Corporation)

L'offre de GFSA a déjà été acceptée par des détenteurs non engagés d'une nette majorité d'actions Union Corporation. Les actionnaires institutionnels les plus importants ont accepté l'offre. Pour que l'offre réussisse, il est nécessaire que des acceptations supplémentaires soient reçues de détenteurs d'une minorité d'actions restant en circulation.

ACCEPTÉZ L'OFFRE DE GFSA

L'offre deviendra caduque si un nombre suffisant d'acceptations n'est pas reçu samedi prochain, 25 janvier 1975, au plus tard.

— Une coquille typographique rendait incompréhensible le texte publié dans nos éditions du 22 janvier 1975.

(PUBLICITE)

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE
SOCIÉTÉ NATIONALE SONATRACH
DIRECTION TRANSPORT

CONSTRUCTION D'UNE BASE D'ENTRETIEN A LAGHOUAT

LA SONATRACH — DIRECTION TRANSPORT lance un appel d'offres pour la construction d'une base d'entretien à LAGHOUAT comprenant :

- 1 magasin de 1.200 m².
- 1 atelier de 1.400 m².
- 1 garage de 900 m².
- 1 bâtiment administratif de 3.200 m².

Les sociétés ou entreprises intéressées pourront consulter ou retirer les dossiers à partir du 23 janvier 1975 à la SONATRACH — Direction Transport, Département Etudes — 10, rue du Sahara - Hydra - ALGER
Tél. : 60-06-07 — 60-00-09

Les offres accompagnées des références et des pièces fiscales exigées par le règlementation en vigueur devant parvenir à la SONATRACH avant le 12 mars 1975 à 16 heures, délai de rigueur.

(PUBLICITE)

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE

SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La SNIC (Société Nationale des Industries Chimiques) lance un Appel d'Offres International pour l'étude et la réalisation d'une unité, « Clés en main », de produits d'entretien domestiques.

Les fournisseurs ou sociétés intéressés par cette affaire peuvent consulter ou retirer le « Cahier des Charges » auprès de la SNIC, Département Engineering et Développement, 29, rue Didouche-Mourad - ALGER - Tél. 63-04-21 à 25 à partir de la parution dans la presse du présent Appel d'Offres.

VOTRE INDUSTRIE SOUFFRE ?

« Comment aborder la communication industrielle en 1975 ? »

Tel est le thème des « III^{es} Journées d'Études de la Publicité et du Marketing Industriels » organisées par l'A.F.P.I. (Association Française de la Publicité Industrielle). Durant 2 jours, l'A.F.P.I. et d'éminents professionnels du marketing industriel français et européen répondront à tous les problèmes que pose la crise actuelle aux annonceurs, agences, supports et autres partenaires de la publicité industrielle.

- Exposés, ateliers de travail en petits groupes, déjeuners-débats.
- Projection de films et d'audiovisuels Industriels ;
- 300 m² d'exposition sur la publicité et le marketing industriels.

Tous les sujets y seront abordés, débattus et traités, comme en témoigne le programme des deux journées d'études :

- Les forces et les faiblesses de l'industrie française dans le contexte économique actuel ;
- Reconversion ou diversification d'entreprises et image de marque ;
- Les Relations Publiques en milieu industriel ;
- L'élaboration d'un budget de communication, en période de crise ;
- Les aides à la promotion de l'industrie sur les marchés extérieurs ;
- Politique de communication internationale : centralisée ou décentralisée ;
- La coordination des campagnes multinationales, etc.

Demandez vite votre dossier d'inscription en nous téléphonant ou en nous renvoyant le coupon-réponse l'attention, nombre de participants limité.

III^{es} JOURNÉES D'ÉTUDES DE LA PUBLICITÉ ET DU MARKETING INDUSTRIELS

Les 4, 5 février 75, Hôtel SOFITEL-SEVRES, 2, r. Grognot, 75015 Paris

A.F.P.I. Association Française de la Publicité Industrielle
30, rue d'Astorg, 75008 PARIS

Je suis intéressé par vos III^{es} Journées d'Études, veuillez m'envoyer votre dossier d'inscription.

N./Mme/Mlle :

Société :

Adresse :

Tél. :

Téléphonez à 285-39-88 pour réserver ou découper et renvoyez à : A.F.P.I., Association Française de la Publicité Industrielle, 30, rue d'Astorg, 75008 Paris.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Intervention publique et économie contractuelle

(Suite de la première page.)

L'intrusion de ce troisième pouvoir, diffus, anarchique, insaisissable, que ne modère aucune règle du jeu, annonce-t-elle la fin de la démocratie libérale ? A l'évidence, oui, si le gouvernement ne doit trouver d'autre riposte que sa propre violence et la suspension des libertés, dont l'expression la plus achevée est le droit d'opposition sur le plan politique et le droit de grève sur le plan social.

La seule voie demeurant ouverte est celle qui épanouit l'individu et lui enlève le sentiment d'être manipulé injustement : l'approfondissement de ses libertés, l'extension de ses responsabilités. Le code des libertés doit d'abord protéger les domaines dans lesquels l'individu peut exercer ses droits contre les emprises des institutions collectives ou les menaces nées du progrès technique : informatique, audio-visuel, écoutes téléphoniques. Il doit aussi l'étendre par l'élimination de tout ce qui subsiste encore d'oppressif — on d'inutilement répressif — dans la pratique de notre droit, quand ce n'est pas notre droit lui-même. LA Justice, par sa lenteur, son coût, les conditions de son fonctionnement, n'est à la disposition de tous que de façon limitée ; elle n'assure pas suffisamment le respect des droits individuels ; est-elle acceptable qu'un homme reste cinq ans en prison sans être jugé ?

Pour développer les responsabilités, il faut organiser la communication et la négociation permanentes des forces économiques et sociales, soit entre elles, soit avec le pouvoir, sans compromettre pour autant l'unité nécessaire de l'action publique. La négociation n'est pas le laxisme ni la plus forte raison l'anarchie ; elle est le fait d'une autorité qui garde toujours la possibilité de trancher en dernier ressort. Même face à des syndicats qui se posent avant tout comme force de contestation, la concertation permanente conduit à une certaine forme de coopération, d'autant plus efficace qu'elle n'est pas reconnue. La tâche, certes, est difficile ; elle exige que le pouvoir soit décentralisé, que sa responsabilité soit plus partagée, son exercice moins souverain.

La décentralisation repose sur le principe que l'imagination ne peut

être dans l'Etat-Providence ; elle signifie le transfert des initiatives vers les collectivités territoriales : communes, départements, régions. En rapprochant la décision publique de ceux à qui elle s'applique, et en les faisant participer à son élaboration, elle est à la fois un facteur d'efficacité et de développement de la liberté. Elle présente cependant des risques qu'il ne faut pas se dissimuler : anarchie, incohérence, mauvaise décision. Ils peuvent être atténués par l'existence, au niveau local, d'une juridiction indépendante qui contrôle la gestion des collectivités et les sanctionne.

Le partage du pouvoir résulte de l'évolution croissante de la société vers le pluralisme ; au conflit simple, souligné par Marx, entre la classe possédante et la classe exploitée, s'est substituée une compétition entre pluralité de

groupes socio-professionnels. Ils doivent être représentés dans les différents centres de décision — notamment dans l'entreprise — non seulement pour être informés, consultés, mais aussi pour être associés au contrôle des décisions, au moins de celles qui les concernent.

Un exercice moins absolu du pouvoir politique résulte de la renaissance de ce troisième pouvoir et de l'acceptation de la part de l'Etat de négocier avec lui. Ainsi, le gouvernement est-il amené à traiter d'égal à égal avec des groupes privés que, traditionnellement, il dominait en les ignorant. L'Etat n'est pas toujours le plus fort, il faut l'accepter. Tel est le prix de la démocratie. Pour la préserver, il faut approfondir, non limiter la liberté !

Les failles

La même tentative est-elle possible sur le front de l'économie ? Là, l'ampleur des difficultés et des contradictions semble ne permettre de livrer qu'un combat de retardement. Le système libéral, reposant sur le marché et la propriété privée des moyens de production, est déjà fortement tempéré par l'intervention croissante de l'Etat et du développement du secteur public. Peut-il cependant survivre, à la fois aux exigences sociales et aux crises qui l'assaillent ? Les disciplines qui impartiennent l'économie de marché sont moins bien acceptées ou moins efficaces. L'isolement de l'économie, considérée comme une fin en soi, devient un artifice ; elle doit prendre en compte d'autres finalités, qui sont étrangères à sa loi, et qui brisent la logique du système. Mais les préoccupations sociales, humaines, culturelles, et tout ce qui est exigé au nom de la qualité de la vie, ne cadrent pas forcément avec la recherche de la rentabilité et du profit ; un nombre croissant d'activités, allant du logement et des équipements collectifs à l'industrie lourde, ne peuvent être assurées par le marché. D'autres le sont, qui ne sont pas souhaitables ; ainsi, enconcrète par la loi du profit, la pornographie envahit le cinéma. La culture et la qualité de la vie y gagnent-elles ? Bien plus, lorsqu'il fonctionne sans entrave, le marché n'assume

plus correctement sa fonction. Les grandes entreprises, échappant plus ou moins aux lois de la concurrence, s'érigent en empires indépendants, dont le consommateur devient un sujet. Que dire de leur puissance et de leur autonomie lorsqu'elles sont multinationales ? L'accumulation du profit y échappe pratiquement à tout contrôle, le gaspillage peut en résulter. Pourtant, on observe depuis quelques années — notamment aux Etats-Unis — une baisse de la rentabilité de leur capital. Elle résulte d'abord du relâchement de l'effort et du laxisme dans la gestion, du fait de la situation de monopole dans laquelle elles se trouvent. Elle découle aussi de la pression sociale ; la seule loi, en effet, à laquelle elles doivent se soumettre est celle des syndicats, qui n'est pas économique.

Si cette évolution devait se poursuivre, le dépérissement du système serait amorcé, dans la mesure où le financement des investissements essentiels ne pourrait être assuré que par des nationalisations ou, pour le moins, un financement public.

L'afflux de chocs nouveaux et simultanés (crises de l'environnement, du pétrole, du système monétaire) compromettent la croissance ; un système basé sur la fuite en avant et l'endettement généralisé, nécessaires pour assurer le plein-emploi, peut-il survivre à son arrêt ou, simplement,

son ralentissement ? Le chômage, partiel ou total, en est la conséquence immédiate, faisant des malheureux, même si on les empêche d'être des misérables. Il n'arrête pas pour autant l'inflation, mal commun de toutes les économies occidentales, dont on peut se demander si elle n'est pas un réflexe de défense pour masquer la perte de rentabilité des investissements nécessaires.

L'impression d'instabilité ressentie par la population suscite alors une inquiétude et un malaise qu'amplifie le spectacle des inégalités sociales. L'expansion en faisant des victimes au même temps que des privilégiés, creuse un fossé de plus en plus grand entre les Français. Ceux-ci, grâce au fantastique appareil d'information dont ils bénéficient, peuvent en mesurer l'ampleur. Les intérêts entre les individus divergent trop ; le lien communautaire disparaît.

Telles sont les failles de notre économie que la gauche dénonce sous le nom de crise du capitalisme. Il en est pourtant de plus graves, dont elle parle moins parce qu'elles sont communes à toutes les sociétés industrielles, qu'elles soient socialistes ou capitalistes, et que nul n'en connaît aujourd'hui la solution. D'un côté, le naufrage des valeurs traditionnelles — famille, patrie, religion — prive l'homme de ses raisons traditionnelles de vivre ; celui-ci n'a plus d'autre aspiration que la ruée sur les objets matériels, qui ne le comblent que le temps de les désirer, mais dont la consommation le satisfait de moins en moins ; d'un autre côté, le travail de l'homme, appauvri par l'enrichissement de l'automatisation et de l'ordinateur, après avoir perdu sa valeur rédemptrice, est moins attrayant. Comment un homme, ne pouvant aspirer qu'à ce qui le rend insatisfait, obligé de fournir un travail qu'il n'aime pas, ne serait-il pas malheureux et poussé à la révolte ?

Ainsi, la crise économique doublée d'une crise de société échappe au débat dans lequel la gauche veut enfermer le pays : c'est la forme même du progrès qui est remise en cause. La collectivisation n'apporte rien dans ce débat ; l'issue est davantage du côté de la liberté. Aménager différemment le temps, l'espace, le travail, le loisir, de façon à

alléger les contraintes ; éliminer les gaspillages — dont le pire est celui de l'homme robotisé ; freiner la course aux objets, dès lors qu'elle répond à des besoins artificiellement créés par la pression des mass media ou par l'exigence d'un statut social ; partager harmonieusement les gains de productivité entre l'ac-

croissement des produits et l'économie du temps du travail ; autant de modifications qui reposent davantage sur la capacité créatrice des individus et des groupes socio-professionnels que sur le mouvement uniforme et répétitif d'une économie administrative dépourvue, par nature, d'imagination.

Le plan. Certes, la solution de ces problèmes passe par une intervention accrue de l'Etat : développement des secteurs non lucratifs, dont le logement, les équipements collectifs, la culture, donnent un bon exemple ; mise, en quelque sorte, du profit sous condition, sa réalisation devant être liée à celle des objectifs fixés par le Plan. Au niveau national, s'impose une stratégie qui détermine des choix cohérents entre eux, susceptibles de répondre aux impératifs de la collectivité : emploi, exportation, un minimum d'indépendance économique. Le Plan doit fixer quelles activités doivent être poussées ou réduites, quelles reconversions opérées, en plus qu'il existe dans la stabilité, exige une planification des investissements et, particulièrement, des implantations d'activités sur le territoire national ou à l'étranger : un minimum d'équilibre doit être assuré entre les régions ; les entreprises doivent être encouragées à créer trop d'emplois à l'étranger. L'importance de l'exportation dans notre vie nationale, le volume des opérations qu'elle concerne, comparé à la dimension de nos entreprises, mettent en cause, non seulement leur volonté, mais leur capacité de répondre spontanément à ce devoir.

Répondre à ces exigences soulève sans doute des contradictions au niveau des entreprises. Une nouvelle éthique s'impose à leurs dirigeants, qui place l'exportation

Trois erreurs

Face au défi que lui lancent aujourd'hui les hommes et la nature, notre système économique doit évoluer ; renforcer la planification, l'économie contractuelle, le secteur non lucratif, telle est la meilleure façon de concilier la liberté des initiatives et les orientations du Plan. Telle est en tout cas la seule alternative à la solu-

tion que propose la gauche. Elle permettrait notamment d'éviter les trois erreurs auxquelles conduit le socialisme marxiste :

— L'étatisation progressive par la nationalisation systématique des entreprises, et la centralisation abusive des décisions, conduisant à l'exercice, en fait, de la fonction du pouvoir politique et du pouvoir économique ; le totalitarisme, alors, n'est pas loin, même s'il n'est pas communiste ;

— Le nivellement excessif des rémunérations, qui, dans tous les pays libéraux où il est appliqué, entraîne la fuite des cerveaux et des capitaux, incite à la paresse et à l'anarchie ; encadrer le profit n'est pas l'éliminer, pas plus que resserrer l'éventail des traitements ne consiste à le fermer ; en allant dans cette voie, on s'exposerait alors, sans même l'avoir voulu, à l'effacement des statistiques, dont la médiocrité de la gestion implique un grand gaspillage des ressources, et une baisse du niveau de vie de la collectivité ;

— Le rationnement généralisé du travail, de l'épargne, de la consommation, qui serait la seule réponse que pourrait donner une économie bureaucratique au sous-emploi et à la pénurie.

S'agit-il de corriger les inégalités ? L'action publique doit alors s'exercer sur deux fronts : l'élimination de la pauvreté par la garantie d'un minimum de ressources décent à chacun ; mais aussi la limitation de la richesse dont il faut freiner l'accumulation indéfinie par les particuliers. Dans ce sens, un aménagement du droit urbain doit intervenir tendant à éliminer un enrichissement sans cause, afin que le développement des villes cesse de se faire dans l'injustice et l'incohérence.

S'agit-il enfin de transformer le travail, son environnement, son contenu ? De transformer les relations sociales, humaines ? De faire apparaître un nouveau style de vie aménagé de façon plus harmonieuse le temps de l'homme, l'espace de la nature ? La réponse est dans le jalonnement des initiatives, non dans l'assujettissement à un règlement ou à une institution. Si, comme l'affirme Malraux, notre civilisation, chancelante pour s'être abandonnée à la technique et à la science, ne peut se reprendre qu'en réinventant une morale, la parole est à l'individu, non à l'Etat. Si, comme le soutient N. Rich, l'homme ne s'épanouit qu'en retrouvant le sens de la création, de la responsabilité et de la convivialité, le chemin est celui de la liberté, non de la contrainte.

ALBIN CHALANDON.

LES
PARIS
24 JANVIER

Bien orienté
mais plus selectif

COURSE DE PARI

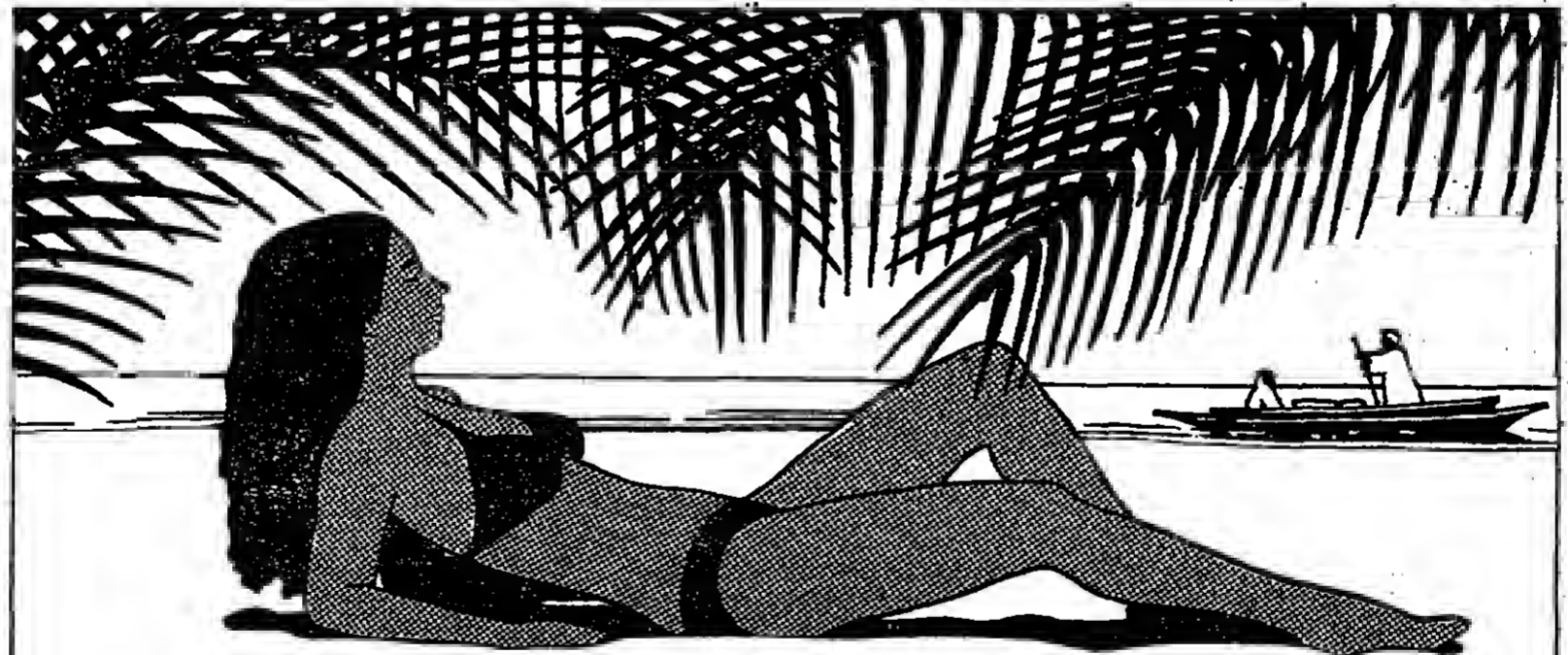
VAU	FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE	ESPAGNE	PORTUGAL	GRÈCE	IRLANDE	ROYAUME-UNI	EUROPE
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE	ESPAGNE	PORTUGAL	GRÈCE	IRLANDE	ROYAUME-UNI	EUROPE
1	2	3	4	5	6	7	8	9

FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE	ESPAGNE	PORTUGAL	GRÈCE	IRLANDE	ROYAUME-UNI	EUROPE
1	2	3	4	5	6	7	8	9

FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE	ESPAGNE	PORTUGAL	GRÈCE	IRLANDE	ROYAUME-UNI	EUROPE
1	2	3	4	5	6	7	8	9

FRANCE	ALLEMAGNE	ITALIE	ESPAGNE	PORTUGAL	GRÈCE	IRLANDE	ROYAUME-UNI	EUROPE
1	2	3	4	5	6	7	8	9



N°	Description	Prix
N°1	1 semaine demi-pension	2160 F
N°2	1 semaine demi-pension	1790 F
N°3	1 semaine pension complète	2210 F
N°4	9 jours pension complète	2840 F

Fuyez l'hiver, offrez-vous le grand soleil du Sénégal. C'est Air France qui vous emmène et Jet Tours qui vous accueille. Vous voilà à N°1 au Cap Vert. Avec sa grande barre de récifs. Vous voilà à Nianning, tout près d'une superbe plage de sable fin. Ou à Dakar, toute remplie de gaieté et de gentillesse. Ou encore à Gorée, merveilleuse petite île sans voiture.

Et sur place, un représentant Jet Tours vous organisera des excursions étonnantes sur la Côte et vers l'intérieur du pays. Vous trouvez notre nouveau catalogue chez tous les Agents de voyages, ou auprès d'Air France Cedex 876-75300 Paris Brune.



سكزا بن الاصل

... contractuelle

100 1/2 de 150

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 22 JANVIER

Bien orienté mais plus sélectif

Les valeurs françaises ont encore été recherchées en cette veille de l'ouverture...

Des achats se sont portés sur la construction électrique (C.G.E. CIT Alcatel, Thomson, C.S.F.)...

Mais le volume des transactions a diminué et le comportement du marché apparaît plus irrégulier...

La rente 7% 1973 a continué à monter, battant ses records à 118 F.

Le rendement de l'argent sur le marché monétaire a baissé de 1/8% à 11/8%...

Aux valeurs étrangères, repli général des américains en liaison avec la baisse accélérée du dollar...

Recul des pétroles internationaux et des mines d'or.

LONDRES 22 JANVIER

Stimulé par la hausse de Wall Street, le marché poursuit son avance...

Table with columns: Valeurs, Clôture, Cours, Dernier cours

INDICES QUOTIDIENS (INSEE Base 100 - 31 déc. 1974)

Table with columns: Valeurs, Clôture, Cours, Dernier cours

MARCHÉ MONÉTAIRE

Table with columns: Valeurs, Clôture, Cours, Dernier cours

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

EUROPE 1 - Bénéfice net de la société mère pour l'exercice clos le 30 septembre 1974...

NEW YORK

Après un recul initial, les cours se sont assez fortement redressés...

Une fois encore, le phénomène d'anticipation a joué en l'occurrence...

Précise que les compartiments ont été mal touchés par les pertes mécaniques...

Table with columns: Valeurs, Clôture, Cours, Dernier cours

Table with columns: Valeurs, Clôture, Cours, Dernier cours

Table with columns: Valeurs, Clôture, Cours, Dernier cours

Table with columns: Valeurs, Clôture, Cours, Dernier cours

Table with columns: Valeurs, Clôture, Cours, Dernier cours

VALEURS

Main table of stock values with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc.

BOURSE DE PARIS - 22 JANVIER - COMPTANT

Table of Paris stock exchange data with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours

MARCHÉ A TERME

Table of forward market data with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market data with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours

Le Monde

AVANT LE SOMMET FRANCO-ALLEMAND DE PARIS

La principale condition américaine à la conférence énergétique est remplie, estiment Paris et Bonn

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE — LIECHTENSTEIN: « Un bonheur exigé » (1), par Jeo-Claude Gullebold.
3. AMÉRIQUES — BRÉSIL: le général Geisel paraît décidé à poursuivre la libération « à petits pas ».
4. PROCHE-ORIENT — Selon un officier israélien, le Fatah aurait abandonné des bestiaux dans le Sud-Liban.
4. ASIE — CAMBODGE: deux bateaux chargés de munitions ont réussi à atteindre Phnom-Penh.
- 4-5. AFRIQUE — La diplomatie américaine continue de subir des revers en Afrique orientale.
- 6-7. POLITIQUE — Avance le congrès du parti radical: M. Servon-Schreiber en posture difficile. — Le Centre démocrate veut relancer le mouvement réformateur.
8. JUSTICE — 175^e anniversaire: « Pourquoi un Conseil d'Etat? », par Georges Vedel.
9. EDUCATION — Le projet de carte universitaire. — Les élections universitaires à Toulouse: on recourt en Conseil d'Etat du S.G.E.N. — Les élections sont annulées dans six U.E.R. de Nancy.
9. L'ATTENTAT D'ORLY — La police éprouve des difficultés croissantes à contrôler les groupuscules dissidents de l'O.L.P.
10. AUTOMOBILE — ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS — RÉGION PARISIENNE: le ministère de l'Intérieur précise ses intentions sur les institutions.

LE MONDE DES LIVRES

- Pages 13 à 20.
- Le feuilleton de R. Poltro-Delpéch: « Le Voyage à Naurou » de Jacques Allaire.
 - « Écrans », de Jacques Allaire.
 - « L'opéra des Cristallins ».
 - LITTÉRATURE ET CRITIQUE: Trois poètes de Belgique.
 - LITTÉRATURE AMÉRICAINES: Joyce Carol Oates.
 - ÉTUDE DE MAIN et ses dérivés.
 - LE COMMERCE DE L'HISTOIRE: Rudolf Hess dans sa prison.
 - LE PROCHE-ORIENT À TRAVERS LES LIVRES: Comprendre Nasser.
 - NOUVELLES: Un texte d'Albert Béguin.

23. SPORTS

RUGBY: la nouvelle équipe de France.

23 à 25. ARTS ET SPECTACLES

CINÉMA: le secrétaire d'État à la culture s'est prononcé pour une politique « globale, économique et culturelle ».

THÉÂTRE: le Triomphe de l'œuvre à Normale Sup'.

23 à 31. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SYNDICATS: la C.G.T. et le C.F.D.T. relancent leur campagne pour les quarante heures et le retraité à soixante ans.

Location de voitures pour événements chez Europcar 645.21.25.

LIRE ÉGALEMENT RADIO-TELEVISION (23) — Annonces classées (26 à 28) — Bulletin d'abonnement (21) — Carnet (12) — Augmentations (21) — Journal officiel (21) — Loterie nationale (21) — Météorologie (21) — Mots croisés (21) — Plannings (23).

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1975 a été tiré à 562 539 exemplaires.

YVONNE DE BREMOND D'ARS achète pour collectionneurs: tous beaux meubles anciens tapisseries tableaux de maîtres. 20, Fg St-HONORE, PARIS 8^e 265.11.03

A C D E F G H

De notre correspondant

L'Allemagne fédérale et la R.D.A., ainsi que la reconnaissance internationale de l'Allemagne de l'Est, n'ont pas été un droit nouveau. Il s'agit d'un « droit fondamental » selon lequel il existe une seule nationalité allemande. Les Finlands comme les Autrichiens viennent d'adopter une telle attitude. Pour eux, puisqu'il existe deux États allemands, il existe une nationalité de la R.F.A. et une nationalité de la R.D.A., et ce n'est pas aux pays tiers de trancher les querelles entre Allemands.

Pas de divergences fondamentales

Les deux ministères des affaires étrangères ont donné, mercredi, une image rassurante des relations franco-allemandes. Sur tous les grands sujets, les deux gouvernements seraient fondamentalement d'accord, même s'il existait quelques divergences sur les modalités d'application.

MM. Sauvagnargues et Genscher ont insisté sur le rôle essentiel joué par la coopération franco-allemande dans le processus d'unification européenne, le maintien de l'élleinte atlantique, les relations euro-américaines et la politique de détente. Les deux ministères ont l'impression que la conférence préparatoire à la conférence trilatérale des consommateurs et des producteurs de pétrole pouvait se tenir comme prévu au mois de mars. Après les accords réalisés à Washington sur les mécanismes de solidarité financière entre les grands pays industriels et l'accord sur le fonds Klébsinger, Allemands et Français considèrent que la principale condition préalable posée par les Américains à un dialogue entre producteurs et consommateurs était remplie.

Au cours d'une conversation par satellite

MM. GISCARD D'ESTAING ET SCHMIDT CÉLÈBENT LA COOPÉRATION ENTRE LES DEUX PAYS

MM. Giscard d'Estaing et Schmidt se sont entretenus, mercredi après-midi 23 janvier, par l'intermédiaire du satellite de communications franco-allemand Symphonie. La conversation était télévisée: chacun des deux interlocuteurs, à Paris et à Bonn, avait devant lui, sur un écran de télévision, l'image de l'autre.

« Il y a dans le monde beaucoup de réunions « au sommet », a déclaré M. Giscard d'Estaing, il y a beaucoup de pays qui ont une collaboration entre eux, mais c'est sans doute entre la France et l'Allemagne que cette coopération est la plus régulière et la mieux organisée. Il y a eu depuis deux ans vingt résumés « au sommet » franco-allemands, et au lieu de voir notre coopération se réduire peu à peu avec le temps, elle s'est renforcée et développée dans de nouveaux domaines ».

M. Schmidt a affirmé: « Nous n'avons jamais eu l'intention d'adopter une attitude particulière dans le cadre de la Communauté européenne. Nous nous sommes seulement aperçus que nos progrès dépendent essentiellement des bons rapports entre la France et l'Allemagne ».

M. Giscard d'Estaing a évoqué, d'autre part, la situation économique: « J'ai l'impression que nous pouvons envisager des perspectives plus rassurantes pour 1975 », a-t-il déclaré. Puis il a conclu, en allemand: « Nous avons tous les deux une grande mission commune à accomplir en Europe. Nous savons que nous ne la réaliserons qu'avec la collaboration de nos deux peuples ».

Le satellite de télécommunications franco-allemand Symphonie a été lancé le 19 décembre 1974 et est stationnaire par 11,3 degrés de longitude ouest au-dessus de l'équateur. Mais mis sur orbite avec trois ans de retard. Symphonie, avec ses trois cents voies téléphoniques, est techniquement dépassé par rapport à certains satellites français, qui en offrent cinq mille. L'expérience franco-allemande, sous cette forme, n'aura donc pas de lendemain.

1,5 MILLION DE TONNES DE PÉTROLE SOVIÉTIQUE POUR B.P.-FRANCE

La filiale française des pétroles BP (British Petroleum) a conclu un contrat avec l'Union soviétique portant sur 1,5 million de tonnes. Le contrat est conclu pour un an à partir du 1^{er} avril 1975. Mais on espère qu'il pourra être renouvelé. Un contrat semblable avait été conclu il y a deux ans et avait porté sur 2 millions de tonnes. Il n'avait pu être renouvelé en 1974.

SIX ANCIENS ADMINISTRATEURS DE CODER SONT CONDAMNÉS À VERSER 500 000 FRANCS AU SYNDIC DE FAILLITE.

Six anciens administrateurs de la société des établissements Coder de Marseille ont été condamnés à payer solidairement un syndicat de faillite la somme de 500 000 francs par le tribunal de commerce de Marseille, qui a rendu son jugement mercredi 23 janvier.

Cette action en justice avait été déclenchée à la suite du dépôt de bilan de la société, le 10 septembre 1970. La société Titan-France avait accepté d'exploiter cette entreprise, la juridiction commerciale marseillaise avait accepté de suspendre les poursuites. Depuis, la société a connu bien des vicissitudes.

Dans les attendus de son jugement, le tribunal de Marseille souligne « l'honnêteté et l'honorabilité des membres du conseil d'administration de la société Coder ». Ils ne couraient être tenus responsables de l'insuffisance de l'actif, qui a été chiffré à 3 millions de francs. Toutefois, le tribunal, en les condamnant, « a voulu leur donner leur absence de contrôle de la gestion du président-directeur général de l'époque, M. Jean Vailland. C'est après son décès, en juin 1970, que le déséquilibre financier des établissements Coder était apparu au grand jour ».

BMW POZZI
10, Bd Gouffon-St Cyr, 75017-Paris
Essais de la gamme complète 75 Importants ateliers spécialisés
754.91.64 - 754.91.65 - 755.62.29

« Moi, je trouve ça formidable... »

« Le président de la République était assis là, son épouse était là. On n'arrive pas tout à fait à le croire », explique Mme Cucchiari, qui a reçu mercredi soir à dîner M. et Mme Giscard d'Estaing. Elle ajoute: « C'est le chef de l'Etat et son épouse, M. et Mme Giscard d'Estaing, qui ont tenu à se rendre chez les Français, moi, je trouve ça formidable... »

« C'est la première fois que le président de la République... » dit-elle. Elle raconte que le président de la République s'est assis à côté de son épouse, M. et Mme Giscard d'Estaing, et que le président de la République a dit: « C'est la première fois que le président de la République... »

DANIEL VERNET.

AVEC CINQUANTE ANS DE RETARD LES ÉTATS-UNIS SIGNENT LA CONVENTION DE GENÈVE SUR LES GAZ TOXIQUES

Genève (UPI). — Les États-Unis ont signé mercredi 23 janvier la convention de Genève interdisant l'usage des gaz toxiques comme arme de guerre. Ils s'étaient jusqu'à présent refusés à adhérer à ce texte, qu'ils ont accepté à la dernière minute.

GRÈVE D'ENSEIGNANTS À L'UNIVERSITÉ DE SAINT-ÉTIENNE

Les enseignants pratiquent la grève, les syndicats sont pratiquement inexistants. Il en a assez comme ça. Ils ont lancé un préavis de grève, d'une durée limitée, à partir du 2 février. Ce préavis n'était pas réglé dans les prochains jours. — (Corresp.)

LA SEMAINE D'ACTION DU SNE - SUP.

De nombreuses réunions dans les universités ont marqué le début de la semaine d'action organisée par le syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) en soutien à la Fédération de l'éducation nationale, indique cet-ci dans un communiqué. Plusieurs manifestations sont prévues, notamment à Paris ce jeudi 23 janvier, à 17 heures, en direction du secrétariat d'Etat aux universités. Le SNE-Sup demande des négociations sur les carrières des enseignants, un accroissement du budget, et il proteste contre les projets gouvernementaux de réforme de l'enseignement supérieur. La Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement appelle les universitaires à ne pas participer aux manifestations: « Les problèmes qui préoccupent légitimement les enseignants, dit-elle dans un communiqué, sont nombreux et graves, mais pas au point de perturber une semaine de travail dans une œuvre universitaire déjà trop courte ».

Sachez vendre MIEUX ET PLUS

Cela s'apprend chez Dale Carnegie POUR VOUS, pour vos vendeurs, une méthode originale, 100 % pratique, est proposée par

le Cours de Vente Dale Carnegie

Cet entraînement vous permettra d'accroître en trois mois votre pouvoir de persuasion, votre efficacité, par conséquent, votre chiffre d'affaires.

Une conférence d'information gratuite — où d'anciens participants diront pourquoi, comment et de combien leurs ventes ont progressé — aura lieu:

Vendredi 24 janv., 19 h
Maison des Centraux, 8, rue Jean-Goujon, Paris (8^e). Rendez-vous: 755.62.29. G. Wayne, tél.: 954-81-06 et 82-32.

UN DÛNER RUE MALARD

M. Giscard d'Estaing dans une famille française

M. et Mme Giscard d'Estaing ont dîné mercredi soir 23 janvier chez un artisan encadreur, M. Cucchiari, rue Malard, dans le septième arrondissement de Paris. Le président de la République mettait ainsi à exécution, pour la première fois, sa promesse. J'ai le 31 décembre dernier, d'aller à dîner périodiquement dans des familles françaises de toutes conditions. Le dîner réunissait deux personnes: outre le chef de l'Etat et son épouse, M. et Mme Cucchiari avaient convié leur fils, étudiant en droit de vingt et un ans, et quelques amis: M. Gauthier, maître en commerce, qu'accompagnait sa femme et son fils, M. Chena, contremaître imprimeur, et son épouse, M. Pilon, journaliste, et son épouse, M. Cucchiari, qui tient boutique rue du Dragon (8^e), avait remercié récemment M. Giscard d'Estaing pour lequel il fait plusieurs travaux: c'est la raison, dit-on à l'Élysée, pour laquelle il a été choisi.

Une équipe C.F.T.C.I. devait être reçue à dîner par M. et Mme Giscard d'Estaing, mais les hôtes du président de la République devaient commenter factuellement en direct à la télévision.

« Moi, je trouve ça formidable... »

« Le président de la République était assis là, son épouse était là. On n'arrive pas tout à fait à le croire », explique Mme Cucchiari, qui a reçu mercredi soir à dîner M. et Mme Giscard d'Estaing. Elle ajoute: « C'est le chef de l'Etat et son épouse, M. et Mme Giscard d'Estaing, qui ont tenu à se rendre chez les Français, moi, je trouve ça formidable... »

« C'est la première fois que le président de la République... » dit-elle. Elle raconte que le président de la République s'est assis à côté de son épouse, M. et Mme Giscard d'Estaing, et que le président de la République a dit: « C'est la première fois que le président de la République... »

DANIEL VERNET.

M. GISCARD D'ESTAING PRONONCE SA SEPTIÈME ALLOCATION TÉLÉVISÉE

M. Valéry Giscard d'Estaing a enregistré, jeudi matin 23 janvier, l'allocation radiotélévisée qui devait être diffusée à 20 heures sur les chaînes de télévision TF 1 et Antenne 2, et à 23 h 30 sur la chaîne F.R. 3. Dans les difficultés que nous traversons, nous avons besoin de vous, nous avons besoin de votre soutien, nous avons besoin de votre confiance, nous avons besoin de votre confiance.

En dehors de ses deux émissions de presse et de son émission de quatre jours, M. Giscard d'Estaing prononcera l'état de la nation, le 21 décembre, était consacré aux valeurs traditionnelles de la France.

LE VILLAGE SUISSE

Antiquités - Décoration - Curiosités
Plus de 100 marchands
Ouvert tous les jours de 10 à 19 heures
même le dimanche - sauf mardi et mercredi
78, Avenue de Suffren et 54, Avenue de la Motte Piquet
PARIS XV

SECONDE ÉDITION
SECON LE NEW YC
Les États
ont livré
deux cents missiles
à courte portée
LIRE PAGE
BULLETIN DE L'ÉTRANGER
Le Congrès
américain
et le Vietn

« Moi, je trouve ça formidable... »

« Le président de la République était assis là, son épouse était là. On n'arrive pas tout à fait à le croire », explique Mme Cucchiari, qui a reçu mercredi soir à dîner M. et Mme Giscard d'Estaing. Elle ajoute: « C'est le chef de l'Etat et son épouse, M. et Mme Giscard d'Estaing, qui ont tenu à se rendre chez les Français, moi, je trouve ça formidable... »

« C'est la première fois que le président de la République... » dit-elle. Elle raconte que le président de la République s'est assis à côté de son épouse, M. et Mme Giscard d'Estaing, et que le président de la République a dit: « C'est la première fois que le président de la République... »

DANIEL VERNET.

M. GISCARD D'ESTAING PRONONCE SA SEPTIÈME ALLOCATION TÉLÉVISÉE

M. Valéry Giscard d'Estaing a enregistré, jeudi matin 23 janvier, l'allocation radiotélévisée qui devait être diffusée à 20 heures sur les chaînes de télévision TF 1 et Antenne 2, et à 23 h 30 sur la chaîne F.R. 3. Dans les difficultés que nous traversons, nous avons besoin de vous, nous avons besoin de votre soutien, nous avons besoin de votre confiance.

En dehors de ses deux émissions de presse et de son émission de quatre jours, M. Giscard d'Estaing prononcera l'état de la nation, le 21 décembre, était consacré aux valeurs traditionnelles de la France.

LE VILLAGE SUISSE
Antiquités - Décoration - Curiosités
Plus de 100 marchands
Ouvert tous les jours de 10 à 19 heures
même le dimanche - sauf mardi et mercredi
78, Avenue de Suffren et 54, Avenue de la Motte Piquet
PARIS XV

Vivre à l'Autrichienne au Vorarlberg
Vivre à l'Autrichienne, c'est vivre simplement, c'est vivre joyeusement. Au cœur du Vorarlberg, paysage de rêve, de montagnes et de forêts, découvrez l'art de vivre une semaine à l'Autrichienne.
Danzlils: 8 jours, logement chez l'hôte, Paris/Paris, à partir de 547 F.

GRANDES VACANCES
1, rue du Louvre, Paris 1^{er}
260.34.35
Pour recevoir notre brochure vacances en Autriche, renvoyez ce bon après l'avoir rempli à GRANDES VACANCES. Lt 728 A

صدا من الامن